TOME II. N° 7 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 1er JUILLET 1920

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Lyautey : le chef de guerre au Maroc

(1914-1916)

« ... Je n'ai pas voulu jeter
l'ancre en éteignant les feux. »

Le samedi 1er août 1914, le télégraphe sans fil de la tour Eiffel lançait outre-mer le décret de mobilisation générale que recueillaient les antennes de Tanger, de Casablanca et d'Agadir. Dans chacun de nos postes, la sonnerie : *Au drapeau!* rassemblait la garnison au pied du pavillon déployé et le commandant, d'une voix rude d'émotion, apprenait à ses hommes la grande nouvelle. Un seul élan portait tous les officiers du corps d'occupation vers le port d'où l'on rejoignait la patrie et la frontière. S'ils étaient venus en Afrique, c'était par pis-aller et parce que là seulement l'on courait les risques du soldat. Maintenant qu'ils touchaient au jour rêvé de la réparation, aucun ne supportait plus l'idée de l'exil. Qu'importait le Maroc quand il s'agissait de la France? Le sort des colonies se jouerait, avec celui de la métropole, sur le Rhin ou dans les Flandres.

Sous cette poussée généreuse qu'il lui fallait contenir, le

résident, commandant en chef, ressentait davantage le tourment d'être expatrié, à cette date unique, comme en retrait du grand théâtre des batailles, alors que partout, et toujours, la fortune l'avait conduit aux actions de premier plan. Mais, soldat, il devait payer d'exemple et garder son poste, suivant les instructions du gouvernement.

Pour sa propre défense, la France avait besoin de tous ses bataillons. Or, privé des troupes de soutien, le protectorat, selon toute vraisemblance, serait culbuté au premier choc. Le salut national semblait donc réclamer le sacrifice partiel et provisoire de la colonie.

Dès le 28 juillet, deux télégrammes expédiés la veille de Paris, à une heure de distance, 18 h. 20, 19 h. 20, avaient touché Rabat. L'un, émané du ministre des Affaires étrangères, prescrivait au résident de vider l'intérieur du pays et de se replier sur le côté avec tous les Français et les étrangers, placés sous notre sauvegarde. Le second, du ministre de la Guerre, retirait d'emblée du Maroc les chasseurs, les marsouins, les zouaves, les turcos et les batteries montées, soit une trentaine de bataillons.

Évidemment, cet ordre était le but dont l'autre indiquait le moyen. Sur le but, il n'y avait pas lieu de discuter, le Maroc ne devait pas détourner un homme de la défense nationale. Mais Paris avait-il choisi le meilleur des moyens?

Cette évacuation qui semblait, de Paris, le parti même de la sagesse (d'autant plus aisé à suivre pour le général que sa responsabilité se trouvait couverte par un ordre), se présentait, sur place, grosse de risques, sinon impraticable, nuisible même à la défense nationale qu'on invoquait. La retraite sur l'Atlantique déchaînerait aussitôt, comme un aveu de faiblesse, les tribus de la montagne, refoulées d'hier, encore toutes frémissantes, déjà informées de nos embarras et armées par l'ennemi : elles entraîneraient sur leur passage les populations soumises et malmèneraient les gens paisibles qui avaient mis leur confiance en nous et ne nous la rendraient jamais plus. Toute l'histoire marocaine, d'ailleurs, depuis les expéditions portugaises du seizième siècle jusqu'à nos premières opérations en Chaouïa, démontrait l'impossibilité de tenir sur la côte, pour qui ne maîtrise pas l'intérieur. Dans ce cas, la France perdrait, avec son prestige, le pays tout entier, sans recouvrer le gros de ses bataillons, entamés par une retraite pénible et meurtrière.

Et la nouvelle du recul français franchissant l'Atlas, vers Oran, Alger et Tunis, emplirait aussitôt le monde sonore de l'Islam. Qu'adviendrait-il alors de notre Afrique du Nord?

Contre cette décision timide, inélégante, protestait toute l'expérience, tout le sens politique du général. Cette solution de moindre effort n'était pas dans sa manière. Il lui répugnait d'abandonner le cœur de ce pays déjà sacré par le sang de nos soldats, la peine de nos colons, les tombes de « ses tués ».

Mais, en discutant le moyen de servir la mère patrie, ne risquait-il pas de paraître mettre en balance la France et le Maroc, d'obéir à l'amour-propre d'auteur qui hésite à sacrifier son œuvre?

Dans un conseil mémorable (Rabat, 30 juillet), il consulta ses lieutenants, les généraux Gouraud, Henrys, Brulard, les colonels Peltier et Gueydon de Dives. Chacun lui répondit de la région qu'il commandait, si la ligne Marrakech-Khenifra-Tadla était maintenue. Fort de ces avis « formels et instants » qui le confirmaient dans son idée, le général s'accorda quelques heures de réflexion, face à face avec ses responsabilités. Et sa résolution fut prise : il renverrait en France le maximum de troupes, mais, coûte que coûte, il garderait le Maroc.

Au 1er août 1914, le corps d'occupation du protectorat (Maroc occidental et oriental) comprenait environ soixante bataillons réguliers. Le 12 juin 1914, une dépêche du général Joffre avait indiqué l'effectif des forces que le protectorat devait rendre à la métropole, en cas de mobilisation : quatre bataillons et quatre sections de mitrailleuses. Encore le chef d'état-major général demandait-il au résident si la mesure, qui ne devait valoir qu'au 1er octobre suivant, ne souffrait point d'objection capitale. Le 20 juillet, le général Joffre, soucieux de la tension diplomatique, prélevait en outre un groupe d'artillerie de campagne.

Le 27 juillet, c'était une trentaine de bataillons dont le résident devait se dessaisir. Ses dispositions furent prises aussitôt pour assurer par échelons le départ de ces troupes. Dès le 22 août, la 1re division du Maroc (général Humbert) était embarquée. Les brigades Cherrier et Gouraud la suivirent de près. Au 15 septembre, 37 bataillons, 6 batteries, une brigade de cavalerie, 3 compagnies du génie

avaient quitté le Maroc. Le général Lyautey avait fourni le décuple des prévisions raisonnées du 12 juin 1914, au delà même du cri d'appel du 27 juillet.

Il se saignait à blanc. En échange de ces sacrifices aussitôt consentis, il réclamait la liberté de ses dispositions. Pour en imposer aux rebelles qui guettaient nos mouvements, mieux valait, au rebours de la timidité, tenir ferme sur nos positions, « maintenir le contour apparent de l'occupation avancée ». La poignée d'hommes qui lui restait, poussée en avant-garde vers l'intérieur, tendrait le long de nos postes extrêmes : Taza, Khenifra, Marrakech, Agadir, une chaîne de défense mobile, à l'abri de quoi se retireraient nos bataillons et continuerait le protectorat. Au pis-aller, le général envisageait le repliement de ses ailes sur le front Zaïan-Khenifra-Talda, où il se proposait de tenir jusqu'au bout.

C'était un « aléa tragique ». Le Maroc ne s'appartenait plus : son destin était lié à celui de la France dans la partie décisive qui se jouait en Europe. Il ne pouvait mieux la servir qu'en affirmant sa foi dans la victoire. Et, en joueur magnifique, le général Lyautey, appuyé sur Henrys, jeta « résolument la carte de la confiance ».

L'honneur lui revient d'avoir concilié, contre le sens commun, deux intérêts qui semblaient contraires, l'intérêt national et l'intérêt marocain, d'avoir prévu, contre l'idée commune, que le parti de la prudence cachait plus de pièges que le parti de la hardiesse

*
* *

Des jours d'angoisse s'écoulèrent minute à minute pour les bureaux de Rabat. Chacun vivait l'esprit tendu vers la France : les dépêches, trop rares et confuses, répondaient mal aux questions qui serraient les cœurs, aux mensonges répandus par la propagande allemande. Peu de troupes : l'armée d'Afrique quittait la place ; l'Allemagne en effet, publiaient ses agents, nous avait sommés d'évacuer le pays ; les bataillons de remplacement, territoriaux du Midi et Sénégalais, tardaient à débarquer. Les denrées nécessaires, comme le sucre, menaçaient de manquer ; il fallait assurer le ravitaillement entravé, faire lever en faveur du protectorat les interdits d'exportation qui fermaient les ports

français, veiller à ce qu'aucune gêne, aucune privation ne trahît pour l'indigène l'arrêt de la vie économique, provoqué par l'état de guerre. Dans cette obscure incertitude, la colonie se groupait, recueillie derrière son chef qui, refoulant les soucis, arborait la confiance et souriait à la fortune pour l'inviter à sourire elle-même. Tous les colons français valides, sans distinction d'âge, prenaient le fusil et formaient cinq bataillons de réserve, un bataillon de territoriale et une compagnie de vétérans. Enfin la bataille de la Marne rasséréna l'horizon d'Europe et les premiers convois de prisonniers allemands rendirent manifeste la victoire française. Dès le 26 octobre, l'alerte était passée et le commandant en chef libérait les citoyens de quarante-huit ans révolus qui n'eussent pas été appelés en France sous les drapeaux.

Pour s'installer dans la guerre qui se prolongeait, le Maroc n'avait qu'à observer plus avant le mot d'ordre qui l'avait sauvé de l'attaque brusquée ; le protectorat continuait dans la guerre comme dans la paix, sans qu'il parût s'émouvoir du conflit européen. Protégé par l'armée qui montait la garde dans les tranchées septentrionales, il se devait de ne pas somnoler dans l'attente de la paix et il ne le pouvait pas. Sa sécurité même lui interdisait le repos stagnant, comme un aveu de crainte ou de faiblesse. Aussi le général Lyautey ne voulut pas « jeter l'ancre en éteignant les feux ». Il avait toujours marché de l'avant, malgré difficultés et contretemps. L'initiative continue d'hier l'obligeait devant les indigènes à entreprendre encore et sans cesse, à tirer des circonstances et de ses moyens réduits tout le parti possible.

*
* *

Il ne lui appartenait pas de suspendre à son gré les opérations militaires ; les tribus dissidentes ne lui auraient pas accordé la trêve favorable à nos minces effectifs. La guerre surprenait le général Lyautey en pleine manœuvre : trop tôt ou trop tard. Trois mois plus tôt, elle ne l'eût pas trouvé à Taza et à Khenifra aux prises avec les Ghiata et les Zaïan ; trois mois plus tard, le gain de cette campagne de printemps eût été définitivement acquis, affermi par les opérations des généraux Gouraud et Henrys — et ces tribus de pasteurs transhumants, descendus dans la plaine, sous les fusils de nos postes.

Dès le 7 août, la nouvelle de la déclaration de guerre a retenti dans le moyen Atlas. Les Berbères dévalent en armes, excités par l'idée de faire à nos troupes une belle conduite. Les Ghiata tentent de couper notre ligne Taza-Fez ; de Taza à Khenifra, nos postes subissent l'assaut berbère ; au sud, El Hiba rentre en campagne et isole Tiznit d'Agadir. Le 9 août, le commandant en chef télégraphie : « Dès maintenant le détachement laissé à Khenifra peut être regardé comme assiégé... »

Le typhus se met dans la garnison. Au surmenage légué par la campagne du printemps s'ajoute chez tous le malaise moral. « Car c'est la mort dans l'âme, rapporte le général, que tout ce qui est maintenu ici y reste, les yeux fixés sur la Lorraine, et c'est journellement qu'il faut, par des ordres et des appels, réconforter chacun en rappelant sans cesse la contribution que tous apportent ici à la défense nationale et la grandeur de leur sacrifice. »

Contenues, les tribus assaillantes ne sont pas soumises. Le 13 novembre 1914, une colonne de 1 000 hommes aventurée dans les gorges d'El Herri, à l'est de Khenifra, tombe dans une embuscade, elle y laisse 613 tués, 163 blessés ; 4 canons, ses équipages, ses vivres restent aux mains de l'ennemi. Sans doute le général Henrys éteint-il aussitôt l'effet de cet échec par une riposte aussi vive qu'énergique. Mais cette défaite, attestée par trop de butin, fournit à la propagande allemande le précédent qui lui manquait dans notre histoire africaine.

Les Austro-Allemands, éconduits du Maroc, travaillaient alentour, au nord, à l'est, au sud, à ameuter les tribus dissidentes pour une ruée d'ensemble. Nos effectifs réduits, qui donnaient l'illusion du nombre par leur mobilité, pouvaient briser des attaques éparses et successives ; ils ne devaient plus suffire à l'assaut général organisé sur le pourtour de la zone soumise. Il s'agissait donc de grouper les rebelles sur chaque front, autour d'un chef influent auquel l'Allemagne fournirait l'argent, les armes, les munitions, puis ces chefs seraient reliés entre eux afin d'agir de concert et d'ensemble. Cette conjuration, qui relevait du vaste plan de guerre sainte que l'Allemagne prêchait par tout l'Islam au nom du calife de Constantinople, était montée à Madrid par les soins du prince Ratibor, l'ambassadeur de Guillaume II. D'Espagne, ses agents atteignaient sans peine le Maroc français

à travers le Maroc espagnol, où ils trouvaient une complicité ouverte. Séville voisinait avec Larache, Algésiras avec Tétouan, Malaga avec Melilla ; Las Palmas visait Agadir, Melilla, Tétouan, Larache, trois quartiers généraux, groupaient les légionnaires déserteurs et les prisonniers politiques évadés ; ceux-là encadraient les rebelles, fanatisés par les affiches, les libelles, les images, armés et soldés largement. Tétouan soldait Raïssouli, protégé espagnol qui ameutait les Djebala, à l'ouest du Rif ; Melilla suscitait Abd-el-Malek, transfuge de Tanger et le propre fils de l'émir Abd-el-Kader, qui prétendait couper, avec les Ghiata et les Beni-Ouarain, le couloir de Taza que la guerre ne nous avait pas laissé le temps d'élargir ; Larache dirigeait et ravitaillait Moha ou Saïd, le redoutable chef du moyen Atlas sur le front est ; le chef du front sud, El Hiba, le sultan des hommes bleus, trouvait à Tarfaya, dans le Rio de Oro, une base sûre.

La politique habile du colonel de Lamothe, secondé par le loyalisme des grands caïds, réussit à le tenir en respect par les seuls moyens indigènes. Nos fronts nord et est subirent une menace plus grave ; mais encore successives, ces attaques violentes laissèrent au général Henrys, commandant supérieur du Nord, le temps d'intervenir chaque fois au point en péril. Tandis que le groupe mobile de Taza protégeait contre les partisans d'Abd-el-Malek les travaux du rail Oudjda-Taza-Fez qui se poursuivaient obstinément, que les troupes du Tadla en perpétuelle alerte, guettant le moyen Atlas, s'efforçaient de prévenir les razzias — les pillards Djebala de l'ouest descendaient sur le Gharb fertile : le général Henrys leur court sus, mais alors les Djebala du centre s'émeuvent à leur tour et marchent sur Fez ; les tribus du sud-est de la capitale s'agitent à cette nouvelle. Nos forces mobiles sont retenues au Gharb et autour de Taza. En hâte, le général Henrys lève des contingents indigènes qui laissent aux groupes du Gharb et de Taza le temps d'achever leur tâche et d'accourir. En une semaine, la situation est rétablie. Le Gharb et la région de Fez respirent. L'été durant, nos groupes mobiles goûtent l'accalmie ; le rail d'Oudjda atteint Taza le 14 juillet 1915.

Mais à l'automne, les Allemands avaient achevé la coordination des fronts marocains. Les grands chefs, reliés par courriers réguliers, étaient prêts à l'action d'ensemble.

Le prestige d'Abd-el-Malek, accru avec ses subsides, soulevait à nouveau la région de Taza, et son lieutenant Sidi Raho prenait l'offensive.

La région du Tadla haletait sous l'agression incessante : l'extrême sud était remué par la venue d'un sous-marin allemand, l'*Uc*-20, parti d'Héligoland avec une mission allemande, chargée de ravitailler El-Hiba.

« Qui n'avance pas recule, qui n'impose pas sa volonté subit celle de l'adversaire », répète le général Lyautey. Contre ce grand mouvement, qui risquait de déborder le protectorat, la tactique reste défensive, mais défensive active qui disputait à l'ennemi l'initiative des mouvements, prévenait l'agression et en venait par riposte à gagner du champ.

Le 7 janvier, les groupes de Fez-Taza surprenaient et dispersaient les campements de Sidi Raho au sud de Taza, puis, se retournant contre Abd-el-Malek, le mettaient en fuite (27 janvier). Nos troupes du Tadla ramenaient les Berbères dans la montagne ; à l'extrême sud, le général de Lamothe accourait à l'aide du pacha de Taroudant repoussé par El Hiba, attaquait dans ses retranchements la harka du sultan bleu et lui tuait 1400 hommes. A la faveur de ces succès, nos troupes rectifiaient et consolidaient notre ligne avancée. A la fin de cette année 1916, le couloir Fez-Taza, nettoyé et dégagé, livrait passage au chemin de fer et à la route ; la couverture de Fez et de Meknès était assurée. Tendant la main aux postes du Haut-Guir par nos postes du Guigou, qu'il avançait pour sanction, le général Henrys s'approchait par bonds de la haute Moulouya jusqu'en vue de Kasbah el Makhzen, seuil de l'Oranie.

De ce côté de l'Atlas, de fortes harkas s'étaient rassemblées contre nos postes du Sud Oranais. Par deux fois, le colonel Doury les dispersait (9 juillet, 26 novembre) et les tribus rebelles demandaient l'aman.

La fragile barrière de quinze bataillons sans cesse écrémés, renouvelés dans leurs cadres, avait endigué l'assaut allemand. Ils avaient, à dire vrai, tenu le Maroc à bout de bras, selon le mot de leur chef qui ne leur marchandait point sa gratitude. Le général Lyautey a proclamé, dès le 8 août 1915, la part qui revenait à son principal lieutenant, dans cette résistance offensive, en lui remettant la première croix de guerre.

Cependant, pour vaillante qu'elle fût, qu'eût valu cette

poignée d'hommes, si le pays inquiet qu'elle devait parcourir en tous sens, n'avait déjà été aimanté, orienté par une politique ingénieuse? L'épée n'était que la moindre des armes du résident ; peut-être n'eût-elle pas dû frapper sans la propagande allemande. Si jeune que fût le protectorat, il avait déjà réalisé ; à ce pays décomposé, il avait commencé de rendre l'ordre et la paix de vie. A chacun, dans la zone soumise, il avait donné l'assurance du lendemain, garanti son bien le plus cher : à l'iman et aux oulémas l'autorité religieuse ; aux grands seigneurs et aux fonctionnaires leur prestige et leur rôle administratif ; aux négociants des villes des gains croissants ; aux agriculteurs le produit de leurs récoltes et de leurs troupeaux. D'un sultan contesté, moqué, appauvri, il avait fait un souverain respecté, riche, entouré d'honneurs et de serviteurs. Telle avait été la loyauté du résident que les plus sceptiques personnages du Makhzen consultés, traités en collaborateurs, non plus en simples figurants, avaient dû se rendre à l'évidence : le protectorat existait. Le 1er août 1914, ces résultats tangibles conseillaient aux Marocains d'attendre, avant de croire aux promesses et aux nouvelles allemandes. Certes, ils savaient, ils voyaient le départ de nos bataillons, mais le long des côtes, croisaient les navires alliés et, au cœur du pays, du nord au sud, de l'Atlas au Sous, nos postes s'arc-boutaient. Le front de mer et le front de terre tenaient bon. Les Allemands dirigés sur Oran le 7 ou le 8 août avaient bien annoncé leur retour triomphant dans la quinzaine. Mais seuls débarquèrent nos territoriaux du Midi, hommes barbus qui parlaient haut et riaient fort, et qui devaient bientôt encadrer les prisonniers allemands. C'est donc que les tribus françaises ne se trouvaient ni à court d'hommes, ni vaincues sans espoir, comme le proclamaient les nouvelles allemandes.

D'ailleurs à Rabat, aux heures mêmes que cette propagande certifiait les plus graves, le résident souriait, et sans sourciller, comme s'il eût été sûr de l'avenir comme du présent, liquidait en un tour de main l'entreprise allemande.

L'Allemagne n'avait fait au Maroc qu'une fausse sortie ; malgré la déclaration de M. de Kiderlen-Wæchter à Jules Cambon, elle ne se jugeait point désintéressée par l'accord du 4 novembre 1911 qui entaillait à son profit le Congo français de 250 000 kilomètres carrés ; par le maintien de ses protégés indigènes qu'elle soustrayait à notre justice

régulière, par ses réclamations et ses chicanes qui exigeaient la mise à l'adjudication internationale non plus seulement des fournitures du gouvernement mais des moindres travaux de voirie municipale, elle prétendait établir, à côté et aux dépens de notre protectorat officiel, un protectorat sournois qui nous laisserait la peine, sans le profit. Arrêtés dès le lendemain de la déclaration de guerre, les sujets austro-allemands furent dirigés sur l'Algérie *via* Casablanca, Oran et internés à Debdou. La fermeture de leurs consulats et de leurs bureaux de postes, la saisie des correspondances, le séquestre de leurs biens, l'emprisonnement de plusieurs de leurs protégés, la condamnation et l'exécution capitale de leurs agents Ficke et de Grundler, jugés publiquement en conseil de guerre, l'expulsion des ministres d'Allemagne et d'Autriche de la ville de Tanger, extérieure à notre zone de protectorat, témoignèrent aux indigènes que l'arrogance de l'Allemagne, hors de proportion avec sa force, n'intimidait point l'autorité française. Le pavillon allemand disparut des eaux et des ports, leurs marchandises des marchés ; leurs censaux, rentrés dans le droit commun, furent invités à obéir. D'allemands, on ne vit plus que les prisonniers qui travaillaient sur les routes.

Le charme germanique était rompu. Les vagues ondulations que les bruits de guerre avaient soulevées dans la zone soumise s'apaisèrent. Le calme des plaines devait en imposer par reflet aux rebelles de la montagne, comme la résistance de l'avant avait contribué d'abord à la sagesse des tribus de l'arrière.

Cette tranquillité des plaines, le résident la maintenait par le travail, — signe de confiance, garantie et promesse de richesse. Il mobilisait sur place le commerce, l'agriculture et l'industrie, faisant entendre à tous qu'aux colonies, le banquier derrière son guichet, l'agriculteur dans sa ferme, le négociant dans son magasin sert son pays comme un soldat. A l'un des colons qu'il avait libérés, avec ordre de retourner sur son domaine et qui le suppliait de le laisser regagner en France son poste de sergent réserviste, il répondait : « C'est ici qu'est votre devoir militaire, au milieu de ces centaines d'indigènes qui ont confiance en vous, à qui vous assurez le travail, qui sont justement inquiets de l'agitation voisine, que votre seule présence va rassurer, tandis qu'à votre défaut, je serais peut-être obligé d'y envoyer une ou

deux compagnies que vous rendez ainsi à la défense nationale. »

Les chantiers, fermés par la déclaration de guerre, s'ouvraient de nouveau et se multipliaient sur la côte et dans l'intérieur. Les travaux de voirie urbaine, chaussées, trottoirs, égouts, aqueducs, étaient poussés diligemment. Ils occupaient toute une main-d'œuvre oisive, hommes, femmes, enfants, heureux de compter leur salaire. Si les Français travaillaient et dépensaient d'un tel cœur, c'est donc qu'ils ne devaient point évacuer le pays d'un jour à l'autre, qu'ils se sentaient plus forts, plus riches que leurs ennemis et qu'ils s'installaient pour toujours. « Un chantier vaut un bataillon », concluait le général Lyautey.

Cette activité économique compensait la perte des forces militaires rendues à la métropole. La prodigalité immédiate était ici la rançon de la paix et la meilleure économie des vies et des biens. Le résident aurait pu tout bonnement acheter les chefs rebelles : mais c'eût été de l'argent gaspillé, perdu.

Je n'ai acheté personne, déclarait-il au Parlement, en lui soumettant le projet du second emprunt ; c'est par ce qui me restait de troupes que j'ai neutralisé les éléments nocifs extérieurs ; et c'est bien avec de l'argent que j'ai neutralisé les éléments nocifs de l'intérieur, mais avec de l'argent exclusivement appliqué à des travaux utiles, durables, préparant tout l'avenir économique du Maroc, après l'issue de la guerre.

Si la guerre ajournait les projets militaires du général Lyautey et la soumission totale de l'Empire chérifien, elle lui donnait par contre dans le pays occupé une liberté d'action que la paix lui avait jusqu'alors refusée. La guerre, qui déchire les traités conclus avec l'ennemi, affranchissait le Maroc de la plus lourde des servitudes internationales, la servitude austro-allemande.

Il convenait au chef militaire de convier les colons à faire, sous le feu et par défi, « l'inventaire des richesses du domaine marocain, à affirmer leur collaboration cordiale avec la noble race indigène » et d'engager le commerce français à « livrer sur place une bataille décisive ». Cette « exposition de combat » (5 septembre-5 novembre 1915), où neuf cents industriels et négociants français participèrent, se perpétua

dans les musées commerciaux installés à demeure dans les grandes villes, sous la direction des Chambres de commerce, afin de centraliser et de divulguer les renseignements et les échantillons. L'exposition agricole et horticole de Casablanca, organisée par la Société d'horticulture du Maroc, l'avait précédée (première semaine de mai 1915), la grande foire de Fez (15 octobre-5 novembre) la suivit.

En pleine guerre mondiale, au cœur même de l'Empire chérifien, dans la ville défiante où naguère encore le résident ne se montrait que dans tout l'appareil militaire, les Français offraient aux Fasis les réjouissances et l'industrie de la paix. Après les agriculteurs des plaines atlantiques, les négociants citadins en venaient avec nous à la collaboration économique ; leur curiosité se détournait de la guerre ; l'intérêt les liait à nous.

* * *

Cette manœuvre morale ne pouvait venir qu'à l'esprit d'un politique jaloux de sa responsabilité, habitué à conduire l'événement et à suppléer par des ressources spirituelles aux moyens matériels ; elle ne pouvait réussir qu'aux mains d'un chef sûr de ses collaborateurs, auxquels il avait donné le ton et dont il disposait de par son prestige.

Le conflit européen n'avait pas pris le résident au dépourvu ; de fait, il se trouvait en guerre, depuis sa prise de commandement. Il bataillait avec les difficultés de toute sorte : militaires, financières, administratives, diplomatiques. Quand il gagnait Paris pour arracher la solution qui lui tenait à cœur, il survenait parmi des disputes civiles, qui accaparaient l'attention, aux dépens de la question marocaine ; de retour à Rabat, il retrouvait l'incident militaire imprévu ou l'impatience des colons qui, habitués à une activité désordonnée, supportaient mal les premières règles administratives. La grande guerre le plaçait en des embarras plus graves mais moins irritants, plus dignes de sa peine. Il revendiqua hautement, plus que jamais, toute sa responsabilité, dont il couvrit la colonie comme d'un manteau tutélaire. Pour maintenir le calme public, il lui suffit d'annoncer qu'il restait et qu'il garantissait la sécurité. Chacun reçut le réconfort de sa présence ; donnant l'accolade sur la plage de départ aux officiers qui ne reviendraient plus, rendant visite aux avant-postes à ceux qui endiguaient l'en-

nemi de leurs poitrines, exhortant colons et indigènes à travers les marchés et les villes, il se multiplia en inspections militaires et économiques et en paroles d'ardeur.

L'aventure se prêtait au déploiement d'une énergie marquée pour les temps difficiles de l'histoire. Ses entours l'entendirent alors, avec sa verve impatiente, s'attaquer aux proverbes de médiocrité, aux préceptes de moindre effort qui régissent les existences timides et qu'il retourne à plaisir : « Point de médiocrité dorée, elle est toujours terne. Qui va lentement arrive toujours trop tard. Seul le désir du mieux mène au bien. La fortune ne vient pas au dormeur, mais à l'homme éveillé qui la viole. Pierre qui roule amasse mieux que la mousse, moisissure de l'oisiveté : à force de voyager elle acquiert, sous les vagues de l'océan, la dureté, le poli et l'éclat du galet. » *Quand même* et *malgré tout*, *à tout prix*, *coûte que coûte*, *vaille que vaille*, *contre vents et marées*, sont les expressions familières qui, tour à tour, revenaient comme des devises dans chacune de ses allocutions. Ce beau zèle, qui toujours se dépense sans compter jusqu'à l'épuisement et qui, au repos, pendant la brève relâche des affaires, semble céder aux longues misères de la vie coloniale et au faix des préoccupations, se redressait chaque fois, pareil à la jeunesse, face aux nécessités de l'heure. L'âpre passion d'aboutir qui le possède lui cheville l'âme au corps et commande à la fatigue de l'âge et de la maladie.

L'esprit civil dirige et modère par contraste cette fièvre agissante qu'il préserve des heurts et des saccades. Lui-même l'a défini, en le recommandant à ses officiers, comme « nécessaire à la réalisation des œuvres fécondes de la paix, autrement difficiles à réaliser et à continuer que les œuvres brillantes mais quelquefois stériles de la guerre qui, elle, n'est pas un but, mais un moyen ». L'esprit civil enseigne au soldat à travailler d'accord avec le colon et l'indigène, qui sont sa raison d'être et de demeurer, et dont l'effort mérite aide et respect. Ce sens politique et pratique, inattendu chez un chef militaire, met les colons en confiance. Comment fermeraient-ils l'oreille à ces simples entretiens où ils entendent non un fonctionnaire ou un officier, mais un homme de gouvernement, affranchi de préjugés de classe et de métier, qui ne fait fi d'aucun intérêt, si menu soit-il, et recueille tous les avis, pourvu que la forme en soit cour-

toise? A l'en croire, rien d'essentiel ne divise les hommes; il ne s'agit que de se rencontrer et de s'expliquer loyalement.

Le plus souvent, alors qu'on se croit divisés par des différences irrémédiables de situations sociales, d'intérêts, d'opinions, de croyances, on s'aperçoit qu'il n'y a là que des étiquettes factices, des malentendus et qu'il suffit de causer, de s'entendre en pleine lumière pour s'apercevoir qu'on est d'accord sur les points essentiels. Je pense qu'il existe, entre les hommes, bien plus souvent qu'on ne le croit, un dénominateur commun.

C'est comme sur le tableau noir. Vous écrivez de gros nombres fractionnaires qui semblent absolument inconciliables et vous savez par quelles opérations arithmétiques, par quelles éliminations successives, on arrive à trouver leur dénominateur commun, qui est un petit chiffre bien simple que rien ne laissait prévoir dans ces complications touffues.

Peut-être suis-je d'un caractère optimiste, mais il me semble que dans toutes les choses qui divisent, il doit être facile de trouver le dénominateur commun, surtout quand on se sait d'avance d'accord sur les points essentiels, qu'on est de bons Français, de loyaux serviteurs de la République et des laborieux.

Peu de malentendus résistent aux entrevues du résident avec ses administrés, qu'il traite en collaborateurs. Il va droit au sujet de brouillerie, à la question irritante, dont il ôte prestement le venin : « Bien souvent une question ne paraît paradoxale que parce qu'elle est nouvelle. » Avouant ses torts et ceux de ses bureaux avec bonne grâce, il n'est point embarrassé de confesser ses auditeurs, qu'il chapitre cordialement.

Soyez sûrs que je me suis rendu compte mieux que personne des tâtonnements par lesquels nous avons passé ici, des erreurs ou des fautes qu'a pu commettre mon administration, mais les reconnaissant, je me suis efforcé et je m'efforce chaque jour de les corriger et je puis tirer de mon expérience tout son profit. Si plusieurs s'étaient succédé dans le même temps, ils auraient vraisemblablement corrigé mes erreurs, mais ils y auraient ajouté les leurs.

Un autre que le général Lyautey eût tout aussi bien ou mieux fait ici, pourvu que, comme à moi, on lui eût laissé le temps et l'autorité. Ce n'est donc pas à moi que s'adressait votre approbation, mais aux principes éternels et féconds : la suite, la stabilité, l'unité de commandement. Partout et toujours, ils porteront les mêmes fruits...

Sur une seule chose il ne souffre point discussion : le principe du protectorat reste intangible pour tous.

En quelques mots, afin de redresser la tendance au gouvernement direct et d'installer dans les esprits et dans les mœurs l'idée du protectorat comme une « réalité durable », il persuade les colons, en vertu de l'expérience même de cette guerre, de la nécessité politique où ils se trouvent de s'associer partout l'indigène et de reconnaître le sultan Moulay Youssef, dont il s'applique sans relâche à rehausser le prestige personnel :

...On ne saurait trop proclamer l'appoint que nous apporte cette collaboration incessante et discrète du sultan Moulay Youssef... Pour s'en rendre compte, il suffit de songer à ce qui fût advenu, s'il y avait ici un sultan ne nous donnant qu'un concours de surface, mais nous trahissant en dessous, — nous avons connu ce temps, — ou si, n'en ayant pas du tout, nous avions été privés de la force qu'il nous apporte.

Leçons de politique, leçons d'histoire, leçons de bon sens, rarement homme d'État a fait l'éducation des siens avec plus de bonne grâce, d'à-propos et de piquant. Leçons de bon sens, surtout. D'une boutade, il engage les mécontents à prendre mentalement la place de l'administration qui improvise au mieux d'intérêts souvent contraires. Par de brefs appels à la bonne foi, au bon sens qui condamne le temps perdu et les disputes vaines, ce langage familier, qui retient le sourire dans la moustache et la malice au coin de l'œil, réconcilie tout le monde, sans choquer personne : colons et indigènes, militaires et civils, fonctionnaires et administrés :

« Il y a moins de différence qu'on ne pourrait croire entre l'esprit fonctionnaire et l'esprit colon. N'y a-t-il pas quelques colons qui voudraient devenir fonctionnaires et quelques fonctionnaires qui envient le sort des colons? »

Rien ne lui tient plus à cœur que cette « atmosphère de confiance réciproque » qu'il souhaite maintenir entre bureaux et colons, par la réunion périodique des *Comités d'études économiques.*

En ce qui concerne les *bureaux*, les questions ne s'offriront plus à leurs yeux comme des papiers, mais comme des réalités en chair et en os... En ce qui concerne les *colons*, d'abord ils auront pris une

connaissance d'ensemble des *questions* qui sont pour eux d'importance vitale... Ensuite ils auront pris le contact des personnes qui ne leur apparaîtront plus, j'espère, sous l'aspect des ronds-de-cuir grincheux, vissés à leurs bureaux derrière des guichets, mais comme des collaborateurs... Désormais, vous n'hésiterez plus à venir les trouver en toute confiance, de même qu'ils sont prêts à vous accueillir en toute cordialité. Bref, on se connaît...

Mais qu'on ne se méprenne point, ce prôneur des civils, cet ami des colons, de ceux qu'il appelait éloquemment *Messieurs de France*, ce sincère protecteur de la « noble race indigène » garde sa prédilection aux soldats, ses camarades, pour qui tressaille la fibre secrète de son cœur. D'un mot ou d'un geste, il sait les attacher à lui. Sa mémoire de souverain met aussitôt sur chaque visage le nom et les états de service. Aux officiers qu'il rencontrait à Fez puis à Marrakech, il observait : « On vous trouve toujours au bon endroit ! » Au cours d'une revue, il interpellait le commandant Philippot, libérateur de Fez, dont la promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur n'avait pas encore paru au *Journal officiel*. « C'est à la droite que vous devriez être, Philippot ! » Au départ d'une colonne, il recommandait au colonel Ch. Mangin : « N'oubliez pas mon vieil ami Cornu ! » Ainsi le lieutenant ou le capitaine, perdu dans le rang et désigné par lui, est aussitôt distingué par le chef de corps. Volontiers, il baragouine l'allemand avec les légionnaires :

— D'où viens-tu? il y a longtemps que tu trimes?

— Oui, mon général, j'ai servi au Tonkin et à Madagascar.

— Cela se voit bien, tu as une gueule de vieux soldat.

Fidèle et reconnaissant au souvenir des morts, généreux aux vivants, il tient sa bourse large ouverte aux vétérans dont il connaît la gêne ou l'imprévoyance ; son officier d'ordonnance a le secret de ces bienfaits.

C'est aux soldats qu'il réserve toujours en public sa première ou sa dernière pensée, c'est-à-dire la meilleure. Quand il entretient les colons de leurs affaires, il ne manque point de leur rappeler la barrière vivante de poitrines qui abrite et permet leur labeur.

Cet éloquent souvenez-vous revient comme un refrain, sur les lèvres du général, chaque fois qu'il préside une assemblée :

Ah! jamais vous n'aurez assez de reconnaissance pour ces troupes qui d'Agadir à Marrakech, au Tadla, à Khenifra, à Taza, sur la Moulouya, sur l'Ouerra, assurent la sécurité du Maroc et son libre développement. Dans la neige et le froid pendant l'hiver, dans le dur siroco pendant l'été, elles peinent sans répit. Ce sont bien les frères des tranchées de France. Si elles ne connaissent pas l'horreur du marmitage incessant, elles connaissent la fusillade embusquée à chaque détour, la rude fatigue des longues marches, les privations quotidiennes. Mais surtout, elles se sentent si loin, elles ne se sentent pas soutenues, comme leurs frères, par l'élan de toute la nation qui les suit et les réconforte. Elles ont connu de bien mauvais jours alors que, à tort, elles se croyaient méconnues. Ces jours sont passés.

A mes troupes, prononce-t-il, avec une fière tendresse ; il en parle et il leur parle d'un accent qui ne trompe point :

C'est à vous d'abord, mes officiers et mes troupes du corps d'occupation, que va ma pensée, pleine de reconnaissance et d'angoisse, parce que je saisis et je sens trop votre souffrance. Mais, après l'avoir brièvement rappelée, nous n'avons pas le droit de nous y arrêter un instant de plus. Quels que soient ici votre poste et votre emploi, sur le front avancé ! de Bou-Denib à Taza-Tadla et Agadir, ou sur la côte, ou dans les services qui maintiennent la solidité et l'activité de tout l'organisme, vous remplissez tous votre devoir. « Grandeur et servitude militaire » n'est pas une vaine formule. Le premier terme ne vaut que par le sacrifice constant qu'implique le second. *Servir*, servir toujours les yeux fermés et la bouche close. Chacun à son poste quel qu'il soit, c'est le verbe fondamental de notre catéchisme de soldat. C'est surtout la condition primordiale de l'ordre, de l'équilibre, de l'harmonieuse répartition des forces, en un mot, *du succès*, dans une lutte sans précédent et qui a pour théâtre près de la moitié du globe.

Hier encore des combats sanglants vous rappelaient qu'ici aussi vous êtes aux avant-postes. Et, bien que le sentiment du devoir accompli doive vous suffire, sachez pourtant que le haut commandement, la métropole entière, loin de méconnaître vos mérites et le prix de votre sacrifice, leur rendent la plus haute et la plus complète justice...

Depuis l'ouverture des hostilités, son maître souci fut de persuader et de convaincre les siens qu'ils n'étaient ni délaissés, ni méconnus, ni oubliés. Chacun parlait de rendre

ses galons ou sa fonction pour gagner le front d'Occident; il était plus difficile au résident de garder ses lieutenants et ses collaborateurs que le Maroc même. C'est pour alléger le sacrifice qu'il réclamait d'eux et dont il avouait la « cruauté » qu'il fit valoir le sien propre auprès du gouvernement.

Lorsque le 8 août 1915, à son retour de France, il proclamait, à peine débarqué, le principe officiel de *l'égalité des fronts*, il marquait le soin principal de son voyage et de ses démarches, dont il lui tardait de publier l'effet.

Aussi, quand deux membres du gouvernement de la Défense nationale, MM. Albert Sarraut, ministre de l'Instruction publique, et Abel Ferry, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, vinrent témoigner au Maroc l'intérêt et la gratitude que la France portait au protectorat naissant, ce n'est point à Casablanca, métropole commerciale, ni à Rabat, centre administratif, mais devant ses troupes du front, parmi ceux qui avaient partagé avec lui les fatigues du métier, et de la main d'un sous-officier, qu'il voulut recevoir la médaille militaire, cette récompense qui l'égalait au simple soldat. Le 12 octobre 1915, à Sidi-Lamine, au camp du groupe mobile Garnier-Duplessis qui devait assurer contre les Zaïans le ravitaillement hivernal de Khenifra, sous la protection des vedettes et des patrouilles qui surveillaient la masse farouche du moyen Atlas, vis-à-vis des officiers décorés et de tous les médaillés groupés devant la troupe, l'adjudant Caveglioli prononçait les paroles sacramentelles et épinglait la médaille sur la poitrine du général en chef. Celui-ci présentait lui-même les troupes aux deux ministres, les saluait de l'épée, et se plaçait ensuite, face à eux jusqu'à la fin du défilé, ne tenant à être dans ce jour qu'un « soldat à son poste de commandement ».

Amédée Britsch.

Marcel Proust humoriste et moraliste

Avez-vous lu, cher monsieur, le livre de M. Marcel Proust que je reçois à l'instant du libraire et dont on dit tant de bien? Il faut convenir que le titre ou plutôt les titres, car il y en a deux, en sont charmants et pleins de promesses. *A la recherche du temps perdu!* Quelle idée fine et originale! et comme elle nous donne à pressentir une subtile psychologie, adroite à saisir l'insaisissable et à fixer les plus fugitives nuances de l'âme! *A l'ombre des jeunes filles en fleur!* Quelle image délicieuse! Méditant sous un tel ombrage, M. Marcel Proust a dû former des pensées d'une grâce et d'une délicatesse infinies...

Je vous ai laissé dire, chère madame, parce que je suis bien élevé dans la conversation et peut-être même n'ai-je pas su me défendre, devant des propos si chaleureux, de grommeler quelque acquiescement. Mais je suis mal élevé dans la critique et ravi de penser que cet article vous apprendra combien je vous trouvais *in petto* le goût mauvais ainsi qu'à la couverture deux fois historiée du livre de M. Proust. Sans aucun doute, ce temps perdu qu'on recherche et ces arbres qui sont des demoiselles à l'ombre desquelles un esthète pensif vient s'asseoir pour y accomplir ses précieuses opérations mentales, mériteraient d'être inscrits dans les bons traités de littérature, à la suite de tous les exemples de mièvrerie, manière, euphuisme, affectation, fausse grâce et

fadeur que l'auteur des *Femmes savantes* a rendus classiques.

J'aurais, pour ma part, été fort surpris qu'un écrivain aussi mal inspiré dans l'enseigne dont il lui a plu d'adorner son œuvre eût été bien inspiré dans son œuvre même. Il ne l'a point été, en effet. Soyons juste. Il ne l'a été que très partiellement. Mais ce qui est curieux, c'est la différence considérable entre ce que cette œuvre nous apporte et ce que l'enseigne dont elle se pare nous ferait présager. On se fût attendu à voir l'auteur égrener complaisamment, je ne dirai pas des idées poétiques, mais des gentillesses, galanteries, pointes, fioritures et madrigaux susceptibles d'en tenir la place et même de la tenir avantageusement auprès des nombreuses personnes qui, en littérature, ont plus de goût pour les roses en papier peint que pour les roses naturelles. Ce n'est pas du tout ce qui arrive. M. Proust est le plus fallacieux des hommes. Il fait espérer à notre esprit de faciles plaisirs. Et que lui ménage-t-il en réalité? Des exercices sévères. Qui croirait que le livre qui ressemble le plus à un livre qui s'appelle *A l'ombre des jeunes filles en fleur* soit l'*Ethique* de Spinoza? Qui croirait que ce qui a poussé à cette ombre, ce soit une plantation de raisonnements, inductions, définitions, analyses, théorèmes, corollaires, lemmes et scolies, plus denses, plus compacts, plus imbriqués et enchevêtrés les uns dans les autres que tout ce qu'on en voit dans le texte, déjà redoutable, de Spinoza?

Il est vrai que Spinoza et M. Proust traitent de matières bien différentes. Le premier nous parle de l'existence et des attributs de Dieu, de l'ordre général de l'univers, des relations de l'âme et du corps, de la nature du bien et du mal, des fins suprêmes de l'homme. Pour les sujets favoris de M. Proust, on s'en formera un aperçu d'après les suivants : le temps qu'il fait et les impressions que M. Proust en a éprouvées, particulièrement quand le temps n'avait rien de remarquable ; les personnes qu'il a rencontrées à la promenade et ce qu'il en a pensé, particulièrement quand ces personnes lui étaient inconnues ; les actes rituels qui composent la journée des hommes élégants aux bains de mer et les idées qui lui viennent quand il les accomplit, notamment quand il met son habit le soir et que « son esprit habite la surface du corps qu'il va habiller pour tâcher de paraître le plus plaisant possible aux femmes qui le dévisageront dans le restaurant illuminé » ; le style du pantalon

de M. le baron de Charlus et la sobre et savante harmonie qu'il forme avec les chaussettes ; la merveilleuse aisance, possible seulement pour un homme de vieille race, avec laquelle M. le comte de Saint-Loup sut, d'un seul et unique geste, prendre ses chevaux en main et décacheter une lettre ; les mœurs, les attitudes et la philosophie des domestiques de l'hôtel et spécialement la curieuse ignorance de bien des personnes au sujet de celui qui pilote l'ascenseur et qu'elles ne savent pas s'appeler le « lift », à moins qu'elles ne le sachent, mais en croyant qu'il faut prononcer le « laïft »...

Je m'empresse de dire (et j'y insisterai plus loin) que M. Proust n'est pas sans aborder quelques autres matières plus substantielles que celles-là et d'un intérêt plus sensible pour le commun des mortels, qui, comme moi-même avant que je l'eusse lu, ne savent pas ce que c'est que le lift. Mais si je cite de préférence celles-là qui occupent d'ailleurs dans son ouvrage une place très importante, c'est qu'elles sembleraient appeler moins encore que les autres la méthode dont il use pour en disserter et font, par conséquent, ressortir dans tout son relief l'application de cette méthode. M. Proust applique à la question du pantalon de M. de Charlus un procédé d'analyse dialectique, de construction idéologique et de didactisme professoral en comparaison de quoi l'appareil géométrique de l'exposition spinoziste ferait presque l'effet d'un impressionnisme superficiel. De telle sorte que, si l'on voulait user à son égard du système de définition littéraire, pratiqué jadis à l'École normale par le professeur De La Coulonche, on dirait que M. Proust, c'est Spinoza qui marivaude et que la littérature de M. Proust est la scolastique du marivaudage.

Je vis qu'il avait changé de costume. Celui qu'il portait était encore plus sombre ; et sans doute, c'est que la véritable élégance est moins loin de la simplicité que la fausse ; mais il y avait autre chose : d'un peu près on sentait que si la couleur était presque entièrement absente de ces vêtements, ce n'était pas parce que celui qui l'en avait bannie y était indifférent, mais plutôt parce que pour une raison quelconque il se l'interdisait. Et la sobriété qu'ils laissaient paraître semblait de celles qui viennent de l'obéissance à un régime, plutôt que du manque de gourmandise. Un filet de vert sombre s'harmonisait, dans le tissu du pantalon, à la rayure des chaussettes avec un raffinement qui décelait la vivacité d'un goût maté partout ailleurs et à qui cette

seule concession avait été faite par tolérance, tandis qu'une tache rouge sur la cravate était imperceptible comme une liberté qu'on n'ose prendre.

Si un véritable professeur est celui qui ne se préoccupe pas d'être léger, mais de raisonner et d'expliquer pertinemment les choses, nous pouvons appeler M. Proust un professeur d'élégance. Impossible de parler habits d'une manière plus consciencieusement déductive et en bannissant davantage un frivole souci de légèreté.

Cette attention démonstrative, ce luxe de préoccupations intellectuelles sont constants chez notre auteur et jusque dans des occasions où il lui faut un véritable ascétisme pour les observer, ainsi quand il rencontre sur la plage certain essaim de petites bicyclistes qui n'ont pas l'air trop farouche et qui lui inspirent au passage, une particulièrement, de tendres rêveries. C'est là un mouvement de l'âme assez naturel quand on est jeune, naturel encore, hélas ! quand on ne l'est plus, et que l'on peut avoir éprouvé, sans qu'on fût dialecticien. Mais la dialectique innée de M. Proust ne permet pas qu'il s'y abandonne sans s'être assuré, en remontant de principe en principe jusqu'aux ultimes principes de la question, que la nature des choses et les données du raisonnement rendent compte de ses élans d'imagination amoureuse, les justifient et les autorisent.

Tout d'abord, les apparences de cette gentille enfant ne sont pas celles d'un corps inorganique, mais d'un corps vivant :

Si nous pensions que les yeux d'une telle fille ne sont qu'une brillante rondelle de mica, nous ne serions pas avide de connaître et d'unir à nous sa vie.

Hypothèse à écarter de toute évidence. La fillette appartient à la classe des êtres animés.

Mais nous sentons que ce qui luit dans ce disque réfléchissant (périphrase pour « l'œil ») n'est pas dû uniquement à sa composition matérielle...

Parmi les êtres animés, à la catégorie des êtres qui pensent :

Que ce sont, inconnues de nous, les noires ombres des idées que

cet être se fait, relativement aux gens et aux lieux qu'il connaît, pelouses des hippodromes, sable des chemins où, pédalant à travers champs et bois, m'eût entraîné cette petite péri plus séduisante pour moi que celle du paradis persan, les ombres aussi de la maison où elle rentre, des projets qu'elle forme et qu'on a formés pour elle, etc.

Puisque cet aimable objet est, comme eût dit Descartes, « pensant » et que, d'autre part, ni les mœurs honnêtes de M. Proust, ni ses habitudes de méditation prolongée ne s'accommoderaient de quelque projet de rapt ou de violence, il suit rigoureusement de là que les charmants incidents que ce philosophe aimerait voir naître entre la petite pédaleuse et lui-même supposeraient l'intervention d'un préalable accord entre leurs pensées respectives au sujet de cette éventualité. Ce qui est exprimé de la sorte :

Je savais bien que je ne posséderais pas cette jeune cycliste si je ne possédais *aussi* ce qu'il y avait dans ses yeux...

Manière de dire un peu exagérée. Car il nous a été montré dans les yeux de la jeune cycliste tout un paysage comprenant notamment les « pelouses des hippodromes » (M. Proust a voulu probablement dire : des vélodromes) familiers à sa mémoire imaginative. Et ce serait une beaucoup trop bonne affaire que la possession d'une cycliste jeune et jolie entraînant par-dessus le marché l'acquisition gratuite du terrain où elle cultive son sport.

Ayant ainsi assuré les bases philosophiques de son sentiment, l'écrivain s'abandonne au lyrisme, mais à un lyrisme où l'analyste ne perd pas ses droits :

Et c'était par conséquent toute sa vie qui m'inspirait du désir ; désir douloureux, parce que je le sentais irréalisable, mais enivrant, parce que *ce qui avait été jusque-là ma vie ayant brusquement cessé d'être ma vie totale, n'étant plus qu'une petite partie de l'espace étendu devant moi que je brûlais de couvrir, et qui était fait de la vie de ces jeunes filles m'offrait ce prolongement, cette multiplication possible de soi-même, qui est le bonheur.*

Même enlevé au souffle du rêve, M. Proust définit et définit encore. Malheureusement, ses définitions ne sont pas très claires.

J'ai choisi cette page au hasard entre trois cents environ (sur les cinq cents pages de texte prodigieusement serré qui composent le livre de M. Proust), dont l'analyse eût révélé invariablement un procédé tout pareil, donné des résultats identiques. Ses fervents (il doit en avoir, puisqu'il en est à sa vingt-septième édition) me diront sans doute que cette analyse est bien brutale par rapport à la subtile délicatesse de l'objet auquel elle est appliquée ; ils me diront que l'auteur des *Jeunes filles en fleur* est un fantaisiste et sa fantaisie un papillon capricieux dont j'écrase les ailes sous mes doigts lourds, ou bien encore une fleur élancée dont j'ai beau jeu à nier la grâce après que je l'ai coupée en morceaux, comme un anatomiste à qui échappe le fin du fin. Pour que cette littérature qui n'est pas bonne et qui est d'ailleurs exempte de tout appât vulgaire, obtienne tant de succès, il faut bien qu'il circule par le monde un mythe transfigurateur qui la représente sous des traits vaporeux et séduisants. Ce doit être un mythe de cette sorte. Dans le genre littéraire que M. Proust s'est avisé de cultiver, on ne pourrait réussir, en effet, qu'au prix d'une extraordinaire, d'une étourdissante fantaisie. C'est cette qualité qu'on lui prête parce que c'est celle qu'il aurait normalement dû posséder. A mon sens, il n'en est point qui lui fasse plus profondément défaut. Sa littérature ne ressemble ni à la fleur ni au papillon. Je la comparerais plutôt à une mécanique artificiellement combinée et montée. Dans cette mécanique, M. Proust verse, je le reconnais, beaucoup d'huile. Mais par un effet paradoxalement contraire à l'habituelle vertu de ce liquide onctueux, l'appareil de rouages et de ressorts mis en jeu dans chaque page, chaque phrase de M. Proust n'en est rendu que plus grinçant.

Rien de plus caractéristique à cet égard que ses comparaisons. Entre toutes les figures de style, celle-ci lui est la plus chère. On peut dire qu'il ne nous en fait jamais grâce. Je serais fort surpris qu'on pût me citer dans toute son œuvre quinze lignes seulement qui ne continssent pas une comparaison développée sous tous ses aspects et épuisée, si j'ose ainsi dire, jusqu'à la dernière goutte. A l'en croire. c'est chez lui un tour d'esprit :

Et je plaignais un peu tous les dîneurs parce que je sentais que pour eux les tables rondes n'étaient pas des planètes et qu'ils n'avaient

pas pratiqué dans les choses un sectionnement qui nous débarrasse de leur apparence coutumière et nous permet d'apercevoir des analogies.

Tous les bons auteurs nous enseignent que le premier mérite d'une comparaison est d'être exacte et naturelle. M. Proust va chercher les siennes dans la lune ; aussi sont-elles tout étonnées de se trouver à la place où il les met :

Ces jeunes filles ne pouvaient voir un obstacle sans s'amuser à le franchir en prenant leur élan ou à pieds joints, parce qu'elles étaient toutes remplies, exubérantes, de cette jeunesse qu'on a si grand besoin de dépenser que, même quand on est triste ou souffrant, obéissant plus aux nécessités de l'âge qu'à l'humeur de la journée, on ne laisse jamais passer une occasion de saut ou de glissade sans s'y livrer consciencieusement, interrompant, semant sa marche lente — comme Chopin la phrase la plus mélancolique — de gracieux détours où le caprice se mêle à la virtuosité.

Vous seriez-vous attendu à rencontrer Chopin en cette affaire? Et tout ça est-il assez tarabiscoté ! Voici mieux encore :

Sans la timidité ni la tristesse du soir de mon arrivée, je connus le *lift* qui ne restait plus silencieux pendant que je m'élevais à côté de lui dans l'ascenseur, comme dans une cage thoracique mobile qui se fût déplacée le long de la colonne montante.

Le rapprochement est lumineux si l'on admet : 1° qu'il y a des personnes qui ont la colonne vertébrale beaucoup plus longue que la cage thoracique et que celle-ci en profite pour s'amuser à descendre et à monter le long des vertèbres ; 2° que les mouvements de la respiration ont quelquefois le bon vouloir de s'arrêter, à seule fin de laisser prendre aux parois du thorax la rigidité d'une cage d'ascenseur. C'est l'application de la méthode bien connue : « Supposons que tu t'appelles *yau de poêle...* » La plupart des comparaisons de M. Proust nécessiteraient, pour se faire accepter, cet amorçage laborieux. Je dois convenir d'ailleurs qu'il en a de plus directes, ainsi :

Comme Françoise (la cuisinière) attachait une importance extrême à la qualité intrinsèque des matériaux qui devaient entrer dans la

fabrication de son œuvre, elle allait elle-même aux Halles se faire donner les plus beaux carrés de rumsteck, de jarret de bœuf, de pied de veau, comme Michel-Ange passant huit mois dans les montagnes de Carrare à choisir le bloc de marbre le plus parfait pour le monument de Jules II.

Ce serait déjà très lourd comme comique de séminaire. Du marbre et du veau ! Une cuisinière et Michel-Ange ! M. Proust se force, ce qui n'engendre jamais la grâce, mais a parfois de plus déplorables effets encore. A propos de je ne sais plus quels souvenirs d'une de ces maisons que fréquentent les désœuvrés de l'amour et que l'on ne peut placer au rang des sujets intéressants pour la littérature que si l'on n'a, comme lui, aucune imagination, il veut à tout prix dire quelque chose de rare et de fin sur les maisons de rendez-vous et il se travaille héroïquement pour y parvenir. Voici le résultat :

Les maisons de rendez-vous que je fréquentai quelques années plus tard, — en me fournissant des échantillons du bonheur, en me permettant d'ajouter à la beauté des femmes cet élément que nous ne pouvons inventer, qui n'est pas que le résumé des beautés anciennes, le présent vraiment divin, le seul que nous ne puissions recevoir de nous-même, devant lequel expirent toutes les créations logiques de notre intelligence et que nous ne pouvons demander qu'à la réalité : un charme individuel, — méritèrent d'être classées par moi à côté de ces autres bienfaiteurs d'origine plus récente mais d'utilité analogue (avant lesquels nous imaginions sans ardeur la séduction de Mantegna, de Wagner, de Sienne, d'après d'autres peintres, d'autres musiciens, d'autres villes) : les éditions d'histoire de la peinture illustrées, les concerts symphoniques et les études sur les « Villes d'art ».

N'allez pas, bonnes gens, prendre là-dessus M. Proust pour un raffiné d'immoralité. Plût aux dieux qu'il le fût ! Il aurait au moins à sa façon un peu de nature, un peu d'accent, un peu de passion, de sensation, de vie. Et voilà ce qui lui fait cruellement défaut. Tout chez lui est concerté. D'impressions vives, personnelles, originales, colorées, qui valussent la peine d'être écrites, il n'en a point. Il veut cependant écrire des impressions. Placé dès lors devant le problème de l'omelette sans œufs, M. Proust fait de l'*ersatz*. La qualité d'inspiration et de feu d'esprit qui lui serait nécessaire pour

briller dans le genre littéraire de son choix, il en fabrique le simili au moyen d'une espèce de cuisine intellectuelle.

Parfois, comme la voiture gravissait une route montante entre des terres labourées, rendant les champs *plus réels*, leur ajoutant *une marque d'authenticité*, comme la précieuse fleurette dont certains maîtres anciens signaient leurs tableaux, quelques bleuets *hésitants* pareils à ceux de Combray suivaient notre voiture. Bientôt nos chevaux les distançaient, mais après quelques pas, nous en apercevions un autre qui en nous attendant avait piqué devant nous dans l'herbe son étoile bleue : *plusieurs s'enhardissaient jusqu'à venir se poser au bord de la route* et c'était toute une nébuleuse qui se formait avec mes souvenirs lointains et les fleurs apprivoisées.

Cuisine, disais-je. Encore la sauce est-elle mal liée. Ces « champs » qui sont abstraits et ces « fleurs apprivoisées » qui forment la plus mièvre image, comme cela est composite, fait péniblement, dénué de fraîcheur ! Ah ! c'est un écrivain appliqué que M. Proust. Il n'est pas de la plate école de M. Jourdain qui, pour dire à Nicole de lui apporter ses pantoufles, disait : « Nicole, apportez-moi mes pantoufles ! » ni de celle de Montaigne qui voulait que le style fût « tel sur le papier qu'à la bouche ». M. Jourdain et Montaigne ne faisaient que de la prose, au lieu que M. Proust fait de la littérature, ce qui est bien différent et demande d'autres apprêts, quoique ce soit d'ailleurs beaucoup plus facile.

Mais peut-être, en espérant qu'un jour, plus libre, je pourrais trouver sur d'autres routes de semblables filles, je commençais déjà à *fausser ce qu'a d'exclusivement individuel le désir de vivre auprès d'une femme* qu'on a trouvé jolie, et du seul fait que j'admettais la possibilité de le faire naître artificiellement, j'en avais implicitement reconnu l'illusion.

Le sens est, je pense, le suivant : « Je m'apercevais qu'il y en avait tant qui me plaisaient que je revenais de l'erreur de croire qu'il n'y en a qu'une qui puisse nous rendre heureux. » Mais il saute aux yeux que « fausser ce qu'a d'exclusivement individuel » est plus savant et plus distingué, et c'est là une impression si avantageuse à produire qu'elle vaut bien un peu de charabia.

Oh ! je sais bien ! je sais bien ! C'est de l'humour ! Je n'entends rien à M. Proust parce que j'ignore les humoristes

anglais dont il procède et qu'il faut comprendre les beautés de l'humour anglo-saxon pour être sensible aux grâces et aux finesses de M. Proust et en saisir le secret.

Veuillez croire que je m'étais aperçu du rapport. Mais ce rapport est-il de telle nature qu'il puisse couvrir M. Proust contre nos critiques? Il est très intéressant de savoir que du linge a été blanchi à Londres, mais il n'est pas sans intérêt de savoir s'il y a été bien blanchi. La lignée des humoristes anglais comprend des esprits supérieurs, dont le premier demeure (autant que ma médiocre connaissance de leur littérature me permet de le dire) le délicieux Sterne ; elle comprend nécessairement une foule de non-valeurs. Il y a le génie du genre, qui en anime et en fait étinceler la forme et les procédés, très éloignés d'ailleurs des plus profondes habitudes d'un esprit latin. Et il y a la forme et les procédés qui, pratiqués sans génie, offrent, sous une plume anglaise, quelque chose de tout spécialement niais, fade et puéril. Considéré dans sa forme et son apparence, le genre de l'humour a pour caractères la divagation psychologique (je ne prends pas le mot dans un sens défavorable), la disproportion logique et le paradoxe sentimental. L'esprit court, voltige d'objet en objet, d'idée en idée, au gré de l'impression, du caprice et sans se soucier du lien des choses, mais non sans mettre une malice cachée et une philosophie subtile dans ce décousu spécieux. Il traite chaque objet au rebours de son importance réelle, ou, si l'on veut, banale, soufflant sur la chute d'un empire comme si c'était la chute d'une feuille et consacrant des réflexions et dissertations approfondies à la couleur d'un chapeau. Il trouve dans les grands chagrins de la vie matière à rire et dans les désagréments auxquels on ne fait même pas attention, des tragédies noires. Il est clair que ce jeu ne peut être agréable ou seulement supportable que s'il est mené avec une espèce de folie et de délire lucide, qu'il y faut, sous les dehors d'un flegme auquel tient une partie essentielle de l'effet, un secret endiablement et qu'enfin l'impression que nous donne l'humour est désolante d'agacement ou d'ennui si elle n'est pas une impression de vertige. Combien M. Proust manque de vertige ! Et là où il faudrait être fou, comme il est sage ! Je trouve chez lui tous les procédés intellectuels de l'humour, appliqués scrupuleusement, ingénieusement peut-être, mais à froid. Le diable n'est pour rien dans son affaire.

Sa « divagation » systématique n'a rien d'un vagabondage. C'est un homme, un esprit très rassis. Je crois discerner, à travers son livre, une âme bourgeoise très posée, très prudente, sans aucune violence, sans aucun pittoresque dans les réactions. De telle sorte que ce qui le rapprocherait de Sterne, ce ne serait pas tant une communauté vivante d'inspiration qu'un certain maniérisme imitateur. C'est ce qu'on appelle vulgairement un snobisme. M. Marcel Proust est le snob de l'humour. Et comme il est en même temps le snob de l'analyse psychologique hyper-raffinée, telle qu'elle fleurissait vers 1890, ainsi que le snob de l'impressionisme descriptif à tout propos, sans parler du botticellisme ou préraphaélisme empreint au titre de son livre, la conjonction de tous ces snobismes, fort éloignés de sa vraie nature, ont fait de lui l'écrivain le plus empesé de son temps.

Sa nature? J'ai dit qu'il n'en avait pas. Entendons-nous. Il n'a pas celle d'un genre qu'il cultive malgré Minerve et où je viens de le montrer à l'œuvre. Mais il a celle d'un autre genre dans lequel il est amené à écrire par la qualité de certains sujets qui se présentent sous sa plume au cours de son ouvrage sans sujet et qui sont plus faits pour lui que les autres. Là il vaut bien mieux. Je suis heureux d'en arriver à ce chapitre. M. Proust nous parle beaucoup du lift de l'hôtel, du chic de M. de Charlus et des sensations d'esthète de Marcel Proust devant des arbres ou des fleurs qu'il voit mal et des jeunes filles dont l'image s'évanouit aux vapeurs de ses considérations. Mais il nous parle d'autre chose. Par exemple, de littérature.

Mme de Villeparisis, interrogée par moi sur Chateaubriand, sur Balzac, sur Victor Hugo, tous reçus jadis par ses parents et entrevus par elle-même, riait de mon admiration, racontait sur eux des traits piquants comme elle venait de faire sur des grands seigneurs ou des hommes politiques, et jugeait sévèrement ces écrivains, précisément parce qu'ils avaient manqué de cette modestie, de cet effacement de soi, de cet art sobre *qui se contente d'un seul trait juste et n'appuie pas*, qui fuit plus que tout le ridicule de la grandiloquence, de cet à-propos, de ces qualités de modération de jugement et de simplicité, auxquelles on lui avait appris qu'atteint la vraie valeur : on voyait qu'elle n'hésitait pas à leur préférer des hommes qui, peut-être, en effet, avaient eu, à cause d'elles, l'avantage sur un Balzac, un Hugo, un Vigny, dans un salon, une académie, un conseil des ministres,

Molé, Fontanes, Vitrolles, Bersot, Pasquier, Lebrun, Salvandy ou Daru.

Mme de Villeparisis a très bien lu et digéré son Sainte-Beuve. Mais c'est une excellente lecture. Et voyez comme sur une matière plus en rapport avec le sérieux bourgeois, judicieux et pondéré de son esprit que le chic de M. de Charlus ou les évanescences nuancées du soleil couchant sur les meubles de la chambre de l'écrivain, voyez, dis-je, comme M. Proust sans encore écrire à ravir, écrit tout de suite mieux que M. Proust.

Plus que les sages propos de M. Proust sur la littérature, j'apprécie ses sentences de moraliste, là où il consent à voir les choses, non par quelque biais cherché et bizarre, mais simplement, directement, d'accord avec sa solidité et je dirais presque sa gravité d'honnête homme et à les exprimer sans affectation et sans tarabiscotage. Il a dans cet ordre des passages excellents :

Si on a autant de surprises qu'à visiter une maison d'apparence quelconque dont l'intérieur est rempli de trésors, de pinces-monseigneur et de cadavres, quand on découvre la vraie vie des autres, l'univers réel sous l'univers apparent, on n'en éprouve pas moins si au lieu de l'image qu'on s'était faite de soi-même grâce à ce que chacun nous en disait, on apprend par le langage qu'ils tiennent à notre égard en notre absence, quelle image entièrement différente ils portaient en eux de nous et de notre vie. De sorte que chaque fois que nous avons parlé de nous, nous pouvons être sûrs que nos inoffensives et prudentes paroles, écoutées avec une politesse apparente et une hypocrite approbation ont donné lieu aux commentaires les plus exaspérés ou les plus joyeux, en tout cas les moins favorables.

C'est un peu appuyé, mais c'est bon. Et voici qui n'est pas mauvais non plus :

Chez le solitaire, la claustration même absolue et durant jusqu'à la fin de la vie, a souvent pour principe un amour déréglé de la foule qui l'emporte tellement sur tout autre sentiment, que, ne pouvant obtenir quand il sort l'admiration de la concierge, des passants, du cocher arrêté, il préfère n'être jamais vu d'eux, et pour cela renoncer à toute activité qui rendrait nécessaire de sortir.

Voilà des définitions morales sûres, poussées, denses et

piquantes à la fois comme M. Proust en rencontre aisément toutes les fois qu'il ne marivaude point. Et il y a aussi chez lui un peintre de portraits qui sait être très bon. Le meilleur de ses personnages (dont plusieurs, tel celui de l'écrivain Bergotte, n'ont pas réussi à venir sous le pinceau) est le comte de Saint-Loup, jeune officier de haute naissance qui, par une application mal entendue sans doute, mais touchante et gracieuse, de sa rare délicatesse d'âme et de sa bonté de cœur, a rejeté les principes de son origine, répudié moralement son milieu social et imaginé qu'il trouverait aux antipodes, dans une société de libres artistes, de comédiens effrontés et de bohèmes anarchisants, la fleur de l'honnêteté humaine et des sentiments purs. Bien souvent il est payé de sa générosité par des insolences et de brutales rebuffades auxquelles il ne veut pas faire attention par scrupule d'abuser de l'écrasante force de réplique que ses manières natives lui donneraient contre ces gens-là et parce qu'il est hanté de l'idée d'une injustice permanente et générale qui sévit à leur détriment et qu'il doit réparer par sa façon d'être, autant qu'il dépend de lui. Tout cela est très bien touché par M. Proust et cette psychologie prête beaucoup de sens au récit qu'il fait de la liaison agitée et malheureuse de Saint-Loup avec une petite actrice qui le dupe et le gruge.

Elle avait commencé un beau jour à le trouver bête et ridicule parce que les amis qu'elle avait parmi de jeunes auteurs et acteurs lui avaient assuré qu'il l'était, et elle répétait à son tour ce qu'ils avaient dit avec cette passion, cette absence de réserves qu'on montre chaque fois qu'on reçoit du dehors et qu'on adopte des opinions ou des usages qu'on ignorait entièrement. Elle professait volontiers, comme ces comédiens, qu'entre elle et Saint-Loup le fossé était infranchissable, parce qu'ils étaient d'une autre race, qu'elle était une intellectuelle et que lui, quoi qu'il prétendît, était, de naissance, un ennemi de l'intelligence. Cette vue lui semblait profonde et elle en cherchait la vérification dans les paroles les plus insignifiantes, les moindres gestes de son amant. Mais quand les mêmes amis l'eurent en outre convaincue qu'elle détruisait dans une compagnie aussi peu faite pour elle les grandes espérances qu'elle avait, disaient-ils, données, que son amant finirait par déteindre sur elle, qu'à vivre avec lui, elle gâchait son avenir d'artiste, à son mépris pour Saint-Loup s'ajouta la même haine que s'il s'était obstiné à vouloir lui inoculer une maladie mortelle.

Les mœurs, voilà le véritable domaine de M. Proust, les mœurs conçues, non comme objet de satire ou thème à des variations fantaisistes et à des paradoxes amusants, mais comme matière d'étude philosophique et d'observation pesée. La légèreté, la facilité, la grâce ne sont pas les dons de cet écrivain. Il ne saisit pas les choses à la volée. Il n'a pas l'art du demi-mot. L'attention minutieuse, la méditation méthodique, la considération généralisatrice sont plutôt son affaire. Il a besoin de s'expliquer, d'étaler le détail et l'appareil de son investigation. Qui songerait à lui en faire reproche si l'investigation est fructueuse comme on a pu le voir dans des exemples trop brefs, comme on l'eût apprécié encore dans la narration très nourrie d'un dîner chez certain banquier juif? M. Proust a dans notre littérature un ancêtre dont le nom manque un peu de rayonnement, mais dont l'œuvre est très fortement estimable : c'est l'auteur des *Considérations sur les mœurs*, c'est Duclos. Le tohu-bohu de la société actuelle, les déclassements et reclassements qui s'y opèrent avec une rapidité difficile à suivre pour nous autres, hommes de lecture et de cabinet, offre un champ très intéressant aux études d'un nouveau Duclos. Et M. Proust nous fera plus de plaisir quand il nous en rapportera de substantielles nouvelles, solidement et fût-ce un peu pesamment commentées, que quand il nous décrira les bluets qui courent après sa voiture.

Il y a eu dans sa famille un chirurgien célèbre dont on pourrait lui recommander l'exemple. Lorsque le professeur Proust déployait sa trousse et posait sur la table de l'hôpital ses redoutables instruments d'acier, ce n'était pas pour opérer des petits boutons de chaleur ni pour trépaner un individu souffrant d'un simple mal aux cheveux. A moins qu'il ne songeât à les lui couper en quatre. Mais alors, quel abus de la chirurgie !

Pierre Lasserre.

Poèmes

I

A MERCURE

Mercure subtil, de qui l'influence
N'est que trop empreinte au creux de ma main,
N'attends pas ici, de mon éloquence,
Quelque hommage vain,

Non plus qu'une plainte aux Dieux importune,
Comme la feraient l'avide marchand,
Ou l'un de ceux-là qui, l'âpre fortune
Vont toujours cherchant!

Mais accorde-moi, maître des voyages,
Un vaisseau rapide et tes plus doux feux,
Pour aller bientôt revoir les rivages
Où tendent mes vœux!

Et j'honorerai le nom de ta mère
D'un autel, là-bas, de fleurs embaumé,
Sur le promontoire où monte légère,
La lune de mai!

II

A DIANE

Verrons-nous jamais, Diane sauvage,
Rendus à ton culte, ainsi qu'autrefois,
Les abords cachés de cet ermitage
Perdu dans les bois?

Ces arbres, porteurs de tes marques saintes
Et nourris d'un sang qui te serait cher,
N'y connaîtraient plus les dures atteintes
Du feu, ni du fer;

Cette source belle, en son lit de roche,
Y coulerait vive, où ta troupe sœur
Pourrait se baigner, sans craindre l'approche
De l'impur chasseur;

Et mêlé moi-même à la vie obscure
Des antres secrets et des bois ombreux,
Je saurais en toi, divine Nature,
M'endormir heureux!

Pierre Camo.

La Bavière depuis 1918

La guerre de 1914, pendant toute sa durée et avec toutes ses conséquences, a vérifié ce que le passé de la Bavière permettait de prévoir. Au début de la campagne, dans la fièvre des appétits surexcités, les armées bavaroises envahirent la France avec la même ardeur que les troupes d'empire, saccageant Gerbeviller et désolant de leurs cruautés notre pays. A l'intérieur du royaume, l'opposition anti-prussienne restait muette, tandis que les libéraux célébraient la grande curée, source de profits immédiats et considérables. Le roi Louis III, fier de sa couronne neuve qu'il avait récemment conquise en déposant son cousin Othon, enivré des commandements importants détenus par son frère Léopold et son fils Rupprecht, exalté par l'espérance d'une victoire dont l'éclat rejaillirait sur sa maison, se répandait en discours belliqueux.

Avec lui et autour de lui, les milieux dirigeants du royaume soutenaient l'annexionnisme prussien, dans l'espoir que certaines compensations seraient accordées à la Bavière. La nomination de Hertling au poste de chancelier d'empire, coup de barre vers le centre, exaspéra les appétits. Hertling se déclara aussitôt pour des buts de guerre impérialistes et rompit avec Erzberger, qui passait pour représenter la tendance opposée. Comme président du Conseil bavarois, il avait déjà tenté de faire résoudre la question d'Alsace-Lorraine

au profit du royaume et de la maison des Wittelsbach : la Lorraine irait à la Prusse, et l'Alsace à la Bavière ; ou bien ces deux provinces seraient érigées en grand-duché, avec, comme souverain, l'un des fils ou des parents du roi Louis III. Mais en même temps les convoitises bavaroises se tournaient vers le Tyrol, en vertu d'aspirations séculaires : après l'offensive contre l'Italie, en octobre 1917, la presse se prononça nettement pour l'annexion de cette contrée, occupée par des troupes allemandes où les contingents du royaume figuraient en forte majorité.

Toutefois, même dans les cercles officiels, le fait qu'on approuvait les buts de guerre prussiens ne signifiait pas que l'on se fût soumis à Berlin. Tout au contraire : la grande et terrible chose à laquelle on assistait devait fournir les moyens de rendre la Bavière plus forte et plus puissante, et, dans ce but, l'on entendait se servir de tous les atouts dont on disposait. En réalité, le royaume demeurait rétif, ses intrigues ne se comptaient pas, et à tout moment il rappelait qu'il existait encore, au plus grand déplaisir de ceux qui le désiraient dompté. Dès le début de la guerre, la Prusse le mit à contribution pour ses approvisionnements, car il était producteur de céréales. Cette politique d'exploitation devint la source de difficultés de toute espèce et ranima les vieilles rancunes.

Dans les premiers jours de juillet 1917, divers hommes politiques bavarois menèrent une campagne violente contre la « parlementarisation » de l'empire, c'est-à-dire contre l'institution des ministres responsables devant le Reichstag, institution dans laquelle ils voyaient un péril pour le particularisme de leur petite patrie. A Brest-Litowsk, les négociateurs allemands virent apparaître un plénipotentiaire bavarois qui n'avait pas été invité, mais que le royaume envoyait pour ne pas laisser périmer des droits qui lui avaient été reconnus : c'était le comte Podewils, ancien président du Conseil. En mai 1918, comme des conférences s'étaient ouvertes au grand quartier général pour renforcer l'alliance de l'Allemagne et de l'Autriche, le roi Louis III s'y rendit, accompagné de son ministre des Affaires étrangères von Dandl, et la presse munichoise fit ressortir que la Prusse n'était pas autorisée à résoudre toute seule, avec la double monarchie des Habsbourg, des questions qui intéressaient tous les États germaniques ; elle souligna, en outre, que la

situation intérieure, la paix une fois signée, devrait retrouver la physionomie qu'elle avait avant la guerre ; le démocratisme bavarois n'entendait pas abdiquer devant l'absolutisme de Berlin.

Parmi les troupes du front, la première fièvre une fois passée, l'esprit d'hostilité à la monarchie des Hohenzollern n'avait pas tardé à reparaître, et les états-majors eurent maintes fois la preuve d'une inimitié que rien ne pouvait vaincre : les simples paysans des montagnes du Sud ne pouvaient, en effet, comprendre dans quel intérêt ils « travaillaient pour le roi de Prusse », qui ne remplirait pas leurs étables ni ne doublerait leurs récoltes ; ils manquèrent souvent d'enthousiasme. Dès la seconde année de la guerre, il y en a eu bien d'autres, et en 1916 l'armée était déjà incertaine, puisque, lors des troubles qui éclatèrent à Munich, le tiers des manifestants, sur le Marienplatz, étaient des militaires. Il y avait là une situation dont une diplomatie avisée aurait dû tirer partie, toute une offensive intérieure qu'il était possible de combiner lentement, en attendant l'heure où elle porterait ses fruits. Il était naturel, en particulier, que la France reprît la politique de division qui avait été celle de Louis XIV et même de Napoléon. Mais les Alliés, imbus de faux principes, gouvernés par des hommes d'État faibles ou ignorants, parfois sournoisement égoïstes, ne se souciaient nullement d'affaiblir ou de dissoudre l'unité allemande.

Et pourtant, lorsque les armées germaniques connurent leurs premiers désastres, il ne fut guère possible de nier l'évidence. Sous le coup de la défaite, l'édifice bismarckien menaçait de s'écrouler, et la vieille Allemagne ne demandait qu'à renaître. En Bavière, les grandes offensives qui n'amenaient aucun résultat décisif réveillèrent l'opposition. En mai 1918 éclatèrent les émeutes d'Ingolstadt, au cours desquelles la foule prit d'assaut l'hôtel de ville, dont elle incendia les archives. A la même époque, un avion laissa tomber dans une propriété française, peut-être à dessein, une proclamation particulariste et violemment antiprussienne. Elle signalait la misère du royaume, conduit à une ruine presque certaine ; elle relevait que l'Entente n'avait pas désiré la guerre, que la France en particulier avait considérablement favorisé la Bavière pendant des siècles d'histoire : « Les coupables sont, on peut bien le dire aujourd'hui en toute conscience, seule-

ment et uniquement les Prussiens, ou plus exactement il n'y a qu'un seul coupable : le roi de Prusse... Les fils de la Bavière sacrifient leurs vies par centaines de mille pour cette Prusse, pour ce pays qui, il y a quelques dizaines d'années à peine, en 1866, nous a arraché une partie de notre territoire et une énorme indemnité de guerre. »

Un peu plus tard, en même temps que la ligue *Neues Vaterland* répandait dans le royaume les révélations du prince Lichnowsky, le moral des troupes devient de plus en plus mauvais. Depuis longtemps les officiers prussiens se plaignaient des soldats bavarois, qu'ils représentaient comme raisonneurs et enclins à la mutinerie ; ceux-ci à leur tour reprochaient au haut commandement allemand de toujours les mettre en ligne dans les circonstances graves et de les sacrifier pour ménager les contingents du Nord. Le 13 août ils lâchèrent pied devant Lassigny en déclarant qu'ils en avaient assez de se battre pour les Prussiens et qu'ils les laisseraient se tirer d'affaire tout seuls.

Au début d'octobre, la mésintelligence et la défiance réciproques étaient devenues si grandes que le *Berliner Tageblatt* publiait un appel de la *Ligue prussienne* : « On veut, lisait-on, détruire la puissance de la Prusse pour dominer à sa place. L'armée du front a été déchirée par la Bavière. Des divisions bavaroises entières se sont rebellées en Flandre. Une grande partie de l'armée bavaroise a dû être retirée en août dernier, par suite du peu de sécurité combative qu'elle présentait... Si l'Allemagne doit succomber par suite de trahison particulariste, du moins la Prusse doit subsister ! » A l'intérieur du royaume l'agitation croissait. On voulait la paix, à quelque prix que ce fût : on envisageait ensuite un remaniement de la Confédération germanique où entreraient les Allemands d'Autriche et dont la Bavière prendrait la tête tandis que la Prusse en serait exclue. A la fin du même mois, le roi Louis III, qui prévoyait la chute des Hohenzollern, intriguait pour hériter de la couronne impériale. De leur côté les socialistes, par l'organe de la *Münchener Post*, menaient campagne contre l'unité : « On voit dans la séparation, écrivait ce journal, le seul moyen de nous sauver de la détresse et de la mort... Il eût mieux valu que nous eussions été battus en 1870, car ainsi l'amitié de la Prusse et la guerre de 1914 nous auraient été épargnées. »

C'était le moment où la situation de l'Allemagne devenait

de plus en plus critique. Sous la menace d'un effondrement que l'on sentait proche, le roi Louis III, qui continuait de voir grand, mais qui venait d'apprendre la déroute bulgare et l'écrasement de l'Autriche, n'eut rien de plus pressé que de faire occuper par ses troupes le Tyrol toujours convoité et qu'il comptait bien annexer. Tandis que l'opinion était en proie à la plus vive panique, il songeait lui aussi à séparer sa cause de celle de l'empire, et à provoquer la création d'un vaste État de l'Allemagne du Sud qui comprendrait ses propres territoires, le Wurtemberg, le grand-duché de Bade et l'Autriche allemande. Le 24 novembre, dans un article du *Vorwærts*, Scheidemann révéla qu'aux derniers jours de la guerre, il était prêt à signer une paix particulière avec l'Entente, ce que confirma plus tard le *Leipziger Tageblatt*. On affirma en outre que son premier ministre von Dandl avait sommé Berlin de conclure l'armistice sans délai, menaçant la Prusse, au cas où elle ne consentirait pas, de rappeler du front les troupes bavaroises.

Il y eut là une série de jours pendant lesquels l'action des Alliés eût pu se développer dans des conditions éminemment favorables. Louis III, pour conserver sa couronne et au prix de quelques avantages territoriaux faciles à lui consentir, eût accordé tout ce qu'on aurait voulu. La dissolution du bloc germanique aurait alors été un fait accompli et il aurait été possible d'orienter l'Allemagne du Sud vers les puissances occidentales en l'isolant de Berlin. On ne voulut pas profiter de l'occasion et on laissa passer l'heure. Faute irréparable peut-être et faute définitive, si le destin, en abattant Louis III, n'avait au même moment suscité Kurt Eisner.

On n'a pas oublié cette étrange rafale qui, en quelques heures, fit écrouler tous les trônes allemands. C'est à Munich qu'elle se déchaîna. Comme l'Entente paraissait faire de la démocratisation de l'empire la condition même de la paix, les socialistes bavarois, qui militaient pour une paix séparée et pour la sécession d'avec la Prusse, prirent le parti de renverser la vieille dynastie des Wittelsbach. Le 8 novembre au matin, à la suite d'une réunion tenue en plein air, sur la Theresien-Wiese, un long cortège où figuraient de nombreux soldats se dirigea vers les ministères et le palais royal : quelques heures après, Louis III avait cessé de régner. A la tête de la sédition se trouvait le socialiste minoritaire Kurt Eisner, emprisonné pendant la guerre comme défai-

tiste, mis en liberté par le chancelier Max de Bade, et qui depuis quelque temps, comme candidat au siège devenu vacant par la mort de Wollemar, menait une violente campagne électorale en réclamant la paix.

Eisner, qui faisait commencer la révolution allemande par la Bavière, empêchait ainsi qu'elle ne fût englobée dans un mouvement à caractère unitaire qui aurait eu son origine à Berlin. Par ce fait même, le changement de régime ne pouvait avoir qu'un caractère particulariste très accentué. Le premier soin du dictateur fut de constituer un gouvernement. Il fit appel aux syndicalistes Rosshaupter et Tinnue, au professeur d'université Edouard Jaffe et au contremaître Unterleitner, ainsi qu'au député socialiste Hoffmann, qui reçurent des portefeuilles. Il conserva de l'ancien cabinet le ministre des voies et communications von Frauendorfer, donna l'intérieur à Auer et la préfecture de police à l'ouvrier Deiner. Le roi « des paysans » et chef du centre, docteur Heim, fut pressenti, mais se réserva en promettant aux socialistes l'appui de son groupe ; le docteur Quidde, chef des démocrates, fit savoir que son parti marcherait avec Eisner. Le professeur Fœrster, connu pour sa campagne pacifiste, fut nommé à la légation de Berne, dans un pays où des négociations pourraient éventuellement s'engager avec l'Entente.

Comme celle-ci restait inerte, le nouveau gouvernement se garda bien de rompre ouvertement avec le reste de l'empire. Il était entendu que la Bavière restait un État allemand, mais Eisner demanda la réunion dans le plus bref délai d'une Assemblée nationale, qui bien entendu devrait s'ouvrir ailleurs qu'à Berlin, où elle avait trop de chances de ne pas être libre : sinon l'ancien royaume de Wittelsbach se proclamerait en République indépendante, entraînant avec elle tous les États du Sud, et conclurait une paix séparée. Les avances aux Alliés se multiplièrent, comme pour implorer à la fois leur concours et leur pardon. Eisner, personnellement, s'employa à libérer les derniers prisonniers français qui étaient retenus dans les camps du territoire. A la fin du mois de novembre, il sollicita l'autorisation d'envoyer en France et en Belgique une commission qui ouvrirait une enquête sur les destructions commises par les armées allemandes. Le 1er décembre, le chef du gouvernement prononça un grand discours dont la sincérité fit impression : « Ma

patience, dit-il, a des limites, bien qu'il me répugne de traiter mes adversaires comme ils le mériteraient. Mais on ne doit pas nous rendre la paix impossible. Hier, à l'unanimité, le Conseil des ministres a défendu à la presse de publier les nouvelles tendancieuses qui nous arrivent de Berlin contre l'Entente et qui sont destinées à nous empêcher de négocier... Quant à nos idées à l'égard de l'empire, je serai toujours l'ennemi de toute centralisation, tant dans la politique intérieure que dans la politique extérieure, car je vois dans l'autonomie des États la meilleure garantie du développement de l'Allemagne. Berlin a failli à sa tâche ; donc nous ne pouvons faire autrement que de pourvoir nous-mêmes à nos intérêts. Il est incontestable que pendant ces dernières semaines, la Bavière a regagné beaucoup de prestige à l'étranger. »

Le 18 du même mois, il revint encore sur ce thème, prouvant par son insistance combien il avait à cœur de racheter les fautes des Wittelsbach. Il rétablirait l'ordre social, et déjà il démocratisait l'armée, d'où il s'efforçait d'éliminer le militarisme de l'ancien régime. Il maintiendrait les droits du pays qu'il gouvernait ; il aurait une politique extérieure honnête ; il prouverait à l'Europe la pureté de ses desseins. Il en appelait aux Alliés, sollicitant de leur part l'oubli, et leur demandant de l'aider dans son œuvre, afin qu'il pût accomplir une tâche profitable à l'humanité, à eux-mêmes et au peuple bavarois. Il publierait les documents qu'il avait trouvés : « Alors le monde saura quelles conspirations on a trouvées en Allemagne, comment la diplomatie y a travaillé avec des bombes-bacilles, comment Berlin a fabriqué l'opinion publique. Le monde alors comprendra, et les Allemands bien davantage encore se rendront compte pour quelles raisons les peuples germaniques, après avoir perdu la guerre, sont ainsi abandonnés par l'univers entier. »

Il tint, en effet, sa promesse, et mit au jour le document Lerchenfeld qui prouvait les responsabilités de l'Allemagne dans les origines du grand conflit ; il fit également connaître les autres papiers secrets de la légation bavaroise à Berlin. A la fin de décembre, il se rendit dans cette ville pour participer à la conférence d'empire, clama tout haut son déplaisir de constater que les postes les plus importants étaient occupés par des fonctionnaires de l'ancien régime, reprocha à Erzberger d'avoir fait de l'agitation pangermaniste, de-

manda en pleine séance l'arrestation immédiate de Zimmermann et de Jagow parce qui'ls avaient été les principaux artisans de la guerre, désigna Scheidemann et David comme les complices du gouvernement de Guillaume II, et retourna enfin à Munich plus adversaire que jamais de la Prusse, poursuivi d'ailleurs par les injures des journaux berlinois.

A ce moment, Eisner a déjà rompu avec l'office impérial des Affaires étrangères, car il veut, dit-il, se présenter « les mains propres » devant l'Entente et reconstruire le monde avec la collaboration des Alliés. Pendant les premières semaines qui suivent l'armistice, il jouit dans l'État libre bavarois d'une situation assez forte. Il rallie, pour une résistance intermittente au gouvernement central, Bade, la Hesse et le Wurtemberg. Il a derrière lui la plupart des particularistes catholiques. Heim le soutient. Œsel le pousse, et, dans l'*Augsburger Post* du 22 novembre, réclame à la Prusse les territoires enlevés aux Wittelsbach en 1866 : Eisner doit marcher à fond dans la voie qu'il a suivie et détacher la Bavière de la Prusse ; il doit traiter le plus tôt possible avec l'Entente : « Délivrons-nous de Berlin ; créons un État populaire et conluons une paix séparée. Quand nous l'aurons, nous la tiendrons bien, tandis qu'elle sera refusée à ces Prussiens gâtés par l'infiltration slave. » Dans les milieux bourgeois, où l'òn se représente la Prusse comme infectée d'un bolchevisme qui peut un jour ou l'autre déborder sur le Sud, Eisner reçoit des encouragements.

Le peuple de son côté incline de plus en plus à un séparatisme radical : et, au début de décembre, une colonne de manifestants où figuraient de nombreux soldats s'est rendue à la Lowenbrau pour y faire enlever le drapeau blanc, rouge et noir, brûlant en route tous les étendards aux mêmes couleurs rencontrés dans les rues, si bien que le chef de la police a promis que l'on ne verrait plus en Bavière ces souvenirs d'un empire responsable de la guerre. Eisner, il est vrai, évite de se dire séparatiste, et le professeur Fœrster, ministre à Berne, se défend de l'être, en invoquant des nécessités économiques qui obligent l'Allemagne à maintenir l'unité. Ils montreraient assurément beaucoup plus de décision si l'Entente, souvent sollicitée par eux, se décidait à les secourir, tandis qu'elle reste obstinément muette. Mais des organes autorisés parlent clairement : « Il faut rompre avec la Prusse, s'écrie le 21 décembre le *Bayerischer Kurier*.

Il faut rompre avec l'hégémonie d'une certaine Prusse, avec l'hégémonie de la *manière prussienne*, qui, depuis longtemps, à l'étranger, est devenue un objet de haine. C'était le militarisme dont aujourd'hui seulement nous connaissons le danger dans toute son étendue ; c'était le culte éhonté de l'argent pratiqué à Berlin qui, ensemble, avaient développé une aversion aussi violente et foulé aux pieds les sentiments des véritables peuples allemands. A présent, le nouveau bolchevisme prusso-slave montre la même physionomie brutale de violence. »

Toutefois, pour des raisons de politique intérieure, la situation d'Eisner devient bientôt moins solide. Sans persécuter le clergé, il a indiqué que son programme comportait la séparation des Églises et de l'État, et il a parlé d'enlever aux prêtres l'inspection des écoles. Aussitôt beaucoup de catholiques, séparatistes au même degré que lui, ont reporté leurs espoirs sur une restauration des Vittelsbach, et tel est le cas du docteur Heim, qui mène campagne parmi les paysans. D'autre part, beaucoup de patriotes considèrent que le Palatinat occupé par les Alliés court le risque d'être détaché de la Bavière ; ils s'en consoleraient sans doute si des compensations leur étaient assurées à l'intérieur de l'Allemagne ; mais, comme l'Entente n'a jamais envisagé l'éventualité de remaniements territoriaux, ces patriotes du moins n'entendent pas renoncer au Palatinat, et ils se rejettent vers l'empire, dans l'espoir que seul celui-ci pourra le leur conserver. Des bourgeois, d'autre part, trouvent Eisner trop avancé et craignent de le voir faire des concessions aux bolchevistes ; des démocrates comme le docteur Quidde se demandent si, par la faute du « dictateur », leur parti ne va pas être écrasé entre les socialistes et le centre. Enfin les pangermanistes s'agitent, d'accord avec Berlin.

Le 12 janvier ont lieu les élections bavaroises. Les catholiques obtiennent 750 000 voix, l'ancien parti socialiste environ 700 000, les libéraux 312 000, la Ligue des paysans 250 000 ; les socialistes indépendants, qui ont à leur tête Eisner, ne recueillent que 87 000 suffrages. Malgré cet échec, le tribun reste au pouvoir. Aussi bien les élections ont-elles prouvé la volonté particulariste du pays, puisque les libéraux seuls peuvent être considérés comme favorables à l'unité. Et Hertling lui-même, interrogé peu de

temps avant de mourir par un journaliste français, a reconnu la violente animosité des États du Sud contre la Prusse. Eisner persévère donc dans sa politique. Tandis que la Constituante allemande est réunie à Weimar, il négocie avec des représentants des nouvelles républiques méridionales : la constitution germanique devra au moins garantir la forme fédérative du *Reich;* la Bavière, en aucun cas, ne consentira à abandonner son autonomie financière ; elle acceptera de contribuer aux dépenses communes par le versement d'une somme dont le montant sera fixé d'avance. Il résiste au gouvernement d'empire, qui réclame pleins pouvoirs militaires contre les résistances éventuelles des États confédérés à l'intérieur des frontières. Le 9 février, sur instructions venues de Munich, le ministre accrédité auprès des autorités du Reich signifie officiellement que l'État libre de Bavière n'accueille qu'avec des réserves les décisions prises à Weimar par l'Assemblée nationale. De son côté, le docteur Heim annonce qu'il va déposer devant la Constituante une motion réclamant le maintien des droits réservés bavarois et demandant qu'ils soient expressément garantis par le nouveau statut qui va régir l'Allemagne.

Pourtant Eisner n'est pas sans inquiétude. Il constate qu'en Bavière des éléments bolchevistes et spartaciens s'agitent, que les pangermanistes lui témoignent une haine implacable, que certains particularistes catholiques désirent vivement la restauration des Wittelsbach. Il n'en assiste pas moins au congrès socialiste de Berne. Il y fait le procès de l'empire, affirme sa volonté de résister à toutes les tentatives de centralisation et de soustraire la Bavière à l'oppression prussienne, revendique pour les États du Sud le droit de défendre leur indépendance. Il reconnaît la responsabilité allemande dans les origines de la guerre. Il s'attaque enfin aux bolchevistes et termine en leur lançant ce trait : « Le bolchevisme est une invention de Ludendorff ! » Mais il a le sentiment que ce réquisitoire le perd ; il le dit à ceux qui l'entourent, et il rentre à Munich pour y mourir.

Le 20 février au matin, des bandes de marins armés, arrivés des ports septentrionaux, parcourent les rues de la capitale, se saisissent du télégraphe et de la préfecture de police. Eisner, sortant du ministère des Affaires étrangères pour se rendre au palais du Landtag, est assassiné en pleine rue, à coups de revolver, par le lieutenant comte Arco-

Valley. C'est le particularisme bavarois qui est frappé dans sa personne, et il expie le crime d'avoir publié des documents qui mettent en cause la politique de l'Allemagne impériale. Quelques heures plus tard, le ministre de l'intérieur Auer, en pleine séance de la Chambre, est blessé grièvement par des coups de feu que tire contre lui un boucher de Munich. Dans l'opinion publique, ces deux crimes sont considérés comme le résultat d'une conspiration réactionnaire fomentée par le parti royaliste et par les pangermanistes unitaires, qui auraient fait alliance en sous-main avec des éléments très avancés ; comme le prince Joachim de Prusse réside au même moment dans la capitale, on n'est pas éloigné de croire qu'il a trempé dans le complot : on l'arrête, mais, faute de preuves, on se contente de le reconduire à la frontière ; on se saisit aussi du comte Crailsheim, ancien président du Conseil, et l'on décrète l'état de siège, en menaçant de s'opposer par la force à toute tentative d'intervention de la Prusse.

Les Alliés, qui ont laissé mourir Eisner sans le soutenir, conservent un calme olympien. On discute à Munich pour savoir s'il aura comme successeur le professeur Fœrster, ou bien le docteur Mülhou, ex-directeur de la maison Krupp, que ses révélations sur les causes de la guerre ont rendu célèbre bien avant l'armistice. Mais l'Entente se désintéresse de toutes ces bagatelles, et elle poursuit imperturbablement sa politique, qui est de conserver intacte l'unité allemande, car depuis longtemps elle a signifié aux Allemands qu'ils devraient toujours vivre ensemble, comme l'a voulu Bismarck. Elle ne s'émeut pas des polémiques qui éclatent entre Berlin et Munich : pourtant les journaux bavarois revendiquent les droits réservés de leur nation avec plus de force que jamais ; ils invitent la Prusse à se tenir tranquille ; ils lui intiment l'ordre de « respecter le sang des martyrs ». Le *Vorwærts* riposte durement, mais plus durement encore Weimar fait savoir que la Bavière devra se soumettre à la Constitution, sous peine de voir refuser à ses représentants l'accès de la Commission des États.

C'est le socialiste Hoffmann qui remplace Eisner à la tête du ministère bavarois, mais, sous son gouvernement, l'Assemblée de Weimar poursuit avec énergie son œuvre de centralisation. Elle émet la volonté d'unifier les chemins de fer allemands, de telle sorte que tous les réseaux appartiennent

à l'empire dès le 1er avril 1921 ; elle vote l'abolition des privilèges militaires des États confédérés. Contre cette dernière décision, le ministre de Bavière, qui avait demandé l'ajournement, proteste officiellement. Il soutient aussi le point de vue des particularistes ; les droits réservés de son pays résultent des stipulations contenues dans un traité et ne peuvent être modifiés ou supprimés que par un autre traité. L'État libre bavarois veut rester souverain, n'est aucunement disposé à céder à l'Empire les sept huitièmes de ses fonctionnaires et ne peut admettre que l'Allemagne devienne une grande Prusse. Tandis que les journaux de Munich récriminent vivement contre les prétentions de Weimar, la commission du Landtag s'insurge pareillement ; le délégué des partis libéraux se déclare l'ennemi de l'hégémonie prussienne ; le député catholique Speck propose la rupture de tous liens avec l'empire. Dans le *Bayerischer Kurier*, Heim fulmine : les articles de la nouvelle Constitution réalisent les anciens projets de la Prusse dont la compétence va s'étendre sur tout le domaine économique. La domination de Berlin sera dans l'avenir plus lourde qu'elle ne l'était au temps des Junkers et des conseillers intimes ; elle se fera plus étrangère encore au caractère allemand, pour lequel le judaïsme centralisateur des Preuss et des Landsberg ne peut avoir la moindre compréhension. La Prusse va absorber l'Empire. Or, la brutalité prussienne est proverbiale, et le peuple bavarois ouvrira les yeux trop tard, quand la Bavière « sera enveloppée dans un des coins du grand linceul funèbre qui couvrira l'Allemagne ».

Weimar, pour réaliser ses desseins unitaires, tente donc de majoriser l'État libre que gouverne Hoffmann, et la Constituante poursuit cette tâche sans faiblir, à la face de l'Europe victorieuse, mais qui demeure indifférente et qui consent. A Munich, les particularistes essaient d'entraîner dans leur résistance le Wurtemberg, Bade et la Hesse : les représentants de ces États repoussent les décisions selon lesquelles la nouvelle constitution entend fonder l'hégémonie prussienne. La Bavière, afin de pouvoir se faire entendre, et en vertu de ses droits réservés, demande à Weimar qu'un délégué nommé par elle soit admis à la Conférence de la Paix ; le gouvernement d'Empire lui oppose une fin de non-recevoir. D'autre part, la Prusse passe à l'offensive. Depuis le début de la révolution, la Franconie, région

en majorité protestante, et un peu la Souabe, ont manifesté des tendances à la sécession ; ces provinces, en effet, annexées dans leur plus grande partie sous Napoléon, ont participé moins longtemps que les autres à la vie nationale. C'est là que Berlin essaie d'agir : en inquiétant l'adversaire dans son unité politique, il est vraisemblable qu'une résistance aussi tenace sera bientôt brisée. Devant la menace, le parti populaire bavarois, réuni à Augsbourg, lance à ses adhérents franconiens et souabes un appel émouvant les adjurant de ne pas oublier les heures de commune douleur et de commune gloire et de sauvegarder l'unité du pays. « Cette unité est surtout nécessaire en ce moment où les bases des différents États sont menacées par l'Empire. »

Alors éclate la troisième révolution bavaroise. Le mouvement se déchaîne le 5 avril, et l'on y distingue l'action d'éléments assez variés. Il y a d'abord des particularistes catholiques, fort animés contre le premier ministre Hoffmann, qu'ils accusent de trahir la Bavière au bénéfice de la Prusse, et dont l'irritation est portée à son comble par le séjour qu'au même moment le même Hoffmann fait à Berlin. En outre les Conseils d'ouvriers et de soldats dénoncent le pacte conclu avec la bourgeoisie lors de la mort d'Eisner ; ils s'alarment du fait que la Chambre ait été convoquée d'une façon inattendue, alors que la convention adoptée n'en prévoyait la réunion que dans des cas très graves ; ils interdisent l'ouverture de la session, coup d'autant plus grave pour le ministère qu'il a reconnu la souveraineté de la Chambre. Dans ce groupe on reconnaît tous les anciens partisans d'Eisner, ces indépendants particularistes battus aux élections, et auxquels s'adjoignent des socialistes majoritaires que leur fraction a lassés ; ceux-ci, à Munich, se rallient presque unanimement et sans conditions. L'on découvre enfin parmi les révolutionnaires des éléments troubles, de la nuance communiste-anarchiste, peut-être soudoyés par Berlin, mais dont en tout cas profite la Prusse pour faire trembler la bourgeoisie et l'aristocratie devant le bolchevisme ; l'effet qu'ils produiront sera tel que le mouvement séparatiste franconien en deviendra plus vigoureux, en particulier à Nuremberg.

La Bavière possède donc deux gouvernements. Le premier est celui de Hoffmann, qui émigre à Bamberg et appelle auprès de lui les volontaires du général Epp. Le second est le

Conseil central, siégeant à Munich, formé des socialistes indépendants Lipp, Soltmann, Hagmeister, Paulukunn et Jaffe, de Kubler, qui appartient au parti des agriculteurs, du paysan Gandorfer et de son groupe, de Landauer, Geseel, Wutzelhoher, Wadler. D'autre part, des socialistes anarchisants, tout en figurant dans les rangs des révolutionnaires, traitent les indépendants d'assassins, de traîtres au prolétariat et tentent, mais sans succès, de former un troisième gouvernement.

Le *Conseil central* décide d'établir son programme « sans tenir compte des différences éventuelles d'idées qui pourront éclater avec le gouvernement de Berlin », et il publie cette note officielle : « Le peuple ouvrier de la Bavière s'est réuni en un bloc unitaire contre toute domination et contre toute exploitation ; il assume les pouvoirs publics par le moyen des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans ; la Chambre est dissoute ; les commissaires du peuple remplacent les ex-ministres. » Comme la première domination à supprimer est celle de la Prusse, le commissaire aux Affaires étrangères Lipp proclame l'indépendance bavaroise par une lettre adressée au plénipotentiaire accrédité à Berlin. « L'*opus primum nec non ultimum* de M. Preuss sur la constitution de la Bavière ne pourra jamais devenir loi souveraine quant aux privilèges bavarois conquis par le sang à Wœrth et à Sedan, privilèges auxquels nous ne pouvons renoncer ; en conséquence, je vous prie de remettre immédiatement votre démission à M. de Brockdorff-Rantzau. »

La Prusse marque le coup et riposte sans tarder, car le duel est ouvert sans ménagement ni pardon. Elle suspend tous ses envois de charbon en Bavière, considérant que ce pays s'est détaché de l'Empire et n'a plus droit à l'assistance. Le *Vorwærts*, en un article haineux, exprime la volonté prussienne. « Ou bien nous prions ces messieurs les indépendants et les communistes de Munich de bien vouloir assumer le gouvernement de la Confédération et nous leur promettons d'être à leur égard des sujets très fidèles, ou bien nous sommes décidés à conserver par tous les moyens l'organisation d'État que nous considérons comme légale et juste. » Alors les événements suivent leur cours ; des troupes prussiennes vont se charger de la répression, imposées à Hoffmann ou acceptées par lui ; il s'y joint également quelques contingents wurtembergeois, car l'État voisin redoute une extension

de ce qu'on lui représente comme une nouvelle Commune. Dans les premiers jours de mai, et après de sérieux combats, l'armée du Nord réussit à occuper les ponts de l'Isar, et cette opération détermine la prise de Munich. Pendant les luttes qui se déroulent, les révolutionnaires spartaciens résistent très mollement, mais les éléments particularistes font preuve d'une farouche énergie et se défendent jusqu'à la dernière extrémité. Hoffmann une fois vainqueur, les classes moyennes, quoique heureuses de ne plus avoir à craindre le communisme, manifestent contre le secours prussien une indignation si vive que le général von Mühl, commandant les troupes gouvernementales, signale cette campagne et menace d'arrêter ceux qui la mènent.

Au même moment l'Entente fait connaître les conditions de paix qu'elle impose à l'Allemagne unie, c'est-à-dire à une Allemagne qu'elle abandonne volontairement à la domination de la Prusse. Cette Prusse, elle l'a laissée remporter une nouvelle victoire de Sadowa, et elle a ainsi recommencé l'erreur du second Empire, source de maux incalculables pour la France. Les Alliés, en consacrant l'hégémonie de Berlin, sacrifiaient à la fausse théorie des nationalités qui avait été la leur pendant toute la durée de la guerre. Sous l'empire de suggestions allemandes intéressées, on avait entendu des naïfs gémir que l'on ne pouvait songer à détruire un peuple de 70 millions d'habitants et déclarer que l'unité germanique, passée dans le cœur et dans le sang des populations, était définitive. Démentis par le fait, ils refusèrent de se courber devant lui et, adoptant la solution utopique d'une Allemagne convertie par le seul effort de son vouloir repentant, ils préfèrent ce mirage à ce que leur dictait l'aveuglante réalité. La Conférence de Paris, où s'agitaient des hommes d'affaires et des romantiques sentimentaux vivant sur des idées toutes faites, refusa de traiter avec les États allemands et ne voulut connaître que l'Empire. Pourquoi l'a-t-elle fait? A quelles volontés a-t-elle obéi? Quels hommes l'ont déterminée? Ce qu'elle a tenté pour une Autriche qui n'est pas née viable était bien plus facile avec une Bavière mieux équilibrée, et assurément l'union de ces deux États pouvait constituer une barrière contre la Prusse, si l'aide des puissances occidentales leur avait été garantie. Que ne l'a-t-on fait? Il y avait des données historiques dont on pouvait essayer de tenir compte. Le moins qu'on puisse dire à la

charge des Alliés, c'est qu'ils ont mené une politique d'ignorants et d'*adidactes;* elle a permis de constater que Richelieu et Mazarin avaient possédé une autre maîtrise.

En Bavière cependant, après la défaite des particularistes, l'empire bénéficia d'une vague de loyalisme. La Chambre réunie à Bamberg prit à cœur de rassurer le vainqueur prussien, et en même temps elle avait l'espoir que l'appui de Berlin préviendrait le détachement du Palatinat. « La Bavière, déclara Hoffmann, se range comme un seul homme derrière l'Allemagne. » Et le président de l'Assemblée, en un long discours, protesta contre la paix des Alliés : « Devant tout le pays, je dois déclarer ceci : Nous, Allemands, nous nous groupons résolument derrière le gouvernement d'empire, bien décidés à le soutenir ; il y va de notre avenir et de notre existence même. L'histoire nous apprend que la domination et la tyrannie du vainqueur ne durent jamais. Cette vérité sera l'espoir de notre malheureux pays dans cette souffrance actuelle. » Enfin le docteur Quidde s'écria qu'aux propositions de Versailles il n'y avait qu'une chose à répondre : « Non, trois fois non !... »

De juin à octobre, avec la connivence de Hoffmann, Berlin poursuit son œuvre de centralisation. La Bavière perd sa représentation diplomatique, sauf au Vatican. Elle perd la libre disposition de ses postes et de ses chemins de fer, qu'elle abandonne à l'empire. Elle renonce à posséder une armée particulière ; son contingent, réduit à 15 000 hommes, fera partie intégrante des troupes allemandes ; elle nourrit l'espoir en juillet que ses troupes conserveront encore leur caractère national, mais elle n'en est pas sûre, car tout dépend du bon vouloir de l'Assemblée nationale. Bientôt après elle perd ses illusions ; le dernier ministre de la Guerre quitte ses fonctions le 26 août ; les bureaux sont supprimés le 1er octobre ou passent sous la dépendance du gouvernement central. Enfin la Bavière est privée des restes de son autonomie financière et doit payer l'impôt d'empire sur les revenus. Ainsi l'unité allemande sort fortifiée de la guerre, plus vigoureuse qu'elle ne l'était en 1914.

Il ne faudrait pas croire pourtant que la vieille opposition à l'empire ait disparu. A la mi-juin, quand on a pu croire que les conditions formulées à Versailles ne seraient pas acceptées par le gouvernement central, un mouvement de séparatisme aigu s'est de nouveau manifesté en Bavière.

C'était le moment où nos journaux écrivaient que si Berlin ne signait pas, nous traiterions avec les États germaniques pris un à un, et que dans ce cas nos négociateurs rencontreraient un succès surprenant. Le 17, les *Münchener Neueste Nachrichten* assuraient que des pourparlers étaient déjà en cours, et que les Alliés isoleraient le Sud en occupant la ligne du Mein, afin de prévenir des représailles du Nord. Le ministre-président de Saxe, Gradnauer, avouait que le danger de scission était aigu. Que n'a-t-on suivi cette voie! Plus tard la disparition des droits réservés, ravis par la volonté prussienne, suscita en Bavière une violente amertume; on s'irrita à la pensée que Berlin allait désorganiser les administrations locales et mettre la main sur les finances du pays. Lorsque la Chambre apprit que l'autonomie militaire allait disparaître, le député Held monta à la tribune : « Je constate, dit-il, que la souveraineté de la Bavière descend au tombeau. Avec notre glorieuse armée, nous perdons le principal appui de notre indépendance nationale. »

Pendant le mois d'août, des journaux séparatistes se fondèrent encore dans les principales villes du territoire ; une campagne de réunions publiques réclama une fois de plus la séparation de la Bavière d'avec l'Allemagne et la fédération avec l'Autriche. Au mois de novembre, un homme politique bavarois traita de nouveau la question dans un journal suisse, la *Neue Züricher Zeitung* : « Nous sommes, écrivait-il, contre le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, parce que la nouvelle Autriche ne pourrait être ainsi que prussianisée, mais nous saluerions avec joie une union libre avec l'Autriche sous la forme d'une confédération dont la Prusse serait soigneusement exclue. Libre alors à Berlin de jouer au soldat et de rêver d'une guerre de revanche : Berlin ne serait plus dangereux. » C'est là une solution que défendent à la fois les catholiques sous la direction du docteur Heim et les socialistes indépendants autrefois rangés autour d'Eisner. Les premiers, qui ont rompu avec le centre allemand, agitent le pays en faveur d'une restauration de Louis III, dans la conviction qu'un régime monarchique serait plus apte que tout autre à sauver l'indépendance nationale. Quant aux libéraux et aux socialistes majoritaires longtemps tournés vers Berlin, malgré les excitations pangermanistes parties surtout des milieux universitaires, ils accentuent de jour en jour leur évolution.

Le 16 décembre, le Parlement prussien a voté une résolution qui demandait une centralisation plus complète de l'Allemagne, « seul moyen de parer à la lamentable situation financière du *Reich*, aux difficultés croissantes qui résultent des multiples changements de gouvernement, et aussi de réaliser les vœux ardents de toutes les classes du peuple allemand. » Ce vote a suscité une nouvelle explosion de particularisme, non seulement dans les rangs du Centre et des indépendants, mais encore parmi les libéraux et les socialistes majoritaires ; ceux-ci, sous la pression de l'opinion, se sont associés aux protestations du gouvernement et des fractions bourgeoises. Le parti paysan, aux yeux duquel la Prusse passe de plus en plus pour un abîme de corruption, a rejeté, sur un rapport du député Stadele, la proposition du Parlement prussien.

Certes la paix, telle qu'elle a été signée, ne connaît que l'empire et ignore les États germaniques. Mais elle n'a pu supprimer le particularisme bavarois, qui a derrière lui mille ans d'existence, et qui est conditionné à la fois par la géographie et par la race. Vaincu, écrasé et dompté en apparence, il ressuscite avec de nouvelles forces, et, autant qu'on peut le prévoir, il manifestera sa vitalité dans un avenir plus ou moins rapproché. Un papier orné de noms illustres ne change rien à la réalité. Or, le fait aveuglant, le fait incontestable, c'est que la guerre dure encore, en elle-même ou dans ses suites. Elle ensanglante présentement l'Europe orientale et peut d'un moment à l'autre se rallumer dans l'Europe centrale. Le statut de l'Allemagne, que les négociateurs du traité ont voulu définitif, ne l'est peut-être pas, et, parmi les puissances alliées, celle qu'il intéresse au premier chef est la France. Sans qu'elle veuille réduire les populations germaniques à l'état d'esclavage, et sans qu'elle nourrisse contre elles des désirs de représailles, elle ne saurait oublier que le souci de sa propre conservation ne lui dicte aucune sympathie pour un empire unifié. La renaissance des particularismes doit au contraire rencontrer toute son indulgence et même attirer ses faveurs. Il ne lui est pas interdit, tant s'en faut, de collaborer avec eux et de les aider à vivre. En ce qui concerne la Bavière, la tâche pourrait paraître d'autant moins déplaisante que ce pays, à plusieurs reprises, a entretenu avec le nôtre des relations cordiales. Si une quatrième révolution éclatait à Munich,

laisserait-on encore une fois la Prusse la noyer dans le sang?

La paix, qui est loin d'avoir apporté à la France des satisfactions légitimement attendues, l'a du moins ramenée sur le Rhin. De ce fait, elle se trouve dans une situation privilégiée que la Wilhelmstrasse, répondant au discours prononcé par le député saxon Wendel, le 7 juin 1918, entrevoyait déjà quelques mois avant la fin de la guerre : « Nous ne saurions tolérer, écrivait-elle, que les Français s'installassent de nouveau sur le Rhin, car le grand-duché de Bade et tous les autres pays de l'Allemagne méridionale finiraient par se mouvoir dans le rayonnement d'intérêt et de puissance de la France. Dans le grand-duché de Bade, en Wurtemberg et en Bavière, on regarderait involontairement plus vers l'Ouest que vers le Nord ; toute l'architecture de l'empire se disloquerait par l'effet de la renaissance des vieux intérêts particularistes de ces États qui ne tiraient naguère leur prospérité que de leur rapprochement de la puissance française. »

Ce déplacement d'influence, dont on apercevait si nettement l'éventualité à Berlin, pourrait bien se produire. Avant la guerre, la prépondérance prussienne résultait du fait que la Bavière ne pouvait se passer ni du charbon de Westphalie, ni du fer de Lorraine. Mais, depuis l'armistice, elle se libère peu à peu de cet esclavage économique. Par suite en effet de l'insuffisance des transports et de la raréfaction de la houille qui en est la conséquence partielle, elle s'est dépensée en efforts considérables pour aménager ses chutes d'eau, qui pourraient fournir 6 milliards de kilowatts-heures, d'après l'estimation la plus récente. Elle construit actuellement un immense réseau destiné à répartir l'énergie électrique sur tout son territoire, et qui va la rendre indépendante du charbon prussien. Industriellement elle pourra donc jouir d'une prospérité qui lui a été jusqu'ici refusée, pourvu que le fer ne lui fasse pas défaut.

Mais ce fer, nous pouvons à notre tour le lui fournir, ainsi que beaucoup d'autres matières premières dont elle peut avoir besoin. Il ne s'agit pour nous que d'améliorer notre système de canaux et de poursuivre énergiquement l'application du traité de paix. Les Allemands avaient avant la guerre systématiquement supprimé ou atrophié les voies d'eaux qui reliaient la France et la Lorraine. Pour nous ménager un large accès au Rhin, il nous faudrait canaliser

certains affluents de la Moselle, joindre Metz à Thionville, rendre plus intenses les transports sur le canal de la Marne au Rhin, où ne passent présentement que des péniches de trop faible tonnage, mais qui serait le chemin indiqué pour les produits de notre industrie et qui pourrait mettre en rapports le Rhin et la Méditerranée. Il ne serait pas moins urgent de canaliser la Moselle en aval de Trèves, afin de lui permettre de conduire à bas prix vers le Rhin le fer du bassin de Briey. Vers l'Allemagne du Sud, le fer et les autres matières premières sortant du territoire français continueraient leur route par voie d'eau ; il suffit de réaliser le canal du Rhin au Danube, en rendant le Mein navigable et en améliorant le canal Ludwig, selon les stipulations du traité de paix : « Pendant vingt-cinq ans, porte-t-il en l'un de ses articles, l'ensemble des puissances alliées et associées représentées à la commission du Rhin (dont la France a la présidence) et à celle du Danube pourra imposer à l'Allemagne la construction d'une voie navigable à grande section. »

Telles sont les possibilités qui s'ouvrent devant nous. Elles sont brillantes, si l'énergie et l'esprit de suite ne nous font pas défaut. Par un labeur sans relâche et par un effort discipliné, nous pouvons encore faire la conquête économique de l'Allemagne du Sud, la rattacher à nous par ces liens d'intérêt qui préludent généralement à un rapprochement politique. La Bavière, où le vieux particularisme ne montre nulle envie de mourir, ne manifesterait sans doute aucune douleur d'être délivrée du joug prussien. Elle aimerait à se souvenir qu'au temps des rois de France et pendant le règne de Napoléon elle prospérait avec l'aide française, et elle apprécierait assurément un présent qui lui rappellerait un passé heureux. Pour qu'il en soit ainsi, il ne dépend que de nous, de notre travail et de notre activité. Sauronsnous vouloir? La France sera-t-elle égale dans la paix à ce qu'elle a été dans la guerre? Nous espérons que oui.

GEORGES LOTE.

Le Fer sur l'enclume

III

Un soir de calme blanc.

A une lieue hors de Marseille, du côté de l'Orient, se lève une tour carrée jaunie par le soleil : c'est le clocher de Château-Gombert, assez gros bourg établi au milieu d'un site noblement ordonné, ample et verdoyant comme un parc. Des groupes de pins fastueux dominent des prairies d'un vert tendre, plantées de pommiers ou d'amandiers trapus. Les lignes sèches de terre grise sont coupées par des vallonnements herbeux ; tout le plateau s'enfle jusqu'à d'arides collines, dont le Pilon du Roi couronne les frises de sa crête nue et argentée.

Au printemps qui suivit la naissance de Xavier, Séverin, voulant le connaître, se rendit à Marseille. D'importantes décisions, dans l'intervalle, avaient modifié ses plans d'avenir.

D'abord, il répudiait ses espoirs d'écrivain : le manuscrit de *Mélusine*, après avoir langui des mois dans le tiroir d'un directeur de théâtre, lui était revenu, accompagné d'une lettre laudative et d'un refus. Pour tenter d'être joué, il n'ignorait pas qu'un séjour à Paris s'imposait. Or, Éliza venait de se réinstaller chez son père, depuis peu divorcé d'avec sa seconde femme ; et le risque d'une rencontre, si improbable qu'elle fût, le préoccupait : son amour survivait obscurément à leur séparation. Sa volonté de pénitence opprimait le vieil homme, sans l'exterminer.

Des glorioles du théâtre, il se consola sur-le-champ. Il pouvait publier ses drames ou écrire autre chose. Mais il se jugeait, de plus en plus, « un amateur », inapte à créer des formes neuves. Désormais, la préparation d'une entreprise, des études techniques réclameraient le plus clair de son temps : il donnait corps au projet d'un atelier d'industrie où il construirait des torpilles. M. Pradel, retourné à Firminy, lui avait trouvé deux commanditaires apportant un million chacun ; lui-même engageait quinze cent mille francs. Séverin lui inspirait confiance par la précision de ses vues. Seulement, pour les essais et le réglage des torpilles, une libre étendue de mer était une nécessité. A Toulon, la côte abrupte, l'éloignement des voies ferrées rendaient, hors de la rade étroite, irréalisable l'installation d'une telle usine. Il songea au port de Brest, et, justement, fut avisé qu'une société périclitante y cherchait à vendre des bâtiments qui lui conviendraient. Après un voyage à Brest, il avait conclu l'affaire ; des commandes officielles lui étaient assurées ; l'exode de la famille Lhostis se ferait au prochain automne.

Donc, sa crise sentimentale tournait à son salut ; il redevenait, selon l'attente de Bordes, un homme agissant. En apparence, les répercussions de sa faute demeuraient minimes auprès du châtiment qu'elle impliquait. Il ne s'abusait pas sur les temps futurs, il ne désirait même point l'impunité. Mais il allait droit devant lui, résigné et fort de son obéissance à tout ce que la Justice exigerait.

« Le monde, lui avait dit une fois l'abbé Martureau, est un système d'expiations. »

Il acceptait la loi, et, sans bondir à la recherche de souffrances inconnues, portait comme un cilice la honte de son passé.

Son existence et celle de tout lui semblait beaucoup plus réelle qu'auparavant. « Plus nous vivons en Dieu, songeait-il, plus nous nous sentons être. » Mais il subissait moins les voluptés ou les tristesses qui lui venaient de l'extérieur ; il usait des joies, comme s'il n'en usait pas. Il visait à faire son œuvre quotidienne, simplement, à la façon d'un moine, sachant que le dernier de ses jours ressemblerait aux autres, et cloîtré dans la sagesse d'une repentance infatigable.

Tandis qu'il montait à pied sur la route de Château-Gombert, la mélancolie de sa visite à l'enfant de son péché s'atténuait d'un enchantement. La douceur ombrienne du paysage, en cet après-midi d'avril, disposait son âme aux contemplations. La campagne se développait, pareille à un grand jardin. Au-dessus de la vasque

ensoleillée des champs, le ciel tranquille, d'un bleu vert, se reposait sur les faîtes rocheux, taillés comme des margelles de marbre.

Il se plaisait à revoir la famille des Mouren, ces ruraux patriarches, perpétuant en leur foyer la *gens* latine, magnifiée par la tradition chrétienne. Joseph Mouren et sa femme Sophie, natifs tous deux des environs, issus l'un et l'autre de fermiers marseillais, avaient eu, durant les vingt-quatre années de leur mariage, quinze enfants. Neuf vivaient encore. Le père était mort, quelques mois avant, d'une de ces maladies qui ne terrassent que les campagnards : il mangeait trop de pain, et l'agglomération de cet aliment, peu à peu, lui avait paralysé l'estomac.

Sa veuve était dans le potager, occupée à ramasser des légumes. Elle soutenait contre sa hanche une corbeille de salade. Petite, mais vigoureuse, malgré ses soixante-six ans, elle trottait alerte. L'approche de Séverin mit à ses lèvres un sourire affable, d'une grâce naïve. Une sérieuse estime attachait les Mouren aux Lhostis, et elle se réjouissait de montrer le bel état du nourrisson. Elle s'informa familièrement des santés de Marie, de M. Burdéron et des enfants.

Le plus jeune de ses fils, Germain, était assis près de la cheminée, languissant d'un accès de fièvre. Il avait une transparence de teint maladive ; ses traits ascétiques et lumineux faisaient penser à ceux d'un clerc qu'un imagier aurait portraituré sur un vitrail.

— Germain, lui dit sa mère, va prévenir Thérèse ; qu'elle apporte le petitou.

Thérèse, sa fille cadette, la nourrice de Xavier, demeurait dans le voisinage, sur la hauteur. Séverin tressaillit d'un élan douloureux pendant qu'il attendait son fils anonyme.

Mme Mouren l'entretenait de son défunt mari, dont il revoyait, à la droite de l'âtre, la tête semblable à celle d'un vieux militaire, les moustaches coupées ras sur des lèvres fermes et joviales, la figure nette et carrée qui respirait une rectitude paisible, une harmonie d'intelligence et de décision, cette noblesse qu'un terrien reçoit de la terre, quand il regarde au-dessus d'elle.

Thérèse arriva, présentant contre son sein bombé l'enfantelet. Séverin s'approcha de lui, le baisa au front. Il s'évertuait à contenir l'afflux de tendre pitié qui gonflait son cœur.

Xavier regardait, ahuri, cet homme inconnu ; l'épingle d'or, piquée sur la cravate de Séverin, le médusait. Ses prunelles s'écarquillaient,

emplissaient tout le rond de ses yeux pers ; il étendait vers l'épingle ses doigts singulièrement longs et fins. Ensuite il démena ses bras, se penchait en avant pour s'échapper et faisait le geste du plongeur qui va prendre son élan. Mais, de nouveau, l'épingle d'or le fascina.

— Boudi ! Voyez-moi ce petit air fripon, lança Mme Mouren, en lui chatouillant le menton jusqu'à ce qu'il se mît à rire. Et Thérèse le soulevait sur la paume de sa main droite, avec un air de dire : Il a bon poids !

Séverin considérait, au bas de sa joue rose, la menue fossette marquant son pli dans la blancheur lactée du teint. Il se demandait : « Qu'apparaît-il de ma chair et de mon âme en cet enfant? »

Les doutes de Marie et de Mlle Floch revenaient le poindre confusément. Mais il examinait aussi la nourrice, cette paysanne rude et musclée, au regard probe, à la face claire, dont le sang retremperait les ascendances trop délicates de Xavier. Dans l'incognito de sa paternité il priait pour que sa faute et celle d'Éliza ne fît jamais pâtir cet enfant.

Il se rassit et voulut le caresser à son aise, entre ses bras. Xavier se renfrogna, devint rouge et poussa des cris. Mme Mouren, en le rendant à Thérèse, émit cette parole de compassion où se mêlait une curiosité :

— Pauvre de lui ! Il n'a plus ni père, ni mère, le petitou.

— Oui, répondit Séverin, sans alourdir de copieux éclaircissements le mensonge nécessaire, nous nous occupons de lui, parce qu'il est orphelin.

Mme Mouren voulait lui montrer, contre la maison, une pompe qui réclamait une mise à neuf, et le toit des porcs à moitié démoli par un coup de mistral. Il sortit avec elle, et, quand elle rentra, Germain avait disposé des verres sur la table. Sa mère tira de l'armoire un précieux flacon de bénédictine. Cette liqueur des grands jours était réservée aux hôtes de distinction. En la servant au maître, la fermière parlait de « Mouren », une terre qui lui appartenait en propre ; elle disait : « Mouren », comme un baron d'autrefois eût nommé son domaine ; et ce langage ne choquait point ; tout, chez elle, gardait une verdeur d'ingénuité, la simplesse d'une âme que ne déformait aucun préjugé livresque, projetant sur les choses de ce monde la lumière directe qu'elle recevait de la vie même, de ses ancêtres et de sa foi.

Thérèse, assise sous la treille, allaitait le nourrisson. Elle se rappro-

cha dès qu'il eut cessé de boire, et Séverin s'enquit si Xavier était goulu.

— Oh ! expliqua-t-elle, quand il saute *dessus*, il voudrait tout arracher. Mais il en a vite son saoul. Voyez-moi ça. Déjà il dort.

Xavier, en effet, s'abandonnait sur sa poitrine, comme foudroyé d'ivresse. Les paupières closes, les poings fermés, il habitait ces limbes du sommeil sans rêves où semble recommencer, au premier âge, la léthargie d'avant la naissance, dans les ténèbres de la gestation.

Le sommeil laisse ressortir d'une physionomie des similitudes imprévues, de même qu'on surprend, sous une eau tranquille, le relief des fonds. En regardant Xavier qui dormait, Séverin lui trouva une brusque ressemblance avec son propre père enfant, d'après une photographie qu'il conservait. Le fils d'Éliza était donc bien à lui ! La netteté de sa découverte le libéra d'une incertitude dont le malaise aurait pu devenir une affreuse épine. Mais il souffrit d'avoir à comprimer l'explosion d'amour qui le soulevait vers ce disgracié de sa race.

Il partit, sans l'avoir embrassé une seconde fois. Une caresse légère fut tout son adieu. Il soutenait, par prudence, son rôle d'étranger, de tuteur obligeant. Thérèse remporta le nourrisson, chez elle, dans son berceau. Il la vit s'éloigner, avec une nonchalante quiétude, entre des platanes dont les ombres liquides s'allongeaient sur la terre chaudement ambrée.

O cette bonne terre provençale qui avait tendu sa mamelle à ses deux premiers fils et couvait encore le troisième de son soleil fort et joyeux, pourquoi devait-il s'en séparer? S'il avait, comme les Mouren, construit sa demeure sur le roc de toutes les fidélités, jamais aucune conjoncture ne l'eût arraché du pays d'élection qu'il préférait au sien. Né à Brest, il envisageait un exil dans la perspective d'y retourner. C'était, pour les éléments affectifs de sa nature, un deuil pénitentiel. En s'éloignant de Xavier il renonçait davantage au souvenir d'Éliza. Sa tristesse, quand il le quitta, s'accroissait de cette cause indistincte ; mais, au lieu de s'y attarder, son esprit remuait des problèmes positifs :

« Que ferai-je de lui plus tard? A qui déléguer le soin de son éducation? Comment éliminer l'influence nocive d'une mère qui a des droits? »

Vers Marseille où il redescendait, le couchant, d'un rouge de tuile, se dilatait comme sur une cuve fumante. Des chariots montaient dans la poussière de la route ; et les charretiers excitaient avec des oho !

prolongés leurs chevaux las. Par la grille d'un parc, il aperçut des petites filles habillées de blanc, sur une pelouse, qui chantaient une ronde et dansaient.

— Mon Dieu ! pensa-t-il, dans l'effort, comme dans l'allégresse, la vie des apparences est trop belle. Serait-ce votre volonté qu'on y fermât les yeux? Mais, jusqu'ici, je m'en faisais un spectacle vain, où j'idolâtrais vos créatures, comme si elles étaient tout. Maintenant, c'est devant Vous, en Vous que je les sens vivre. Je les vois *à leur place*, et je les aime en ne les désirant plus.

A l'église d'un faubourg battit un carillon folâtre et précipité. Un tintement plus grave répondit au fond de Séverin. L'espoir où il entrait de se refaire une existence neuve s'escortait des ombres de ses années folles. Les tribulations à venir, inconnues et certaines, effrayaient peu son courage ; il les méritait et il savait que nul n'est tenté au-dessus de ses forces. Les obstacles intérieurs lui paraissaient autrement difficiles à rompre.

— Comment équilibrer dans l'action les fins temporelles et les fins mystiques? J'entreprends une industrie, ce n'est pas dans un dessein cupide. Et pourtant, il est inévitable que je m'enrichisse. Une maison qui ne prospère pas est une maison mort-née. Mais, faire fortune sans devenir serf de son capital, sans écraser par tous les moyens ses concurrents, est-ce possible?

Le débat que sa conscience ouvrait pouvait durer jusqu'à sa mort et ne se jamais résoudre. En fait, il assouplirait aux nécessités pratiques les maximes de l'absolue justice.

Dès son retour au Mourillon, il eut à trancher une difficulté capitale dans l'élaboration de son affaire : le recrutement des ouvriers. A Brest, il avait retenu un certain nombre de seconds maîtres, de brevetés torpilleurs qui dirigeraient son poste de réglage et une partie du montage. Seulement, pour le travail d'horlogerie qu'exigent les organes intimes d'une torpille, où trouver une équipe de mécaniciens et d'ajusteurs adroits, déjà formée? La dresser toute lui-même supposerait un gâchage de temps et de matériaux impossible. Il n'apercevait qu'une solution, prendre dans des usines d'automobiles de la région lyonnaise ou parisienne les spécialistes nécessaires à son atelier. Il les déciderait par l'appât d'un plus gros salaire. Mais, de la sorte, il exciterait chez eux un esprit de lucre sans limite, et surtout, il les volerait à leurs patrons. Bousculerait-il ce scrupule? Le rigoriste abbé Martureau, lorsqu'il le lui soumit, s'opposa résolu-

ment à l'emploi d'une manœuvre, certes usuelle, mais dont la droiture était douteuse.

— Vous ne devez pas, quelles que soient vos intentions, léser en rien la justice, dans le sens de vos intérêts. « *Ne fureris*, ne vole jamais. » Le précepte est sans appel.

— Assurément, repartit Séverin. Mais le Sauveur, après Moïse, a dit : « Tu ne tueras point. » Or, je vous ai confié mon projet de fabriquer des torpilles, engins de tuerie incomparables ; et vous ne m'avez nullement blâmé ; loin de là, vous jugiez mon initiative méritoire. En somme, vous le savez mieux que moi, cher monsieur l'aumônier, la lettre et l'esprit sont deux choses. Il est écrit ailleurs dans l'Évangile : « N'ayez qu'une seule tunique. » Croyez-vous cependant que votre manteau doublé de fourrure soit damnable? Nous tenons à l'Absolu par toutes nos racines, et notre quotidienne existence vacille immergée dans le relatif. C'est pourquoi elle est une perpétuelle transaction.

Piqué de la riposte, l'abbé, sur le mot « transaction », s'échauffa. Lui qui réprouvait le *distinguo* des casuistes entre le conseil et le précepte, il admettait mal qu'on lui fît sentir cette distance des principes et des actes, infirmité dont les saints eux-mêmes se désolent incessamment. Il s'éleva contre les mondains débiles dans leur foi, toujours prêts à ruser avec Dieu, et laissa entendre à Séverin que la médiocrité de sa vertu le rangeait à leur niveau.

Séverin reconnut sans peine l'indigence de sa vie intérieure. Jamais il ne serait un saint.

— Mais a-t-on vu, continua-t-il, un patron d'usine et un fabricant de torpilles canonisés? Il faut pourtant de ces hommes-là ; dans un monde inique, il faut résister à la force par la force. Je ne croyais plus à la guerre. A présent, l'état politique de l'Europe et l'expérience de mes fautes m'ont remis en tête l'adage de nos vieux maîtres : *si vis pacem*... Préparer la guerre, c'est y être déjà. Et, en guerre, il s'agit de vaincre avant tout. Vraiment, si j'attire à moi, pour une tâche juste et vitale, des travailleurs libres, après tout, de s'embaucher là où ils gagnent le plus, est-ce que je fais une chose illicite?

Le prêtre eut beau jeu à réfuter le point téméraire de cette dialectique : « vaincre avant tout », maxime des arrivistes et des violents ! Mais, dans l'esprit de Séverin, se produisait un phénomène, chez lui, immanquable : avant qu'il eût consulté l'aumônier, un doute l'embarrassait ; aussitôt contredite, sa décision s'affermit, comme un

bloc de pierre enfoncé dans un sol mou, et qu'une secousse y implante plus tenacement. Les morales de l'abbé Marturcau devaient prolonger sur sa conduite future un ascendant mystérieux. Il n'en retint, pour l'heure, que le conseil de réduire à l'indispensable le « débauchage » des ouvriers qu'il cherchait ; il résolut de compléter son équipe en la formant lui-même avec une patiente énergie ; il tenterait cette création merveilleuse et rare : un atelier chrétien.

L'homme d'action, parce qu'il se réveillait, semblait prévaloir sur le sensitif et le mystique. Cependant, sous la cuirasse qu'il s'était forgée, les flagellations atteignaient sa chair, et il tâchait d'y ployer son amour-propre.

Dans le cercle restreint que Marie et lui fréquentaient, nul n'ignorait la chute d'Éliza et le nom du séducteur. Les gens qui, par diplomatie ou quelquefois par bonté d'âme, ménageaient les Lhostis, évitaient toute allusion. Mais leur silence était une gêne. Les coups de barre adroits qu'on donnait pour esquiver les récifs en accusaient, à fleur d'eau, la présence. Les mères de famille se méfiaient de lui. Les maris prudents ne l'auraient plus laissé seul avec leur épouse. Les femmes coquettes le guettaient comme une proie accessible. D'autres se hasardaient à lui infliger des avanies sournoises ; sa fierté regimbait sous l'affront, et il se reprochait ensuite son peu de joie humble à être meurtri.

Ces humiliations, espacées, accidentelles, ne lui éraflaient que l'épiderme. Une plus profonde fut de se voir diminué dans l'estime de son beau-père. M. Burdéron, jusqu'alors, n'avait rien appris. Les quelques anciens officiers qui lui rendaient visite se gardèrent de l'instruire. Une lettre anonyme le foudroya. On lui révélait que son gendre *avait* Mlle Lougrée pour maîtresse, qu'un enfant était né de cette liaison. Indigné, il se refusa d'abord à croire possible le désastre, ne l'ayant point prévu. Ensuite divers indices se représentèrent à sa souvenance, la mine altérée de Marie, ses yeux rougis, des repas taciturnes où l'air soucieux de Séverin l'inquiétait ; trop occupé de ses propres maux et respectueux de l'indépendance des autres, il n'avait pas exigé d'explication. Il en voulut une immédiate, et monta dans le cabinet de Séverin, lui exhiba la lettre. Elle était d'un style correct, mais d'une écriture féminine gauchement épaisse et d'une sauvage orthographe.

— Asseyez-vous, père, dit Séverin, froissant entre ses doigts l'épître ignoble.

Le commandant lui asséna un âpre coup d'œil, furieux et consterné. Séverin le dévisagea bien en face, réitéra :

— Veuillez vous asseoir, et écoutez-moi. Tout ce que vous apprend ce sale papier fut vrai, mais ce n'est plus vrai. Marie m'a pardonné. Éliza est loin ; *c'est fini*. Vous, j'espérais que jamais vous ne sauriez. Il est meilleur, sans doute, pour moi d'être humilié devant vous. A vous aussi, je vous demande pardon. Si vous n'avez pas été faible, une fois dans votre jeunesse, je vous admire. Mais un vieux colonial doit savoir ce qu'est une tentation...

M. Burdéron, assis contre la table, le menton, à son ordinaire, dans la paume de sa main gauche, au lieu d'éclater en invectives cornéliennes, plissa les grosses rides de son front ; il fit un mouvement d'impatience, comme si les derniers mots de Séverin avaient touché juste.

— C'est fini? me dis-tu? Non, mon cher, ces histoires-là ne finissent qu'avec nous. Et encore? Des générations en portent le contre-coup. Avais-je raison quand je voulais t'empêcher de quitter le service? Enfin, tu as senti ta boulette, tu t'es repris. Mais, pour une dégringolade, c'en est une. Je ne t'en aurais pas cru capable. Je te croyais des poteaux solides. Comment t'es-tu laissé prendre au filet?

Séverin dut réitérer l'essentiel de sa confession. Il la fit à traits succincts : les circonstances de ses torts, plus d'un an après, s'abrégeaient pour sa mémoire en quelques sommaires péripéties.

— Ah ! la coquine, reprit M. Burdéron avec une nuance qui, dans un autre moment, eût été comique, à moi aussi elle faisait les yeux doux ; si je l'avais reluquée... Et l'enfant? Tu le prends à ton compte? Tu auras plus tard de gros ennuis.

— C'est probable, répondit Séverin, mais j'ai toutes les certitudes qu'il est mien. Vous avez vu, dans l'album, mon père sur les genoux de ma grand'mère, la ressemblance est criante... Je me résigne, pour l'avenir, aux châtiments que j'ai mérités.

— Oui, mais tu ne seras pas seul à être puni. Voilà le plus terrible, conclut le commandant. Sa joue se creusa d'une crispation amère et il se leva en tortillant sa moustache.

Séverin le supplia de taire à Marie la connaissance qu'il avait d'un orage domestique déjà lointain. Elle s'était si héroïquement contrainte afin de lui épargner cette tristesse ! Un mystère demeurait à éclaircir : qui avait écrit la lettre? Séverin supposa une malice noire d'Aline ; Marie l'avait prévenue qu'elle n'emmènerait en Bretagne, ni elle,

ni Philomène. Aline manifestait de ce renvoi un dépit surprenant. Peut-être éprouvait-elle à l'égard de Séverin un attachement passionné, c'était la jalousie qui l'avait rendue si perspicace et féroce pour Éliza. Maintenant, n'ayant plus ombre d'espoir, elle avait cuisiné une basse vengeance en dictant cette ordure à une maritorne du quartier.

M. Burdéron garda auprès de sa fille le silence promis, et, pas une seule fois, depuis lors, la conversation qu'il avait eue avec Séverin ne fut reprise entre eux. Ils semblèrent l'un et l'autre avoir jeté dans un fleuve d'oubli cette heure de confidences. Leurs façons d'être mutuelles restèrent ce qu'elles étaient auparavant. Mais Séverin percevait dans la pensée de son beau-père une peur de l'avenir excitée par son désenchantement sur lui. Malgré le dégoût, pour un malade et à son âge, d'une émigration, le commandant avait d'abord favorisé les projets pratiques de son gendre ; d'ailleurs, le climat de Brest conviendrait mieux à son foie que les durs étés de Toulon. A présent, il émettait des objections incessantes, il ne croyait plus au succès. Séverin se mortifia tacitement sous cette méfiance, sans qu'elle pût le décourager : il en savait la cause, et il portait dans ses espérances industrielles l'entêtement d'une passion mystique.

En dépit de ces heurts, une grande paix réglait, comme un balancier bien trempé, les rouages de sa vie plus exacte. Il approchait d'un équilibre où la prière, l'activité du technicien, le temps qu'il donnait à ses fils et à Marie, le délassement d'observer et d'admirer s'enchaînaient en un rythme de sagesse recueillie.

Prêt à quitter Toulon et sachant qu'il n'y reviendrait plus, il voulut incruster au fond de sa mémoire la figure d'une ville où il laissait ensevelies ses années vaines. Seulement, il se proposa d'en épurer l'impression pour la retenir à jamais. Au temps de ses fringales juvéniles, ce qu'il aimait dans Toulon, comme dans Alger, c'était l'odeur de volupté, le palais d'illusion offert au marin qui débarque. Les soirs d'hiver, au long des rues sinueuses, jusqu'au Champ de bataille et à la place de la Liberté, la foule ivre de son tapage, les boutiques étincelantes, les bars flambants de glaces, les éventaires de fruits coloniaux, tout ce Midi vulgaire, mais énergique, abreuvait ses sens d'une liesse facile et large qu'il accueillait, justement parce qu'il était un raffiné.

Désormais, il visait à considérer les êtres selon leur sens utile et divin. Toulon n'existait plus comme un lieu de folie sensuelle et de

frivoles émerveillements. Il se rappelait qu'une prédestination manifeste a constitué en ce port le boulevard de l'empire français sur la Méditerranée. De toute éternité ce pays a été fait pour la guerre. Entre les parois brûlées de l'âpre couloir d'Ollioules où le mistral se rue comme une horde conquérante et la citadelle observatrice du Coudon qui commande les routes de la mer et la descente des Alpes, Toulon comprimé ne pouvait être qu'un arsenal militaire et un nid de marins.

Un nid de marins! L'oncle Lhostis, le capitaine de vaisseau, tout enfant, avait vu le prodigieux départ de l'escadre pour l'expédition d'Alger : l'étendue blanche de voiles jusqu'à l'horizon. Séverin songeait aussi à ces navires d'autrefois dont Puget sculpta les tableaux d'arrière, et semblables à des chars de triomphe promenés sur les vagues.

Le passé de Toulon, comme son avenir, le grand Puget l'a fixé dans ses deux cariatides, ses portefaix raidis sous la charge du balcon et s'évertuant à une impossible délivrance.

Depuis des années qu'en longeant la rade il retrouvait, contre la porte close de l'hôtel de ville, les immuables cariatides, il n'y prêtait plus attention. Les derniers mois pourtant, il prit congé de ces deux survivants séculaires, et s'arrêtait pour se pénétrer de leur inconscient témoignage. Il n'avait d'abord aperçu en eux que des hommes de peine, surpris par le sculpteur dans la vérité de leurs mouvements, sous un quintal de savon ou une masse d'étain, deux de ces gueux immémoriaux qui, des navires aux quais et des quais aux navires, courent en débarquant et en embarquant les richesses des peuples. L'un, celui de droite, entr'ouvre la bouche, haletant, presque agonisant ; une ombre couvre ses yeux, un gonflement de chair déforme son menton. Il replie son bras gauche sur sa tête pour abriter ses prunelles contre les reflets de l'eau aveuglante. L'autre ferme ses lèvres serrées par une obstination inflexible, ses yeux résistent au soleil, sa large mâchoire, garnie d'une touffe de poils hirsutes, énonce une énergie brutale ; de sa main gauche il empoigne, comme afin de le soulever, l'angle du soubassement. Son poing droit soutient sa joue dont la peau remonte ; geste inouï de force et de désespoir ! Séverin, en les contemplant, songeait :

« Qu'ils sont bien l'image de cette ville turbulente, amoureuse de fêtes et de farandoles, contrainte au travail inexorable pour battre sur son enclume le glaive que la France, comme disait Bordes,

« ne rouillera pas au fourreau ! » Et la France elle-même ressemble à ces deux athlètes sublimes. Elle a sur les épaules la terrible pesée des ennemis du dehors et du dedans, le poids d'une gloire de quinze siècles, de ses fautes et de ses démences ; et elle sent qu'une minute de faiblesse suffirait pour que tout s'abattît sur elle et l'écrasât sans merci. A nous de nous raidir sous le faix trop lourd, jusqu'à ce qu'un élan l'ait dégagée. »

Mais, quand il voyait défiler dans les rues les ouvriers du port, indolents et gouailleurs, braillant des refrains d'émeute, petits bourgeois en bourgeron bleu, anarchistes fonctionnaires, sûrs de manger jusqu'à la fin au râtelier de l'État qu'ils vilipendaient, une inquiétude lui venait sur la bonne trempe de l'outil national que forgeaient ces révoltés. Il concevait l'urgence, pour les prolétaires, d'une discipline qui restituât en eux le saint amour de la tâche et du métier. Bientôt, dans son œuvre patronale, il essaierait cette éducation par l'essentielle vertu de l'exemple.

Son dégoût de lui-même, qui avait suivi sa chute, s'était dissipé. La confiance d'être un homme nouveau le réhabilitait ; sur le fond triste des choses ineffaçables croissait, au bout des épreuves pressenties, la pleine clarté d'une rédemption.

Autour de lui le calme était revenu ; Marie paraissait avoir oublié ; sans reprendre son insouciance de jadis, elle s'orientait vers la joie. En quittant Toulon, elle allait secouer au loin la cendre des heures mauvaises ; et cependant, tout ce qu'elle avait souffert en cette ville l'y attachait d'une affection déjà rétrospective, à la veille de lui dire adieu.

Les préparatifs de l'énorme déménagement l'empêchèrent d'accompagner, ainsi que d'habitude, M. Burdéron à Vichy. Elle envoya les enfants dans la montagne aux soins d'un jeune vicaire studieux. Elle et Séverin demeurèrent donc en tête-à-tête, au Mourillon. Leur intimité s'y rénova, comme s'ils se découvraient l'un l'autre une seconde fois. Ils recommencèrent à s'aimer, mais d'un amour plus grave, allégé de ses impatiences charnelles, où la présence latente de Dieu illuminait tous les élans, et leurs âmes alors se connurent, se réfléchirent entre elles, dans le miroir paisible d'une tendresse purifiée.

Un soir de juillet, la chaleur était écrasante, Séverin dit après le souper :

— Veux-tu, Marie, que nous allions chercher au large un peu d'air?

Il avait sur la grève, près du fort Saint-Louis, une barque à voiles et un canot léger à rames dont Albert et Ferdinand apprenaient déjà la manœuvre. Pas une bouffée de vent ne se levait pour gonfler une voile ; il s'embarqua seul dans le canot et revint, en ramant, prendre Marie.

Elle le joignit par des marches taillées au flanc du talus, les mêmes où elle s'était fait une entorse, juste à cette date, deux ans auparavant. La coïncidence traversa confusément sa mémoire, de même que, sous l'eau vermeille, elle voyait bouger des ombres glauques.

Le soleil était descendu derrière Six-Fours, en hâte, comme un voyageur las et poudreux se plonge dans le bain qu'un hôte lui a préparé. Mais tout le brasier qu'avaient absorbé la terre et l'onde en ressortait dans une rutilance d'or brûlant. Les maisons de la côte, les sables des criques, les jetées de la passe, les coques grises des navires de guerre, les touffes même des verdures semblaient déborder d'une flamme glorieuse où leurs formes se béatifiaient. La mer, unie et dorée comme la peau d'un fruit mûr, étalait sa plénitude sous le ciel jaune comme le cœur d'un lis.

Marie, assise au gouvernail vis-à-vis de Séverin qui ramait, se retournait et regardait leur villa transfigurée. C'était l'instant de la *voir* pour s'en souvenir à jamais. Elle et Séverin saluèrent d'un regard affectueux l'ensemble de cette demeure où ils avaient connu, à tout prendre, plus de joies que d'adversités : le jardin, par devant, et le pavillon clos s'enfonçaient dans une pénombre ; le double escalier à large rampe au bas de la verandah émergeait derrière les pins, dont les masses pendaient immobiles, si lourdement endormies qu'on les aurait crues mortes. Mais, sur le toit, entre les colonnettes, jadis rouges, du balustre de la terrasse, l'éclat du couchant s'avivait tel qu'une aurore, et ce fut pour leurs yeux un présage d'espérance.

— Dire, pensa Marie à mi-voix, que, sans *les événements*, nous aurions pu vieillir ici, en paix y mourir, et passer d'une existence parfaitement bonne aux splendeurs du Paradis !

— Tu crois? repartit Séverin, laissant tomber ses rames dans l'eau miroitante ; mieux valait, il faut bien l'admettre, acquérir en souffrant la science du salut. Comprendrais-je ce qui me fut donné en toi si je n'avais failli, par mon égarement, te perdre? Avant, nous étions comme deux enfants qui se laissent rouler dans les vagues de la plage et qui rient. J'aurais vieilli, c'est probable, en jouisseur paresseux et sceptique. Me serais-je converti? Aurais-je fait quelque

chose d'utile? Et, maintenant, je t'aime beaucoup moins pour moi-même, beaucoup plus, parce que nous sommes, toi et moi, deux âmes allant à Dieu, parce que nous avons une tâche commune, encore loin peut-être de son terme...

Elle sourit, quand il prononça ces derniers mots, car elle espérait, pour l'année qui allait venir, un autre fils. Mais elle se retourna encore du côté de la villa.

— Je me demande, rêva-t-elle, si les lieux où nous avons eu des joies et des peines, nous en retrouverons *ailleurs* l'image, plus belle que dans les plus beaux soirs de la terre.

— Pourquoi pas? Pourquoi hors du temps et de l'espace, n'atteindrions-nous plus ce qui aura été nôtre en cette vie? Notre monde est le vestibule de l'invisible, et celui-ci est sans limites.

Il reprit ses avirons, et à coups vigoureux, prolongés, s'avança vers la pleine mer, plus loin que Saint-Mandrier. Le crépuscule tomba très vite ; les pêcheurs d'une barque, se renversant pour tirer leurs filets, s'agitaient en noir sur l'Occident ; entre leurs bras, le ciel mourant luisait encore d'une clarté d'opale. Les falaises porphyréennes de Sainte-Marguerite s'éteignaient au bas de la pinède brunie. Les villas du Mourillon n'avaient plus qu'une blancheur de roses fanées, et les grands monts sévères, au fond de la rade amplifiée par l'ombre, perdaient leur masse dans la buée des rocs fumants.

La nuit libératrice respira sur la mer d'où montait une fraîcheur moite. Séverin s'arrêta, essuya sa face brillante de sueur, et s'assit contre le bordage, près de Marie. Ils tournaient le dos à la terre, devant eux le phare de Giens signait l'horizon d'une croix fulgurante et douce ; la lune, déjà haute à leur gauche, était si pure que la candeur de son orbe ovale éblouissait leurs yeux. Elle faisait éclore de l'eau phosphorescente une immense fleur de lumière dont la tige ondulait en spirale jusqu'aux fonds incertains. Bientôt elle immergea dans son rayonnement la rondeur des plaines marines et les étoiles qu'elle effaçait. Séverin et Marie se voyaient flotter entre deux infinis silencieux. Ils se taisaient eux-mêmes, envahis par l'absolu d'une éternité où succombait toute parole périssable.

Séverin énonça pourtant :

— Es-tu heureuse, Marie, en cette minute, heureuse comme je voudrais que tu le fusses perpétuellement?

Il ne songeait plus qu'un jour ses lèvres avaient posé à Éliza la même question. Les mots proférés ce soir sonnaient avec un autre

sens, c'étaient d'autres mots. Il avait enlacé Marie de son bras avec ferveur. Elle répondit par un baiser ; leurs bouches s'unirent dans une simplicité presque religieuse.

— Et toi, demanda-t-elle, as-tu le vrai, le total bonheur?

Il baissa la tête avant de répondre :

— Oui, je redeviens heureux, tout en méritant de ne pas l'être. Mon bonheur est un scandale. Mais, si nous sommes venus dans cette solitude divine, n'est-ce pas Dieu qui nous y mène pour un cantique d'extase? Je me souviens d'une parole d'un psaume : « La nuit est mon illumination dans mes délices. » L'homme qui chanta ce verset de volupté sainte avait, comme moi, sur le cœur, des naufrages pesants. Eut-il tort, quand même, de s'enivrer d'une nuit telle que cette nuit?

— Il y a trop d'âmes, objecta Marie, qui, à cette heure, se désespèrent, tandis que nous sommes en joie. Je voudrais les comprendre toutes dans notre pitié, les délivrer.

Il l'étreignit plus tendrement, sachant à qui elle faisait allusion.

— Nous aussi, répliqua-t-il au bout d'un silence, nous aurons à souffrir beaucoup.

Il replongea ses rames dans les mailles du filet tremblant que tressait la lune sous la mer éblouie. Le canot glissait parmi les liquides étincelles. Quand il tournait sa tête vers le large, il pouvait se donner l'illusion d'aller éperdument devant lui jusqu'au limbe où l'outremer touchait les espaces bleus et la voie lactée infléchie comme l'arc d'un jet d'eau sans fin.

Mais, tout d'un coup, il suspendit son élan, regarda sa montre et dit :

— Rentrons. Demain, avant huit heures, je dois être, pour un lancement de torpilles, à bord du *Périscope.*

ÉMILE BAUMANN.

(A suivre.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LES ADAPTATIONS DE L'ITALIE

Il se passe en Italie des choses surprenantes, mais non imperméables à l'esprit. Pour les mettre en relief il faut se souvenir d'abord que l'Italie guerroie depuis 1911, l'Italie si peu faite pour le militarisme bureaucratique et ces longues campagnes, renouvelées et aggravées du dix-huitième siècle ; que sa victoire sur la Turquie l'a constituée en état d'hostilité non plus seulement vis-à-vis d'un empire ottoman à la dérive, mais aussi, mais surtout d'une Grèce terriblement dressée et gloutonne ; qu'en 1915 son entrée dans un conflit interminable n'a pas eu pour effet de simplifier ses embarras — et ils sont gigantesques — de finance, de négoce ou d'organisation sociale ; qu'enfin ses derniers succès mettent le comble au brouillamini de ses ambitions trop satisfaites et de ses déceptions fatales. Je ne connais pas en Europe de cas plus singulier que le cas italien, si ce n'est le cas moscovite, auquel il ressemble par tant de traits. Ce qui le caractérise, c'est le signe de la contradiction, dans les faits comme dans les idées.

L'Italie de 1911 révélait à tous égards un peuple en ascension, dont les progrès spirituels tiennent quasi du prodige. Il se publie dans la péninsule des journaux et des ouvrages de haute allure comme on n'en trouve nulle part ailleurs, remarquables surtout par une volonté d'autonomie intellectuelle maintes fois efficace. Depuis vingt ou trente ans la pensée italienne se meut par ses propres

forces vers des buts qu'elle se fixe. Et c'est un point majeur, car cette prise de concience a déterminé un développement politique hors de pair, qui poussa les bersaglieri de Verdun à Ghadamès et de Trente à Constantinople en passant par Jérusalem.

Ce geste mondial ne risquait-il pas d'épuiser un corps adolescent? Il faut bien le reconnaître. Reconnaissons-le : derrière son vernis savoyard, le peuple italien reste mal soudé, docile aux suggestions d'anarchie municipale, qui lui parviennent du plus profond de son histoire, quand Rome n'était pas encore ou quand elle n'était déjà plus. De tous les peuples victorieux le peuple italien n'est-il pas le seul qui se souvienne avec amertume de l'effort national exigé par la victoire et qui fasse politiquement profession de s'en souvenir?

Une pareille attitude découvre bien le fond tragique où se pressent tous ces triomphes à la Mantegna, et nous incite à examiner les points faibles de notre voisine. Sans nous y appesantir, notons que l'Italie, mal dotée en combustible, dépend, pour son industrie, des pays houillers et que son luxe exagéré de côtes lui interdit d'affronter le trident de marines plus puissantes que la sienne, et il y en a au moins deux à ses flancs. D'où la nécessité pour le Quirinal d'une politique d'accords et de compromis très nuancés, que le chaos présent rend difficiles à conclure.

Quel contraste avec un passé récent ! Avant 1914 l'Italie pouvait choisir entre deux combinaisons progressives, l'une à pivot allemand, l'autre à pivot britannique. Avec quel brio elle sut conduire sa double manœuvre, nous le savons. Mais aujourd'hui le jeu se disperse par trop.

Ayant anéanti plus que de raison l'Autriche-Hongrie, l'Italie se trouve à la fois démunie et d'un débiteur et d'un allié possible, fût-il de raccroc et de seconde main. Quant à l'ex-allié en titre, flétri par une défaite sans précédent, ses créanciers font le rond autour de lui, ces créanciers au nombre desquels l'Italie devra coûte que coûte prendre sa place, si elle ne veut pas se retirer de l'aventure les mains plus que vides et promise aux magnificences prolétariennes.

Gardons-nous d'une indiscrétion. Ne nous demandons pas si la diplomatie française n'aurait pas pu tirer parti de tels embarras pour lier à ses revendications rhénanes une Italie tournée vers Fiume et la Dalmatie... il n'est plus temps. Jusqu'au bout nous avons subi, les yeux fermés et les lèvres ouvertes, l'extase wilsonienne, copié et recopié le catalogue des exigences britanniques. Non, il n'est plus

temps, ou peut-être ne l'est-il pas encore. L'heure présente nous oblige à savourer — sans excès et avec une certaine mélancolie — les bienfaits de l'alliance anglaise, qui retire à toute puissance méditerranéenne l'envie de bouder par trop les maîtres de Gibraltar, de Malte, d'Alexandrie et des détroits, surtout quand ils font affaire avec les maîtres de Toulon, d'Alger, de Bizerte, d'Ajaccio et de Beyrouth.

La grande nouveauté — une nouveauté qu'on peine à saisir, semble-t-il, de l'autre côté des Alpes — de l'Europe d'aujourd'hui pour l'Italie, c'est que sa victoire la met — privée de nous — à la merci totale de l'Angleterre. Et qui donc, en dehors de nous, peut apprécier, dans leur étendue, les torts réels qui lui sont faits? Sera-ce la Pologne? la Tchéco-Slovaquie? la Russie? la Bulgarie? la Hongrie? Cette poussière d'Etéocles et de Polynices, qui tourbillonne de Dantzig à Tchataldja?

Certes l'accord ne se serait pas conclu de lui-même. J'ai lu avec stupeur dans des journaux italiens sérieux le détail de ce qu'on exigerait de la France, quand l'heure des accommodements aurait sonné. Non seulement la Tunisie, mais le Cameroun et le Congo figuraient dans la liste insane où certains bâtards de Crispi consignaient leurs revendications. Ne discutons pas ces folies. Regardons plutôt ce qui se passe du Trentin aux Abruzzes, dans ces territoires de mécontentement politique et d'insurrection sociale, dégoûtés de l'ordre par la conquête. Nous y découvrons un peuple courbaturé, dont les troupes connaissent en même temps la gloire de camper sur le sol turc, germain, hongrois, grec et slave, ainsi que l'ennui, hélas ! d'être serrés de près en Albanie comme en Tripolitaine : un peuple appauvri par des achats excessifs de laurier, saturé de jachères, de sans-travail et de demi-soldes, que les cadres de d'Annunzio n'ont pas suffi à absorber ; un peuple qui, malgré tout, se sait grand et se croit jalousé ; un peuple qui cherche en vain des amitiés sûres.

L'Italie nous sait mauvais gré d'avoir épousé contre elle les préjugés britanniques et les stupidités wilsoniennes. Franchement, a-t-elle tort? Mais pourquoi ses reproches se font-ils plus sanglants, lorsqu'ils s'adressent à nous, qui mieux que d'autres pouvons l'aider? C'est là le point le moins clair et le plus regrettable de ce qu'il ne faut pas hésiter à appeler de son vrai nom : la mésentente franco-italienne.

Le grand risque pour l'Italie ne gît pas tant d'ailleurs au dehors — où rien de définitif n'est médité contre elle — qu'au dedans, où la

révolution couve et fermente. Des élections déplorables aggravent le fardeau des misères publiques. Les usines sont déjà en bien des lieux la proie de soviets mal déguisés, qui contribuent allégrement à la dislocation économique. Le parti catholique bolchevise. Les conservateurs ont essayé de germaniser.

Leur tentative n'a pas réussi, dans ce sens qu'elle n'a conduit l'Italie qu'à des affronts nouveaux. Bon gré mal gré, ce n'est pas vers l'Allemagne vaincue et rognée, fébrile, délirante que s'orienteront désormais les combinaisons *actives* de la haute diplomatie européenne, mais — après quelques détours — vers la France, quand la France voudra.

En ce moment l'Italie fait effort — un effort qui devra durer — pour s'adapter à une situation délicate, dont la genèse lui incombe un peu. La part de la France pourrait être immense dans le succès de cette entreprise. Par contre on ne voit pas comment l'affaire réussirait bien sans elle. Il y a quelque chose de plus péremptoire que le mark germanique et le passé de M. Giolitti, ce sont les nécessités de chaque jour. Dans les rapports franco-italiens, elles ne remplissent pas le mauvais plateau de notre balance. Le temps est galant homme entre l'Italie et nous, laissons-le faire.

Selon toute vraisemblance, nous verrons se dérouler d'étranges aventures au pays de Cavour et de Casanova. Ne perdons jamais notre calme. L'avenir lointain sourit au chœur des nations latines.

Certes M. Giolitti, qui réussit jadis à faire de la Triplice un réseau vénéneux de complicités antifrançaises, pèse lourd contre notre sympathie. Dans son ministère, il a même placé un des esprits les plus puissants de la péninsule, M. Croce, qui est sans contredit la bête noire de nos hommes d'État. Néanmoins, M. Giolitti multiplie les sourires à notre adresse et n'est-ce pas hier que Benedetto Croce m'énumérait à moi-même ses raisons d'estimer la France, sinon la démocratie française? Depuis deux ans Croce a multiplié les essais philosophiques sur notre littérature. Le premier de son peuple il vient de consacrer à Corneille un travail d'ensemble, le plus dense qu'on ait écrit. Je ne dis rien de ses études sur Maupassant, sur Stendhal. Cette préparation à nous comprendre, venant d'où elle vient, est-elle si mauvaise?

Il faut, sans rien brusquer, faire confiance à l'intelligence latine.

René Johannet.

Le gâchis allemand.

Dans le même temps qu'elle gémit sur son anéantissement, l'Allemagne parle avec suffisance de son relèvement et se refuse à prendre une attitude de vaincue. Est-elle sincère, quand elle pousse des cris de désespoir ou devons-nous prêter l'oreille à ses rodomontades?

Le président de la Chambre de commerce de Cologne, M. Louis Hagen, séjournait récemment à Paris. A son retour dans la ville rhénane, ce personnage important a rendu compte de ses impressions, au cours d'une conférence donnée à l'Université. Il ne saurait être question pour la France, selon M. Louis Hagen, d'acquérir jamais le développement industriel dont l'Allemagne peut se glorifier. Les difficultés économiques dont nous souffrons nous préoccupent au point que nous détestons beaucoup moins l'Allemagne. Le moment est donc venu pour celle-ci de venir en aide à la France. « *Si nous ne l'abandonnons pas à son sort, nous pouvons envisager un avenir meilleur. La France scrute l'horizon de notre côté. Elle a d'autant plus de raisons de le faire, qu'il existe en ce moment un état de tension entre l'Angleterre et l'Italie d'une part et la France d'autre part. Ce sera la tâche des banques allemandes d'intervenir utilement en cette circonstance.* »

Que signifie ce langage, s'il n'est pas la manifestation d'un orgueil démesuré? L'Allemagne ne se sent nullement battue. Elle a conscience que sa situation économique est intacte. M. Hagen jouit dans son pays d'un prestige incontesté. Il est « conseiller intime du commerce » et porte, selon l'usage rhénan, un prénom français. Depuis dix-huit mois il est en contact avec le monde des affaires interallié. Il sait donc de quoi il parle et son optimisme doit être raisonné. Pourquoi, alors, après avoir vanté la prospérité de l'Allemagne, déclare-t-il qu'elle est incapable de « transférer à la France de fortes sommes en or »?

N'est-ce pas encore pour esquiver les clauses du traité de paix, que les organes de la finance allemande parlent des résultats des élections du 6 juin, comme s'il s'agissait d'une catastrophe? M. Théodor Wolff est inconsolable et la *Gazette de Francfort* imprime gravement que « le corps de l'État allemand est malade », que le pays tout entier se trouve dans une disposition d'esprit semblable à celle de l'ivrogne qui a « mal aux cheveux ».

Ce n'est pas la première fois qu'on essaye de nous faire croire que tout est perdu et chaque fois on nous répète que c'est la politique de

l'Entente qui en porte la responsabilité. Quand les ouvriers en armes s'emparent de Berlin et de Munich, la diplomatie allemande brandit à nos yeux le danger bolcheviste. Quand les Lüttwitz et les Kapp exécutent leur mouvement de sédition militaire, on nous prédit la fin prochaine de la république. Il faudrait pourtant s'entendre. Est-ce l'anarchie qui menace l'Allemagne ou est-elle à la veille d'une restauration monarchiste? Parce que les classes bourgeoise et paysanne ont voté pour des candidats de droite, les gens de la *Gazette de Francfort* annoncent que tout est perdu. Mais, en même temps, à Cologne, on ne cache pas sa satisfaction. Il est temps d'enterrer la hache de guerre, dit la *Kœlnische*, et de travailler sérieusement à la reconstruction. Elle va même jusqu'à promettre une application honnête du traité de paix.

Il serait temps de faire cesser ce jeu de balançoire et de nous dire enfin quelles sont les intentions de l'empire républicain. Assistons-nous aux derniers soubresauts de son agonie ou bien les crises dont elle nous offre le spectacle sont-elles des crises de convalescence? Après avoir vu les deux masques de l'Allemagne, nous aimerions voir enfin son véritable visage.

Les élections du 6 juin ne nous permettent pas de le découvrir. Elles se sont faites sur un programme purement négatif. Leur seul tremplin a été l'opposition aux groupes de la coalition qui depuis la réunion de l'Assemblée nationale à Weimar, en février 1919, dirigent la politique de l'Allemagne. La coalition a dû endosser la responsabilité de tous les désagréments dont a souffert le pays depuis qu'elle est au pouvoir. Les socialistes majoritaires ont été accusés de n'avoir rien fait pour activer la nationalisation des entreprises publiques ; les démocrates se sont entendu reprocher leur complaisance pour les éléments de désordre ; le centre catholique, enfin, a subi les conséquences de la politique d'unification de M. Erzberger et a vu se lever contre lui les fédéralistes de l'Allemagne du Sud. Ainsi l'électeur a été porté à donner sa voix précisément aux adversaires du parti pour lequel il avait voté l'an passé. Les déserteurs démocrates ont grossi les rangs du parti populaire. Les ouvriers se sont portés en masse vers les socialistes indépendants qui leur ont promis la sauvegarde de leurs « intérêts syndicaux ». De l'avis des Bavarois, le centre avait exagéré son rôle de « parti à tout faire », en négligeant de défendre les intérêts en vue desquels il a été constitué. Cette victoire de l'esprit critique est très significative. Elle démontre que les Allemands sont toujours les « éternels mécontents ». Ils n'obéissent qu'à des mots d'ordre qui leur sont dictés d'en haut. Un Bismarck eût trouvé l'orientation qu'il convenait de donner à la

consultation électorale. Il s'entendait merveilleusement à lancer des formules qui soient de nature à passionner les masses. Incapable de fixer au pays une direction, la jeune république vit au jour le jour, sans programme, sans action directe sur l'opinion publique. Au mois de novembre 1918 elle essayait encore de se nourrir de quelques formules désuètes, empruntées à la Révolution française. Mais les idées slaves brouillèrent vite les cerveaux et les démocrates sont maintenant seuls à rêver d'une Allemagne qui s'inspirerait des chimères du parlement de Francfort.

Pour remuer l'opinion publique il fallait autre chose et c'est l'opposition qui en a tiré profit. L'Allemagne est unanime dans son opposition au traité de paix. C'est la seule question sur laquelle l'accord soit possible entre les différents partis. Or, le gouvernement de la coalition était précisément celui qui, à Versailles, avait signé les conditions des Alliés. En votant contre la coalition, on votait donc contre le traité. Dernier argument de ceux qui en avaient trouvé tant d'autres pour ébranler la situation du cabinet Müller. Après son échec du 6 juin, il n'avait plus qu'à se retirer.

L'Allemagne vit actuellement encore sous la fiction du régime parlementaire. Elle a donc joué le jeu selon les règles. Le refus des socialistes indépendants d'entrer dans une combinaison ministérielle a été une nouvelle atteinte au prestige des majoritaires. En sacrifiant les intérêts du parti aux avantages du pouvoir, le groupe Scheidemann risquait de perdre ses dernières attaches avec les organisations syndicales. Il devait donc s'orienter à gauche, pour éviter un gouvernement de droite. Les indépendants restent à l'écart, le président Ebert ne pouvait trouver une majorité qu'en faisant appel au concours du parti populaire. Il faut reconnaître que ce parti qui, de vingt et un membres a passé à soixante-deux, fait preuve, depuis son succès, d'un certain esprit politique. Son principal organe, la *Gazette de Cologne*, préconise la fusion avec les adversaires de la veille, les démocrates, et formule l'espoir qu'un grand parti progressiste qui n'aurait d'autre programme que celui de la reconstitution, pourrait servir de pivot à la politique allemande. Les socialistes saluent non sans ironie ce projet de réconciliation et ajoutent, avec amertume, que, quels que soient les partis qui assument le pouvoir, le gouvernement de demain sera obligé de faire comme celui de la veille, se soumettre aux exigences des Alliés et s'efforcer d'appliquer le traité de paix. Les conservateurs eux-mêmes accepteraient cette dure nécessité, s'ils sortaient de l'opposition pour entrer dans le gouvernement.

Car enfin — et c'est actuellement la question qui préoccupe le plus

les Allemands — l'Allemagne doit aller à Spa et elle compte bien y aller. « Après de pareilles élections les représentants de l'Allemagne n'auront pas une tâche facile à Spa, mais dans tous les cas, il faut qu'ils soient prêts au voyage, » écrivait M. Th. Wolff, dans le *Berliner Tageblatt*, dès le 7 juin. Qu'on nous envoie un conservateur ou un démocrate, un centriste ou un majoritaire, peu importe. Il faudra que les représentants de l'Allemagne jouent franc jeu, qu'ils renoncent aux manœuvres tortueuses qui consistent à nous menacer tour à tour de la faillite et de la révolution, pour nous dire ensuite qu'ils se portent mieux que nous et qu'ils sont prêts à nous tendre une main secourable. Ne nous laissons déconcerter ni par les plaintes, ni par les fanfaronnades. Nous voulons enfin savoir comment l'Allemagne entend s'exécuter. Mais la meilleure façon d'être renseigné, c'est encore que nous lui disions avec fermeté que nous n'admettons pas d'échappatoires, que nous voyons clair dans ses subterfuges et que, les garanties qu'elle ne nous donnera pas, nous les prendrons.

HENRI ALBERT.

Les Alliances avant et après la guerre.

Jamais il n'a été autant question de solidarité interalliée en paroles. Jamais aussi cette solidarité ne s'est moins manifestée dans les actes. Ce contraste domine tous les événements du jour. Il explique nos déboires. Il prépare des déceptions infiniment plus graves encore, si le remède n'intervient pas à très brève échéance. Toute cure efficace suppose un diagnostic sûr. Recherchons la cause du mal.

Que l'on parle de solidarité interalliée, c'est logique, puisque le nouvel ordre international n'a pas d'autre base que l'union permanente et absolue des puissances qui ont collaboré à la ruine de l'ancien système. Cette union n'est-elle pas la seule garantie de traités imprécis, dont l'exécution — en admettant qu'elle devienne possible — s'échelonnerait sur trente années ou davantage? Atteler les anciens adversaires des Empires centraux à une tâche commune, opposer aux tendances divergentes l'appel du devoir, n'est-ce pas la grande pensée des hommes qui se sont flattés de régénérer l'humanité?

L'expérience du passé, à défaut des notions psychologiques les plus élémentaires, aurait dû mettre en garde contre le caractère chimérique de pareilles conceptions. En tout cas, les avertissements se sont multipliés dès le début de la nouvelle tentative. L'armistice

n'était pas conclu que l'opposition éclatait entre les États qui avaient « réalisé » et ceux qui devaient attendre indéfiniment leurs réalisations. Avant même l'ouverture de la Conférence, le 2 décembre 1918, l'Angleterre demandait à la France de sacrifier une partie des avantages précaires que notre pays était en droit d'attendre de la liquidation orientale. L'abandon était consenti sans qu'il fût question d'une compensation dans les règlements européens, essentiels pour notre sécurité. Une telle interprétation de la solidarité aurait suffi à tuer une plante moins fragile que l'altruisme — je ne dis pas des peuples — mais des gouvernements. Comment s'étonner après cela de l'imprécision des précautions prises contre les retours offensifs du germanisme, de l'escamotage des réparations, des sacrifices imposés à la Belgique, à la Pologne, à la Roumanie, de la méconnaissance des facteurs les plus élémentaires du problème méditerranéen, de l'incohérence des puissances en face du chaos russe?

L'impuissance d'exécuter était la suite fatale de conceptions purement anarchiques. C'est pour le coup que l'esprit d'entente s'est affirmé. Deux épisodes caractéristiques en donnent la mesure.

Au début d'avril, l'Allemagne viole de la manière la plus flagrante une clause essentielle du traité de Versailles en envoyant des troupes dans la zone neutre de la rive droite du Rhin. La France, après avoir tenté vainement de provoquer une intervention collective, se décide à soutenir son droit. L'action est d'une légitimité indiscutable et ne lèse, à aucun degré, les intérêts des associés. Cela n'empêche pas M. Lloyd George de lancer la protestation véhémente que l'on n'a pas oubliée. Bien plus, le Premier britannique prétend interdire à l'avenir toute initiative non concertée.

Un mois passe. L'offensive bolchevique menace de déjouer les combinaisons asiatiques de l'Angleterre. Aussitôt, M. Krassine est appelé à Londres. M. Lloyd George engage des pourparlers avec le délégué des Soviets, malgré les objections formelles de M. Millerand. Il déclare à la Chambre des Communes que toute conversation interalliée sur les affaires russes est subordonnée au règlement préalable de certaines affaires anglaises. Ne va-t-il pas jusqu'à affirmer que les spéculations commerciales dominent toutes les combinaisons politiques? Avec ce principe, le traité de Versailles serait vite liquidé.

On objectera peut-être que ces fantaisies ont un caractère purement personnel. La versatilité de M. Lloyd George est une excuse commode. Suivant le même procédé, on a tôt fait d'attribuer à l'entêtement de M. Sonino, à l'absence de scrupules de M. Nitti l'évolution inquiétante qui, en dix-huit mois, a ramené l'Italie à M. Giolitti. Un

tel argument est la condamnation la plus flagrante d'un système. Quelle politique que celle qui est exposée aux inévitables variations des facteurs humains ! N'est-ce pas précisément à titre d'assurance contre ces entraînements que l'on a imaginé les alliances?

Nous touchons du doigt l'erreur fondamentale, qui remonte bien au delà de l'armistice et de la guerre, aux origines du grand conflit. Le choc est intervenu entre la Triple Alliance et la Triple Entente, c'est-à-dire entre un bloc solide et un groupement qui avait poussé la défiance des engagements fermes jusqu'à en répudier le mot. Il n'y a pas eu d'alliance avant la guerre. Il n'y en a pas eu pendant la guerre. Il n'y en a pas après. Que vient-on parler de solidarité interalliée?

L'Alliance est un pacte précis, conclu entre plusieurs puissances en vue de réaliser, par des moyens précis, un but précis. L'Alliance est offensive ou défensive selon que son programme est actif ou passif. Sous l'une ou l'autre forme, elle est susceptible des modalités les plus variées. Quoi de plus divers que le lien séculaire qui unit l'Angleterre et le Portugal depuis le traité de Methuen et l'alliance anglo-japonaise ! Nous avons choisi ces deux exemples parce qu'ils prouvent qu'une alliance rationnelle ne pousse pas la fermeté de ses lignes jusqu'à se figer dans un cadre immuable, qu'elle doit être susceptible d'évoluer suivant les circonstances. Mais à chaque moment correspond un engagement nettement déterminé. L'adaptation doit être d'autant plus rigoureuse que l'objectif est plus difficile à étreindre et plus éloigné.

Le pacte franco-russe, conçu en vue d'équilibrer le bloc germanique, répondait, dans une certaine mesure, à cette conception. Dans une certaine mesure seulement. En effet, deux vices congénitaux l'ont paralysé et auraient entraîné sa ruine si les fautes de l'adversaire ne s'étaient chargées de fournir l'antidote.

Le premier vice a été un malentendu psychologique entre les dirigeants et les masses. Les dirigeants ne voyaient peut-être que l'intérêt primordial de prévenir de nouvelles agressions. Les masses frémissantes attendaient autre chose qu'une simple atténuation du cauchemar qui pesait sur l'Europe depuis 1870. Qu'on se garde de méconnaître ce facteur sentimental, qui joue, aujourd'hui encore, un si grand rôle et que l'on a le plus grand tort de prétendre opposer au réalisme. L'intérêt purement objectif est individuel. Quand un intérêt est assez général pour s'élever au-dessus des divergences particulières et pour faire vibrer à l'unisson les cordes des foules, il devient passion, cette passion généreuse qui précipite les nations à la défense de la civilisation. Il y avait de cela dans l'élan franco-russe. Il y

avait un grand espoir de libération. Et l'instinct populaire sentait juste, quand il attendait de promptes réalisations, car l'alliance franco-russe devait obtenir très rapidement le désarmement de la Triplice, si elle ne voulait pas provoquer la surenchère des rivalités jusqu'à la catastrophe.

Pour cela il fallait pratiquer une politique d'alliance. C'est ce dont les hommes d'État n'ont pas eu la moindre idée. Et voilà le second vice congénital de l'alliance franco-russe. On a cru avoir tout fait en étudiant des accords militaires purement élémentaires et qui, isolés, risquaient d'attirer la foudre plus que de la conjurer. Pas un instant on ne semble s'être avisé de la nécessité de combiner les politiques en liquidant le passé, en prévoyant l'avenir. Ainsi les dirigeants se sont toujours laissé manœuvrer par l'ennemi. Ainsi la France est allée à Kiel, la Russie à Tsoushima et l'Allemagne à Bagdad. D'autres espoirs avaient été conçus dans l'enthousiasme de Cronstadt et de Bétheny.

L'aventure mandchourienne était la négation même de l'alliance et devait logiquement la tuer. Les Allemands avaient deux moyens de l'achever : par la violence, en profitant du désastre russe pour nous écraser ; par la ruse, en camouflant leur force et en laissant le discrédit de la stérilité achever son œuvre. Pour ressusciter l'alliance franco-russe, il fallait en démontrer la nécessité. Les Allemands s'en sont chargés avec une inlassable ténacité, de Tanger à Agadir. Nous leur devons une fière reconnaissance. Mais leurs fautes ne doivent pas faire oublier les nôtres.

La démonstration sans cesse renouvelée du péril allemand avait rapproché la Russie et la France et même leur avait attiré l'inappréciable concours de l'Angleterre. Plus avisés à certains égards que les artisans de l'alliance russe, les préparateurs de l'Entente cordiale avaient eu la sagesse d'asseoir leur combinaison sur une liquidation des griefs passés. Par contre, ils avaient évité tout engagement précis. Quant à la pratique de la nouvelle combinaison, elle a été l'exacte continuation de l'ancienne. La Triple Entente se laisse manœuvrer comme l'ancienne Triplice et elle aurait eu une fin encore plus triste, si la violation de la Belgique n'avait triomphé des scrupules mercantiles que M. Lloyd George manifestait dès le début d'août 1914.

Jetées en commun dans la plus effroyable des luttes, les puissances occidentales n'ont pas contracté d'alliance. Elles devaient même attendre jusqu'en mars 1918 pour comprendre la nécessité de la solidarité militaire. Il y a bien eu le fameux pacte du 5 septembre 1914 interdisant toute paix séparée. Engagement précieux à la veille de la Marne, mais, après, simple précaution de mutuelle

défiance. Rien qui ressemble moins à une alliance. L'Italie, la Roumanie descendent dans l'arène. On partage la peau de l'ours, mais on se garde d'unir les efforts pour le mettre bas. Il y a là toute autre chose qu'une omission, une préméditation. On ne veut pas d'alliance. Dès ce moment la théorie de l'association par l'effort et uniquement dans l'effort bat son plein. Les États-Unis peuvent se mettre de la partie. La diplomatie nouvelle est beaucoup plus ancienne que les quatorze points de M. Wilson.

Le sens commun va-t-il se réveiller au contact des réalités? La débâcle allemande réclame le pacte de Chaumont. Nous tombons au contraire dans le dialogue entre l'Amérique seule et l'Allemagne. Voilà le prototype de la solidarité. Tout le reste a été taillé sur ce patron.

A-t-on la prétention de continuer? Les docteurs Tant-Mieux ne manquent pas de faire remarquer que si cela a pu marcher avant la guerre et pendant la guerre, il n'y a pas de raison pour que cela ne marche pas après. Halte-là ! Les situations sont simplement renversées. Avant la guerre, pendant la guerre, toutes les initiatives ont été prises par l'Allemagne. Et celle-ci s'est appliquée à cogner de telle manière à tort et à travers que ceux qui encaissaient les coups ne pouvaient faire autrement que de se serrer et de réagir. Aujourd'hui, l'Allemagne devient passive. C'est par la force d'inertie qu'elle compte triompher en divisant ses adversaires et en ruinant le traité de Versailles. C'est par l'action seule que les Alliés — gardons-leur ce nom à défaut d'autre — peuvent déjouer ce plan. On a raison de parler de solidarité, car, — M. Millerand l'a dit lui-même en termes saisissants, — sans nos associés, nous ne pouvons rien espérer. Mais il reste à savoir si lesdits associés désirent que nous obtenions ce qui nous est dû. Il n'est que temps de poser nettement la question.

Nous sommes entraînés sur la pente du mercantilisme. C'est une nouvelle variation sur le thème de la réconciliation qu'il est impossible d'accorder avec le thème des réparations. C'est le développement de la politique qui vit au jour le jour, se contentant de combinaisons fragmentaires provisoires, s'en remettant à un vague sentiment de solidarité internationale du soin d'éviter le grand choc. Cette voie, nous la connaissons pour l'avoir pratiquée vingt ans, nous savons qu'elle conduit à l'abîme.

Il y en a une autre : c'est la voie droite qui ne craint pas d'affronter les pentes pour parvenir au sommet. Elle apparaît très clairement à la lueur des éclairs qui se sont singulièrement multipliés en ces derniers temps. L'action solidaire indispensable ne peut naître que d'accords précis sur la fin et sur les moyens. Notre fin à nous est le

paiement de notre dû et l'établissement d'un équilibre européen qui nous garantisse la tranquillité. Le moyen de l'atteindre est de forcer l'Allemagne à payer et de la tenir hors d'état de nuire. A tous ceux qui sont d'accord avec nous sur ces bases, nous devons tendre ouvertement la main, proposer non pas l'entente sournoise, mais l'alliance loyale. Tous devraient répondre à notre appel, car notre intérêt est celui de tous.

Cela saute aux yeux pour la Pologne et la Roumanie, les États tchécoslovaques et yougo-slaves. L'Italie n'aurait pas un instant d'hésitation si on lui rappelait que c'est par les alliances qu'elle a toujours neutralisé les dangers et que, sans l'Allemagne, aucune menace sérieuse ne peut naître au cœur de l'Europe. L'Angleterre elle-même, si obstinée qu'elle paraisse dans son retour d'insularité, ne saurait oublier les liens qui l'attachent au continent. Quelle nation est plus intéressée au maintien de la paix européenne que celle qui est à Reval, à Dantzig, à Constantinople ! La Grande-Bretagne est, à l'heure actuelle, la première des puissances continentales. Puisse-t-elle en convenir et elle aura tôt fait de comprendre que l'ordre véritable ne saurait naître de rivalités sans cesse entretenues, que spéculer sur l'anarchie c'est aller au cataclysme. Elle se rappellera aussi que le temps n'est plus où son isolement lui permettait de pousser l'expectative jusqu'à l'extrême limite de la prudence. Après l'avertissement des élections allemandes l'hésitation n'est plus permise. Il faut se hâter de préparer l'action vraiment solidaire de l'Europe par l'alliance européenne.

SAINT-BRICE.

LES LETTRES

LES NOVATEURS ET LE PUBLIC

Après ces cinq années de guerre, les « novateurs » pullulent. Seuls ont produit, de 1914 à 1919, quelques écrivains que l'âge n'appelait pas au combat, ceux qui étaient retenus à l'arrière par leur santé ou par leur prudence, et les très jeunes gens, encore collégiens, à peine étudiants. Puis, rendus à la liberté de leurs travaux, après la victoire, des hommes-enfants, poussés par l'avidité de rattraper le temps perdu, ayant franchi dans le carnage et les plus affreux désordres le cap de la vingtième année, se sont jetés, encore brûlants, enfiévrés, étourdis, presque sans réfléchir, sans même s'en rendre compte, sur ce qu'il y avait de plus extrême, de plus turbulent, dans le monde de l'art et de la pensée. Ce cubisme littéraire (qui n'a presque rien à voir avec le cubisme plastique), ce dadaïsme ne sont pas des maladies nationales. Elles se manifestent à la fois en Angleterre, en France, en Italie ; et, naturellement, en Allemagne, où, dit-on, le dadaïsme est né.

Certains veulent voir, dans cette généralisation du mal, son inquiétante gravité. Mais ne peut-on pas dire au contraire que la simultanéité de ces manifestations extrêmes est justement ce qui doit sauvegarder notre confiance en l'avenir? Toutes ces pauvres absurdités qu'on veut nous faire prendre au sérieux sont sans doute seulement l'expression passagère d'un délire collectif. Dire que la guerre est une maladie de l'humanité, voilà une vérité bien plate : un malade

est tant bien que mal remis sur pied, mais il titube, il chancelle, et, la cervelle à l'envers, voit devant lui non point les spectacles habituels et normaux de la nature, mais des mondes catastrophiques tout un univers chaotique et informe où roulent et se heurtent des sphères, où s'enchevêtrent des monstres, des anneaux, mille formes indéfinies, parmi lesquelles les cubes abondent. Qui n'a pas connu ces cauchemars éveillés, après une grande épreuve physique? Ils ont ceci de fâcheux qu'ils ne vous privent pas de votre lucidité ; mais cette lucidité est employée à contre-sens ; elle est sa propre ennemie. Et n'est-ce pas au nom de l'esprit, au nom de l'intelligence pure que ces malheureux annoncent souvent leur art nouveau?

La confusion littéraire est sous la dépendance de la confusion sociale que la guerre ne pouvait pas ne point susciter. Laissons aux mois, aux années, le temps de boire ce grand déluge. Employons-nous, dans la mesure de nos forces, à assécher, à drainer notre patrimoine submergé. Rien n'est perdu, puisque les cataractes du ciel ont cessé de crouler sur nous. Disons même que, lorsque les eaux se seront retirées, elles laisseront ici et là des terrains d'alluvions où croîtront et fleuriront probablement quelques plantes nouvelles, nourries par le fumier formé par un tas de petites plantes mortes qui n'auraient jamais eu la force de prospérer. Mais il ne sera pas difficile de découvrir que ces plantes nouvelles ne sont pas tombées là, si l'on peut dire, comme des aérolithes. Après un rapide et honnête examen, il sera évident qu'un Guillaume Apollinaire, par exemple, n'était qu'un « passéiste » déguisé, lequel, au milieu d'une troupe d'ignorants et de singes, possédait une culture très étendue, très profonde. Imaginez le *Bestiaire d'Orphée* sans Maurice Scève, sans certains de ces poëtes que Gautier eut si grand tort de nommer « les Grotesques ». Quand il ne s'amusait pas à se moquer de lui-même et de nous (en griffonnant des vers qui sont à la poésie ce que sont au dessin ces croquis exécutés dans de longues soirées d'hiver au café du Commerce avec des allumettes carbonisées et des fonds de tasses de café), Apollinaire pourrait faire un peu songer à Baudelaire : même goût de l'étrange, uni au même goût de l'érudition et relevé par lui. Les curiosités d'Apollinaire étaient surtout cérébrales, il ne connut sans doute jamais ces inquiétudes intérieures qui donnent aux poëmes de Baudelaire leur accent déchirant.

Un poëte qui a reçu et qui fait fructifier de grands héritages, l'un de ceux qui plongent les racines de leur art dans le cœur même de

notre terre, M. Paul Valéry, disait un jour devant nous : « Ce qui fait durer les véritables novateurs, c'est ce qui paraissait le moins nouveau dans leur œuvre au moment de sa nouveauté. » Et le même écrivain nous donne ce conseil : « ...Le temps se charge assez vite de répondre par l'oubli d'une œuvre à l'oubli des règles les plus simples de la psychologie appliquée. Nous sommes donc intéressés à calculer nos hardiesses et nos prudences aussi correctement que nous le pouvons (1). »

Mais comment demander à des jeunes gens qui commencent de travailler dans des conditions tout à fait spéciales, de posséder cette réflexion et cette sagesse? Imaginez-le, ce garçon de vingt-cinq ans, qui sortait du lycée au moment où la guerre éclatait. Il a été livré pour le salut de son pays à des instincts que la vie normale, la vie du temps de paix, enseigne à surmonter, à cacher, à détruire ; il a vu des choses et participé à des événements qui ont fait de lui, à beaucoup d'égards, un homme convaincu et résolu ; mais il garde en lui bien des éléments de l'adolescence, même de l'enfance, ceux qui ne se tranforment et ne s'ordonnent que par l'étude et par l'expérience, double et lent passage que, pour entrer dans la vie, il n'a pas franchi.

*
* *

Il semble que la tâche de la critique devrait être d'aider, de secourir, de diriger ces jeunes gens. Au lieu de cela, la plupart des critiques, eux aussi troublés par la guerre, désorientés, affairés, inquiets, se laissent séduire par les plus grossières apparences, et s'abandonnent à une démagogie dont les bénéficiaires sont les premiers à s'amuser. A cette incompréhension, à cette transformation du devoir professionnel, il y a plusieurs raisons ; aucune d'elles n'est une grande, une noble raison.

L'une, et qui n'est pas la plus sérieuse, est l'importance chaque jour grandissante prise par « la presse d'information ». Une nouveauté littéraire n'est plus jugée sur sa qualité, mais sur son retentissement. Il a fallu mettre « prix Goncourt » sur les remarquables volumes de M. Marcel Proust pour que ceux-ci fussent remarqués. Une accusation de plagiat a « nourri » la vente de *l'Atlantide*. La chance veut qu'un beau livre comme *les Croix de bois* obtienne un prix ; aussitôt

(1) Préface de M. Paul Valéry au volume de M. Lucien Fabre : *Connaissance de la déesse*. (Société littéraire de France.)

on en parle, mais le public continue d'ignorer un livre sur la guerre comme *le Cabaret* d'Alexandre Arnoux, qui n'est pas moins beau que le livre primé.

Cette publicité accidentelle fait le succès matériel des œuvres, qu'elles soient écrites, peintes ou sculptées. L'exhibition est un autre vieux moyen bien connu des gens pressés et des gens adroits. Qu'est-ce qui compte dans le dadaïsme? Ses manifestes. Et quelle est la mesure du succès entre le premier livre de M. Jean Cocteau, écrit pour lui-même, et l'importance donnée par la critique au *Potomak*, où la personne de l'auteur déborde sur l'œuvre au point d'en faire une défense, une apologie?

Mais les ressources de l'exhibition pure et simple ne seraient pas efficaces si l'on n'y ajoutait point les rusés bénéfices de l'innovation.

L'un des meilleurs procédés du novateur est la confusion des genres. Par exemple, on emploiera les mots comme si les mots étaient des couleurs ; l'on créera une sorte d'impressionnisme littéraire. Ou bien on bouleversera la typographie ; on supprimera la ponctuation ; on imprimera exprès des fautes d'orthographe. Innovations purement extérieures et pittoresques, qui sont les attraits de la parade, les aguichements du badaud. S'il y a une œuvre derrière ces excentricités, on ne s'en soucie pas.

Une anecdote bien caractéristique est celle qui nous est contée avec une malicieuse innocence dans le premier numéro d'une petite revue intitulée *le Coq*. Les collaborateurs du *Coq*, jusqu'à présent, célébraient « la vie moderne », c'est-à-dire les locomotives et les cinémas, les bars américains, les music-hall, et, sans qu'on sache trop pourquoi, cette charmante vieille chose qu'est le cirque. Or, en rendant compte de l'ingénieux *Bœuf sur le toit*, M. Henry Bidou, esprit clairvoyant, comme on sait, a écrit : « Le bar américain, le tango et le tatouage maori sont à notre temps ce que le clair de lune, les tours en ruines et la viole du troubadour furent au romantisme : on n'en voit aucun souvenir dans les grandes œuvres romantiques. » Aussitôt, apercevant que leurs thèmes favoris ont non seulement perdu leur élément de surprise mais également leur élément de durée, les écrivains et les artistes de ce groupe annoncent qu'ils plantent là ces thèmes, qu'il ne s'agit plus de « modernisme », et qu'on peut « se permettre de respirer une rose ». L'inquiétude est le commencement de la sagesse. La poésie des novateurs n'est donc plus une poésie

emportée sur le ballast, courant avec un grand express; elle souffle un peu, maintenant, entre un tournesol et un arrosoir, dans le jardin du garde-barrière.

Il se peut que ces soudaines églogues soient en effet, comme on nous le promet, « des chefs-d'œuvre de clarté, de grâce et d'équilibre » ; nous n'en serions pas surpris, car voici longtemps que nous le savons : M. Cocteau vaut mieux que le bruit qui se fait autour de son nom. Toujours est-il que ces incessantes figures de quadrille gagneraient à être moins fréquentes, et que le rôle d'un vrai poëte n'est pas de vivre au sommet d'une tourelle, au-dessus de la rose des vents.

M. René Bizet écrit, dans un excellent article de *Comœdia*, qu'il intitule « la Queue du chien » : « S'il suffit de se promener nu dans les rues de Paris en hurlant quelques onomatopées pour décider nos critiques à découvrir la littérature..., renoncez à écrire, vous tous qui ne savez pas couper la queue de votre chien. » Autrefois l'on craignait d'être dupe en gardant son sérieux devant des œuvres que l'on jugeait ridicules ou incompréhensibles ; maintenant les rôles sont renversés, et l'on est prêt à tout comprendre, à tout prendre au sérieux. Là intervient un point de vue commercial. Une œuvre qui a une valeur marchande ne peut pas décemment faire rire un public de bourgeois déguisés en amateurs. Si Manet, de son vivant, s'était « vendu » aussi cher que Bouguereau et Meissonier, n'en doutez pas, Manet n'eût pas attendu si longtemps l'établissement de sa gloire. Pour bien des gens, Degas n'est un grand peintre que depuis qu'il se vend plus cher que Prud'hon. De même, certains écrivains d'avant-garde, les libraires vous le diront, ne se vendent pas en éditions ordinaires. Mais les séries sur papier de luxe, à tirage restreint, et naturellement les éditions « princeps », atteignent des prix qui eussent jadis permis à Delacroix d'aller passer trois mois en Italie. Il y a une cote des lettres et une cote des arts, comme il y a une cote de la Bourse. Remarquant que ceux qui achetèrent voici trente ans les premières plaquettes de Rimbaud et de Laforgue, de Mallarmé et de Verlaine, avaient fait, comme disent les notaires, « des placements de père de famille », les amateurs d'aujourd'hui, raisonnant d'une manière un peu simple, achètent tous les livres rares de tous les écrivains d'avant-garde, en songeant : « J'arrondirai la dot de Fernande, plus tard, en vendant ces Max Jacob, ces Picabia, ces Soupault, etc. » Comme dans toute spéculation, il y a là un risque. On court ce risque d'autant plus allégrement que l'hésitation n'est pas

permise. Une société d'édition n'oblige-t-elle pas à acheter tous les livres qu'elle publie, ou aucun? Il paraît que la liste de souscription est depuis longtemps close. L'habileté de cette société est tout à fait louable. Mais cette docilité du public est un signe des temps. Dans le dernier numéro de la *Nouvelle Revue Française*, un poëte qui est aussi l'un des esprits critiques les plus libres et les plus d'aplomb de ce temps, M. Roger Allard, écrivait : « L'esprit d'avant-garde devient de plus en plus la forme agissante de l'ignorance moyenne. » La vulgarisation des lettres se fait aujourd'hui aussi rapidement que la vulgarisation des modes. S'il y avait un « rayon de littérature » aux Galeries Lafayette, on y verrait bientôt, non pas les œuvres d'un Maurras ou d'un Loti, d'un France ou d'un André Gide, mais les « ersatz » de ces petits opuscules qui sont eux-mêmes des « ersatz » du *Coup de Dés*, et que l'on y remplacerait tous les trois mois, selon le goût du jour,comme on remplace « la marchandise » au rayon des blouses et au rayon des chapeaux.

JEAN-LOUIS VAUDOYER.

Joseph Bédier.

On peut dire que l'élection de M. Joseph Bédier à l'Académie fait entrer dans la Compagnie la science française, c'est-à-dire la conception humaine de la philologie et de l'histoire littéraire : le sens du réel et des faits éclairé, vivifié par le goût de l'intelligence. Rien là d'inouï, sans doute, c'est la restauration tant attendue de la méthode des grands humanistes du seizième siècle, des érudits et écrivains qui les suivirent aux dix-septième et dix-huitième. Mais, rien de moins que la restitution de l'intelligence appliquée à son objet et le dominant.

Le mérite de M. Bédier est d'avoir retrouvé cette méthode par l'étude de ce que l'histoire littéraire présente de plus délicats problèmes : les origines de la littérature populaire, épique ou satirique, nos fabliaux et nos chansons de geste. Avant lui, le domaine de la philologie française, aux mains même des Gaston Pâris et des Léon Gautier, vivait sous l'empire des méthodes et de l'esprit germaniques. Frédéric-Auguste Wolf, Jacob Grimm et Max Müller avaient réussi à imposer à la science cette idée que l'œuvre littéraire a ses racines dans l'instinct populaire, qu'elle y prend naissance spontanément et s'y élabore par un processus inconscient et mystérieux, qui ne laisse

plus, au premier écrivain qui en recueille la matière toute faite, que le rôle de rhapsode et d'éditeur.

Ainsi s'étaient formés, au dire de Wolf, les poèmes homériques, ainsi, au dire de Grimm ou de Müller, les contes populaires, ainsi encore l'*Histoire poétique de Charlemagne*, suivant l'opinion de Gaston Pâris.

Cette thèse consacrait la soumission de l'homme intellectuel à l'instinct grégaire, à l'obscure poussée d'une révélation préhistorique.

C'est la France, c'est la science française qui devait réagir contre la servitude au principe d'autorité, si étrangement retourné, non point par la construction d'un système opposé, fabriqué de toutes pièces dans l'entendement métaphysique, mais par l'observation des faits, par l'étude des conditions où ces faits se sont produits, par l'application enfin aux données ainsi obtenues, de l'intelligence générale de la vie et de l'expérience littéraire.

Au moment où M. Victor Bérard restituait, dans ses *Phéniciens et l'Odyssée*, les poèmes homériques, à un auteur informé et conscient du plan de son œuvre, M. Bédier, en lisant les textes de nos chansons de geste, en les replaçant dans les circonstances historiques et économiques au milieu desquelles ils apparaissent, retrouvait, sans l'avoir cherchée, la véritable loi de la formation de nos *Légendes épiques*.

Avec tous les critiques, il tenait jusqu'alors pour admis que Charlemagne, que Guillaume d'Orange, sitôt leur mort, avaient été l'objet d'une légende populaire, bientôt concrétisée dans des chants lyrico-épiques, dans des cantilènes orales qui, développées par voie de remaniements et de contaminations successifs, tout le long du dixième siècle, avaient enfin donné naissance, à la fin du onzième et au douzième, à ces chansons de geste que Léon Gautier voulait rendre à nouveau populaires au dix-neuvième.

Le jour vint où M. Bédier dut, pour son usage personnel, vérifier cette doctrine. Il le fit sans préjugé qui y fût contraire, mais pour aboutir bientôt à la conclusion qu'elle ne reposait que sur des hypothèses sans consistance.

De tradition littéraire continue antérieure au onzième siècle, aucune raison sérieuse de croire à leur existence réelle ; mais, à l'origine de chacune des « branches » de la légende carolingienne, branche de Roland, branche de Guillaume, branche de Girart de Roussillon, branche d'Ogier de Danemark, que rencontre toujours l'investigation personnelle du savant? Un sanctuaire, un pèlerinage : Saint-Michel-au-Péril-de-la-Mer pour Roland, Saint-Guilhem-du-Désert pour Guillaume, la Madeleine de Vézelay pour Girart, Saint-Faron de Meaux pour Ogier.

Quel trait commun à ces conclusions diverses, mais analogues? Que la vie ecclésiastique épanouie dans ses monastères, ses pèlerinages, ses grandes fêtes religieuses qui attirent un grand concours de peuple, semble avoir été le milieu où se sont formées nos légendes épiques et formulées nos chansons de geste. L'Église, refuge, à l'époque féodale, des lettres, de l'histoire et de l'art même de l'écriture, serait donc le berceau des chansons de geste.

Voilà ce que disent la géographie et les coutumes.

Et l'histoire, que dit-elle?

« L'idée qui domine les plus belles chansons du cycle du roi, dit M. Bédier, c'est que Charles et ses barons sont les héros et les martyrs d'une croisade sans fin contre les Sarrasins. Ce n'est pas vrai historiquement ; mais ce qui l'est, c'est que l'ardeur de la croisade contre les Sarrasins, Sarrasins d'Espagne ou de Palestine, a rempli le cœur et la vie des hommes au onzième et au douzième siècle. L'idée qui domine les chansons du cycle de Guillaume, c'est que le vieil Aymeri, ses fils, ses petits-fils se dévouent de génération en génération pour défendre la terre chrétienne et pour soutenir le roi de France, et qu'ils rivalisent entre eux d'héroïsme par orgueil de leur lignage ; ce n'est pas vrai historiquement, rien de tel ne s'étant passé aux temps de Charlemagne et de Louis le Pieux. Mais ce qui est vrai historiquement, c'est qu'au onzième et au douzième siècle se développèrent les belles idées d'honneur chevaleresque, de dévouement au roi de France, de solidarité et d'émulation familiale, qui inspirent et soutiennent les romans du cycle de Guillaume. »

Ainsi le milieu ecclésiastique, qui aurait présidé à la fixation locale des traditions épiques, semble bien aussi leur avoir imprimé leur plus profond caractère. Ce sont les sentiments et les idées qu'ils éprouvaient eux-mêmes et qu'ils propageaient chez les nobles et dans le peuple, que les clercs ont ainsi projetés dans le passé carolingien, mis par eux en œuvre dans les chansons de geste.

Œuvres de clercs, nos chansons de geste dépouillent ainsi le caractère mythique dont la « science allemande » les avait affublées jusque dans notre esprit. Œuvres de clercs, c'est-à-dire de tout ce qu'il y avait d'érudits et d'écrivains au onzième siècle, nos chansons de geste reprennent dans notre histoire la physionomie nationale, qu'elles n'eussent pas dû quitter, d'œuvre de civilisation, d'œuvre savante, d'œuvre littéraire, en un mot le caractère concret et personnel de toute production de l'intelligence humaine (1).

(1) C'est ce même trait de personnalité que M. Bédier a restitué, d'autre part, mais d'une autre façon, aux fablieux, et que Georges Doucieux, dès la fin du dernier siècle, a si bien su rendre aux chansons populaires.

Ce caractère concret et personnel, qui est inhérent à la méthode de M. Bédier, fait un trait essentiel de l'esprit français. C'est en ce sens que doit s'entendre le mot de « science française » prononcé en tête de ces lignes. Rien n'est plus opposé à la conception métaphysique des origines des choses où se complaît l'esprit germanique. Pour la science allemande, révéler ces origines, c'est proprement les revoiler, les recouvrir d'un nimbe nouveau. Pour la science française, c'est leur restituer leur physionomie humaine.

Durant la guerre, M. Joseph Bédier a su rendre les plus beaux services à la dignité française : son *Appel aux nations civilisées*, ses livres sur *les Crimes de l'Allemagne* et *l'Effort français*, sûrs et médités comme ses études critiques, ont établi à la face du monde la vraie figure de la France et la hideuse erreur de l'Allemagne.

Je n'en persiste pas moins à penser que ses *Fabliaux* et ses *Légendes épiques* restent les plus beaux de ces services : leurs conclusions, que la modestie de M. Bedier se défend de formuler dogmatiquement, furent, à la veille de la guerre, une première victoire sur la barbarie intellectuelle.

Henri Longnon.

Edmond Jaloux.

Son œuvre, une quinzaine de volumes la composent, où s'atteste un art subtil, fort et pénétrant, habile à scruter les cœurs, à épier le jeu des passions, à évoquer l'apparence changeante des jours. Elle manifeste d'abord la curiosité attentive de son auteur, le plaisir qu'il prend à observer les figures variées des gens et de la terre, bonshommes plaisants et pittoresques, paysages magnifiques ou charmants. Nous conduisant tour à tour dans la campagne et les villes de Provence, les jardins de Grenade, les palais de Venise, elle y suscite toutes sortes d'individus originaux, fixés dans leurs attitudes, leurs gestes, leurs manies, et dont s'amuse notre souvenir.

Mais le spectacle n'est pas sans mélancolie, de ces êtres qui surgissent et s'effacent, comme des ombres sur le fond de la vie. Edmond Jaloux et ses personnages subissent, comme une obsession, la fuite du temps insaisissable qui détruit tout et se jette dans la mort. Ils écoutent les minutes périr. Et ainsi, dans le regret éperdu de leur jeunesse, sont-ils dominés par ce sentiment noble et désenchanté qu'ignorent tous les utopistes et apôtres des temps nouveaux : le culte du passé. Autour de leur enfance, autour des lettres anciennes ou de vieux bibelots, ils rêvent délicieusement à ce qui n'est plus.

Et pour grand souci, pour thème de leurs réflexions, pour raison d'agir, la plupart d'entre eux ont l'amour. C'est par lui qu'ils veulent s'évader de la réalité qui les enserre et tenter d'assouvir l'ambition qui les soulève, l'ambition de l'absolu. Presque tous les livres de Jaloux nous montrent des êtres qui, pour atteindre l'amour, se débattent contre la vie : jeunes filles qu'oppriment les conventions sociales, comme Virginie Pioutte, Calixte Aigrefeuille, Charlotte de Giscours (*les Sangsues*, *Fumées dans la campagne*, *l'Incertaine*) ; femmes prisonnières de mariages odieux comme Mme Meissirel et Marthe Hérouin (*le Reste est silence*, *l'Eventail de crêpe*) ; amants sur qui pèse une hérédité inéluctable, comme René Delville et Roger de Cabre (*l'École des mariages*, *le Jeune Homme au masque*).

Mais, ce qui limite l'amour, ce ne sont pas seulement les préjugés, les lois, les intérêts. La pensée d'Edmond Jaloux est autrement profonde — et douloureuse. Il peut advenir, à deux êtres privilégiés par le destin, qu'aucune entrave ne gêne plus leur passion. Même alors, captifs qu'ils sont de la condition éternelle des hommes, ils ne peuvent trouver, au fond des félicités de l'amour, que la plus cruelle déception.

Car, dans l'amour, deux êtres veulent se fondre en un, se donner tout entiers l'un à l'autre. Comme disait Louise Labé : « Amour cherche union de soi avec la chose aimée, qui est bien le plus fol désir du monde... Alléguez-moi des branches d'arbres qui s'unissent ensemble... Si ne trouverez-vous point que deux hommes soient jamais devenus en un. » Les âmes sont irréductibles et incommunicables ; aucune ne livre son mystère ; et entre deux amants que plus rien ne sépare, il y a encore l'infini. C'est là l'idée que dégagent toutes les amours que Jaloux raconte : la solitude à laquelle est condamné l'être humain.

Et ainsi, tout ornée d'élégances, de sourires et de fêtes, toute frémissante de voluptés, cette œuvre n'en est pas moins d'une tristesse âpre et vraie. Par un soir d'automne, dans un parc embaumé où soupirent des flûtes et jasent des jets d'eaux, des personnages masqués vont et viennent, gentilshommes courtois et femmes adorables ; ils s'appellent, s'abordent, essayent de se reconnaître, mais, sans y réussir, s'éloignent et se dispersent dans la nuit. Telle est à peu près l'image qu'Edmond Jaloux, me semble-t-il, nous offre de la vie et de la destinée.

René de Planhol.

L'HISTOIRE

LE CENTENAIRE DE VERGENNES

M. DE NOLHAC prononçait naguère à Dijon une conférence à l'occasion du deuxième centenaire de la naissance de Vergennes. C'est, en effet, dans cette ville qu'est né, le 29 décembre 1719, l'un de nos plus grands ministres des Affaires étrangères et le véritable auteur, avec Louis XVI, de l'indépendance américaine. Qu'une telle date ait pu passer presque dans le silence et n'ait été l'objet que d'une commémoration due à l'initiative privée, et qui, malgré la personnalité de l'orateur, resta isolée, c'est un des scandales de notre temps. Mais pour l'opinion courante, que n'ont pu réformer encore les travaux les plus récents et les plus solides de la science historique, la participation de la France à l'indépendance des États-Unis se résume dans le nom de La Fayette. Elle aurait été déterminée par l'initiative de ce jeune officier, agité par l'amour de la gloire et le désir de libérer un peuple opprimé. Bon gré mal gré, le gouvernement royal aurait suivi. Elle serait ainsi l'œuvre d'un mouvement du cœur, alors que, bien au contraire, préparée par quinze années d'attention aux événements des colonies anglaises ; servie par la réorganisation de la Marine, les réformes de l'armée, de sa technique et de son matériel ; remise dix fois en délibération et accompagnée des négociations les plus difficiles, cette intervention fut au plus haut point l'œuvre de la sagesse politique et se présenta entourée de toutes les précautions qu'elle enseigne.

Ne retirons pas assurément au marquis de La Fayette ce qui lui appartient. Ce jeune gentilhomme français survenait au milieu des milices de la Nouvelle-Angleterre et de la Virginie qui, depuis tantôt un siècle, luttaient contre nous sur les bords de la rivière Richelieu ou dans les défilés des Alléghanys et haïssaient le nom français. Par sa bonne grâce, il dissipa beaucoup de préventions et il aida à la conclusion de l'alliance. Mais, à Vergennes, restituons son bien qui est d'un ordre supérieur et restituons-le lui comme il l'entendait. L'indépendance de l'Amérique anglaise, si elle est son œuvre, n'est point toute son œuvre. Elle y prend sa place, non point comme un but en soi, mais je dirais plutôt comme un moyen.

Au delà de l'Atlantique, ce qu'il recherchait, c'était le rétablissement du prestige de la France diminué quinze années auparavant et l'affermissement d'un équilibre général, alors gravement menacé par l'impérialisme maritime de la Grande-Bretagne. Mais l'alliance une fois consentie fut conduite avec ce savoir-vivre que les hommes d'alors étendaient tout naturellement de leur vie de chaque jour à la vie publique ; même en politique, ils savaient ne pas tout voir. L'alliance ainsi entendue fut menée à son but avec une honnêteté et une fidélité scrupuleuses qui peuvent servir de modèle dans tous les temps.

Notre collaborateur, M. Hennet de Goutel, durant la guerre, dans une brochure : *Vergennes et Wilson*, a tenté de rompre le silence général. C'était une action bonne et utile. Cette brochure, qui s'ouvre par la reproduction d'un beau portrait de Vergennes, peut se lire toujours avec plaisir et avec fruit. Mais M. Hennet de Goutel avait le tort d'établir entre la politique du président actuel des États-Unis et celle du ministre de Louis XVI un rapprochement qui ne repose que sur des ressemblances tout extérieures et formelles. C'était par trop sacrifier à l'engoûment d'un jour. Je crois que l'auteur en est aujourd'hui convaincu plus que personne.

Déjà en 1885, Auguste Geffroy, dans le volume du *Recueil des instructions aux ambassadeurs* consacré à la Suède, déplorait que nous ne possédions pas encore un ouvrage d'ensemble sur la vie et l'œuvre de Vergennes. Cette lacune eût été comblée, disait-il, sans la mort de M. Gaston de Bourge, apparenté à la famille de Vergennes, qui préparait cet ouvrage d'après les archives des Affaires étrangères et des archives privées. Trois ans après, la *Revue des Questions historiques* nous donnait un fragment de cette œuvre inter-

rompue. C'est tout à fait le ton de la grande histoire et on ne peut que regretter qu'on s'en soit tenu là. Plus tard, nous avons eu les deux livres de M. Bonneville de Marsangy, l'un sur l'ambassade de Constantinople, l'autre sur l'ambassade de Suède. Ils sont intéressants, consciencieux et bien documentés, mais laissent voir quelque inexpérience de l'histoire générale. M. Bonneville de Marsangy ne nous dit pas s'il entend continuer l'œuvre de M. de Bourge et ne paraît pas avoir utilisé d'archives privées. M. Henri Doniol, dans son ouvrage monumental et vraiment remarquable, l'*Histoire de la participation de la France à l'établissement des Etats-Unis*, malgré ses passions de vieux républicain a rendu complète justice à Louis XVI et à son ministre. Enfin ce même M. Doniol, dans un petit volume : *Politiques d'autrefois, le comte de Vergennes et Hennin*, écrit d'après les papiers d'Hennin, premier commis des Affaires étrangères et principal collaborateur de Vergennes, — qui sont conservés à la bibliothèque de l'Institut, — a ajouté quelques traits à la figure du ministre.

Voilà tout ce que nous avons aujourd'hui sur Vergennes. C'est beaucoup au premier abord, mais c'est en réalité très peu. C'est très peu parce que ce ne sont que des études sans lien entre elles et qui laissent ainsi plusieurs questions dans l'ombre. C'est très peu encore au point de vue de la diffusion de la vérité historique, parce que le plus important de ces ouvrages, celui de M. Doniol, se compose de cinq volumes *in-folio*, ne se trouve pas partout et est d'une lecture peu facile. On comprend difficilement que les héritiers du nom de Vergennes, que les détenteurs des papiers de M. de Bourge n'aient point encore mis au jour les richesses qu'ils possèdent et servi tout à la fois l'illustration de leur famille et la connaissance de notre histoire.

Il y a place encore pour plusieurs études sur Vergennes et appelant des sortes d'esprits assez différents : des travaux de première main et aussi un travail d'ensemble, un *essai* qui fixerait la figure et l'œuvre et nous donnerait un tableau de toute la politique étrangère de l'Ancien Régime à son déclin.

Charles Gravier de Vergennes était d'une famille bourguignonne, anoblie récemment par les offices de judicature. Son père appartenait à la Chambre des comptes de Dijon. Il sortait donc, à quelques nuances près, de ce même milieu qui avait donné aux ducs les Rollin, aux rois les Jeannin. Mais pour les Rollin et les Jeannin, l'illustration

était venue tandis qu'ils parfaisaient leur ascension ; pour les Gravier, elle n'allait venir qu'après qu'un ou deux échelons de plus auraient été franchis et l'ascension tout à fait terminée par l'accession à la noblesse.

Le jeune Vergennes avait comme oncle à la mode de Bretagne, Chavigny qui fut le diplomate à tout faire du gouvernement français pendant la première moitié du dix-huitième siècle. A vingt ans, il le suivit à Lisbonne d'abord, à Francfort ensuite auprès de Charles VII, l'empereur malheureux de la guerre de Succession d'Autriche. Le maître était bon, car Chavigny connaissait tous les secrets de l'Europe et partout où il s'était trouvé quelque affaire difficile à régler on l'y avait envoyé. Les lieux d'apprentissage n'étaient pas mauvais non plus ; à Lisbonne, Vergennes se trouvait en pays de protectorat britannique et pouvait suivre les procédés mi-commerciaux, mi-politiques que l'Angleterre utilisait alors pour étendre son empire. Il pouvait aussi, par suite des démêlés continuels du Portugal avec l'Espagne, étudier quelques-uns des effets de notre union intime avec cette dernière puissance. A Francfort, il se trouvait au centre de toutes les intrigues allemandes. Il devait bientôt approfondir davantage encore les affaires allemandes lorsque, Chavigny ayant été nommé ambassadeur à Venise, ce qui était considéré comme une manière de retraite, il fut nommé chargé d'affaires à Trèves, et de là envoyé à Hanovre. Il s'y tenait une sorte de congrès où l'on discutait une importante affaire : fallait-il ou ne fallait-il pas élire l'archiduc Joseph roi des Romains? On invoquait beaucoup de précédents et toutes les affaires allemandes étaient ainsi : mi-juridiques et mi-politiques.

Enfin, en 1755, il était envoyé à Constantinople ; en 1771, en Suède, où il resta jusqu'à l'avènement de Louis XVI, qui l'appela à la direction des Affaires étrangères. A Constantinople, il s'était appliqué à faire admettre par les Turcs le renversement des alliances. Malgré ses efforts, ils en restèrent toujours quelque peu choqués. « Au moins cette république-là, disait le Grand-Vizir à M. de Choiseul-Gouffier en 1792, n'épousera pas d'archiduchesses. » Elle n'en a pas épousé, en effet, mais le Grand-Vizir n'y a rien gagné. A Stockholm, il avait réalisé une des plus belles opérations de la politique française en aidant Gustave III à ressaisir la plénitude du pouvoir monarchique. Ainsi notre vieille alliée, victime depuis longtemps des dissensions des partis, pouvait sauver son indépendance et tenir de

nouveau son rôle en Europe. En Suède comme en Turquie, il avait eu à combattre la politique de la Russie qui, de compte à demi avec la Prusse, depuis le début du siècle, essayait de faire de l'Europe un coupe-gorge.

Il est difficile d'imaginer une préparation plus complète. De Lisbonne à Stockholm et de Hanovre à Constantinople, il avait étudié sur place toutes les difficultés de la politique d'alors et éprouvé toutes les pièces de ce système de l'équilibre « qui fait, disait-il, qu'on ne peut tirer un coup de fusil dans une des extrémités de l'Europe sans qu'il retentisse aussitôt à l'autre ». C'est cette interdépendance de toutes les questions entre elles qui paraît avoir sans cesse dominé son esprit : il ne pouvait entendre parler d'une convoitise nouvelle, sans s'appliquer à faire « sentir la chaîne qui liait le plus petit village à l'ensemble des possessions de l'univers ».

A peine installé à Versailles, l'expérience ainsi acquise se manifeste. D'abord, dans le Mémoire au roi du 8 décembre 1774 où s'affirme, par opposition à la politique de brigandage de la Russie et de la Prusse, la politique de l'honnêteté. Ce n'est point l'honnêteté de la duperie ou de la faiblesse, mais celle d'une nation forte qui, maîtresse d'elle-même, sait se tracer ses propres limites. Puis, dans l'instruction au baron de Breteuil partant pour l'ambassade de Vienne. Rédigée avec quelle conscience ! On en a la minute, surchargée de corrections et de ratures de la main du ministre ; avant d'être signée par le roi, elle fut encore remaniée et les diverses parties interverties. Tous les éléments de notre système politique sont analysés et critiqués. Le Pacte de famille, base de notre politique, y est magnifiquement défini : « Fondé sur les liens les plus indissolubles du sang, de l'amitié et de l'intérêt politique..., il établit une indivisibilité de vues et de conduite qui remplit admirablement le double objet d'opposer à la marine anglaise des forces supérieures dans les forces réunies des deux monarchies, et de tempérer le penchant que l'Angleterre a d'attaquer la France par sa répugnance à rompre avec l'Espagne. » L'alliance autrichienne, bien conçue mais jusqu'alors mal appliquée, y est enfin mise au point.

C'est devant un roi et un ministre, forts d'une doctrine si cohérente et si hautement soucieux de leurs devoirs, que se présentait la question de l'indépendance des colonies anglaises. Déjà Choiseul s'y était intéressé. Il y a plus de cinquante ans, Cornélis de Witt, en appendice de son livre sur Jefferson, a publié sa correspondance sur ce sujet

avec notre ambassadeur à Londres dès les premières années qui suivirent la guerre de Sept Ans. Quelque temps après, il envoyait enquêter sur place le lieutenant-colonel Kalb, un de ces nombreux officiers allemands au service de la France. Il avait fallu, pour seulement admettre la pensée de soutenir les colonies, faire un sacrifice, et, après avoir renoncé au Canada sur le parchemin, y renoncer encore dans notre cœur ; les colons ne se brouillaient en effet avec la métropole que parce que nous n'étions plus là, et, par la moindre tentative de revenir en Amérique pour notre propre compte, nous eussions immédiatement fait l'union contre nous.

Vergennes avait assez éprouvé dans les différentes questions européennes les conséquences de la perte de notre prestige, pour comprendre qu'il fallait, avant toutes choses, reconquérir ce prestige, et le reconquérir sur le peuple qui nous avait vaincus. Cela seul pourrait nous permettre de parler haut et ferme partout en Europe. Mais pour que notre intervention produisît tous ses effets et eût toutes les garanties de succès, il fallait que la France apparût à la tête de tout son système politique. De là ces retards, dus à de longs échanges de vues avec l'Espagne, mais qu'une opinion publique, brouillonne et frondeuse, interprétait comme des tergiversations inutiles. Ainsi raisonnent encore des historiens mal informés. L'Espagne hésitait et se méfiait. M. Doniol a été bien sévère pour elle et cela dépare son ouvrage. L'événement n'a que trop prouvé que ses hésitations étaient justifiées ; mais peut-être aussi ne l'eussent-elles jamais été si la Révolution n'avait bientôt bouleversé toutes les conditions politiques du monde.

Vergennes avait bien compris le mal de la monarchie française. Il avait voulu lui rendre le ressort moral. Mais il n'avait compris ce mal que dans l'ordre, après tout limité, qui était le sien. Il ne montait pas sur les plus hauts sommets et les lumières tout à fait divines de l'art politique ne l'illuminaient pas. Bientôt après la conclusion victorieuse de la guerre d'Amérique, la monarchie se replia sur elle-même, hypnotisée par ses difficultés intérieures et se laissa mourir. A côté du ministre des Affaires étrangères, il eût fallu d'autres Vergennes. Vénérons toujours la mémoire de ce grand ministre qui, avec ce qu'il savait et voyait, tenta de rendre confiance à une des plus vieilles institutions du monde et de sauver l'Europe de l'anarchie.

René de Marans.

Les influences françaises en Rhénanie à la veille de la Révolution.

Un Comité d'Études, présidé par M. Lavisse, et composé d'historiens, de géographes et de techniciens, vient de publier le résultat de ses travaux, — antérieurs au Congrès de la paix, — sur *l'Alsace-Lorraine et la frontière du Nord-Est.* Quelques pages y sont consacrées par M. Pfister à nos relations avec la Rhénanie avant 1789. Dans le premier chapitre de son livre sur *le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire*, M. Sagnac avait déjà fait un peu de lumière sur cette question si mal connue. De ces brèves études, comme des rares mémoires ou documents que nous possédons sur le sujet, on retire l'impression qu'il n'y avait en aucune façon, au dix-huitième siècle, entre la France et les pays rhénans, ce que nous appelons aujourd'hui une frontière : une ligne de poteaux et de bornes courant à travers les campagnes avec, de part et d'autre, des autorités distinctes, souvent ennemies ; marquant une brusque solution de continuité dans les rapports sociaux et politiques et une opposition plus ou moins aiguë des sentiments et des intérêts.

Pendant tout le dix-huitième siècle, on discuta pour savoir jusqu'où s'étendaient, au nord, la Lorraine et l'Alsace. Louis XV et Louis XVI signèrent, avec les princes rhénans, des conventions qui assuraient la liaison de Sarrelouis avec notre ligne de défense. Mais, en 1789, la France de l'Est restait parsemée d'enclaves rhénanes comme les comtés de Salm et de Saarwerden ; les princes allemands possessionnés en Alsace conservaient des droits sur le cinquième du pays, et la zone frontière était un véritable enchevêtrement de paroisses et de bailliages parfois contestés ou mi-parties.

La frontière ecclésiastique, mieux définie, ne correspondait pas, en général, aux limites territoriales. L'archevêque de Besançon comptait parmi ses suffragants l'évêque de Bâle, mais l'archevêque de Mayence restait métropolitain de Strasbourg. Le concordat germanique continuait à régler, en Alsace, la nomination aux bénéfices. Enfin, le régime de liberté à peu près complète dont jouissaient les protestants d'Alsace faisait de cette province comme une zone de transition entre la France catholique et les États rhénans, catholiques ou protestants.

Le système douanier favorisait les échanges commerciaux. L'Alsace et la Lorraine étaient, en effet, des provinces « à l'instar de

l'étranger effectif ». Les États voisins, bien qu'établis, souvent, à cheval sur le Rhin, disposaient, pour commercer avec elles, de voies plus nombreuses que vers l'Est ou le Nord, à une époque où le morcellement territorial empêchait l'établissement d'un système de routes cohérent.

Si jamais, dans les temps modernes, le mot de « marches » a pu être employé à juste titre, c'est bien à propos de nos pays alsaciens et lorrains, qui restaient, par leur autonomie relative, des zones de transition entre la plus vieille France et des régions moins pénétrées d'influences françaises.

L'absence d'une frontière précise, à la fois politique, ecclésiastique et économique, entre la France et le Saint Empire, ne pouvait que faciliter les relations entre voisins ; malgré la difficulté des transports, Français et Rhénans se connaissaient mieux, alors, qu'à la veille de la dernière guerre.

Les mouvements et les séjours de nos armées étaient plus fréquents en pays rhénan que partout ailleurs. Malgré les tristes souvenirs de 1689, les Rhénans ne semblent pas avoir vu, en général, les officiers et les soldats français d'un plus mauvais œil que les Francfortois contemporains du jeune Gœthe.

Les envoyés de la France, dans les petites cours rhénanes, vivaient en excellents termes avec les nobles et les bourgeois du lieu. Les princes s'entouraient souvent de conseillers et d'artistes français : l'électeur de Trèves avait pour ministre un certain La Roche, et le prince Charles de Deux-Ponts se montrait grand amateur de tableaux français. On apprenait le français dans les gymnases ; on aimait le parler, on lisait surtout des livres français. Aussi un archevêque de Mayence, Friedrich von Erthal, compte parmi les admirateurs de Voltaire et de Montesquieu. Le Mayençais Eckenmayer ne s'en va pas étudier les mathématiques à Vienne ou à Berlin, il s'attache à l'abbé La Caille, professeur au Collège de France. Et quand Gœthe songe à être professeur, c'est pour enseigner à Strasbourg. Dans les nouvelles Universités de Bonn et de Mayence, l'enseignement se fait en allemand, mais les maîtres sont pénétrés des idées de nos philosophes, et certains, comme Forster et Jean de Muller, seront les artisans de l'union avec la France.

Forster n'est pas le premier Rhénan notable qu'aient reçu les Parisiens : le palais actuel de la Légion d'honneur appartenait au prince de Salm-Kyrsbourg, qui remplit, pendant trente ans, le monde parisien de ses originalités, tandis que son cousin, Emmanuel de Salm (dont M. Brette a étudié, jadis, la correspondance), avait son hôtel rue de Grenelle.

En dehors de ces princes, — deux exemples entre vingt, — les Français recevaient souvent la visite de nobles ou de roturiers rhénans, officiers et soldats dans les huit régiments d'infanterie allemande au service de la France en 1789. Des Rhénans comme Wimpfen y coudoyaient des Alsaciens comme Kellermann. On pourrait reconstituer, avec les renseignements fournis par Fieffé dans son *Histoire des troupes étrangères au service de la France*, les longs itinéraires suivis par ces régiments rhénans, au dix-septième et au dix-huitième siècle, d'un bout à l'autre de notre pays, suivant que la guerre les appelait en Flandre ou en Franche-Comté, en Savoie ou en Espagne.

Mais ces régiments tenaient garnison en Alsace ou en Lorraine, et c'est là que les relations étaient les plus régulières et les plus intimes entre Rhénans et Français. Ils se rencontraient à la cour de Stanislas, à Lunéville, chez le duc de Wurtemberg, à Montbéliard, sur les bancs de l'Université luthérienne de Strasbourg, dans les hôtels et les boutiques de la rue Mercière. Des Rhénans, comme les Hanau-Lichtenberg et les Deux-Ponts, dont certains domaines se trouvaient en Alsace, vivaient de préférence à Strasbourg, — tel ce prince Maximilien-Joseph de Deux-Ponts, colonel du régiment d'Alsace, dont, en 1918, on a fait enlever le buste de la place Broglie, peut-être parce qu'il est mort roi de Bavière, par la grâce de Napoléon?

Ainsi les Français et les Rhénans entretenaient d'aimables relations de voisinage, les services qu'ils se rendaient affermissaient les liens d'une amitié dont l'utilité se manifestait à toute occasion.

Grâce à leur familiarité avec nos artistes et nos écrivains, les Rhénans profitaient, dans leur pays même, de la civilisation française ; en retour, ils nous apprenaient à connaître l'Allemagne.

A la cour palatine, à celle de Deux-Ponts, comme à la Diète de Ratisbonne, nos envoyés tenaient toujours le rôle de protecteurs des libertés germaniques. Nos subsides, notre appui diplomatique et militaire nous conservaient, sur les deux rives du Rhin, malgré des erreurs ou des oublis passagers, une clientèle assez fidèle.

Sûrs d'être protégés contre l'invasion des Prussiens ou des Impériaux par les armées françaises, les princes nous assuraient libre passage à travers leurs États, et nous remettaient, en cas de guerre, la garde de leurs forteresses. Tandis que la Prusse ne recrutait à Clèves aucun soldat, les Rhénans entraient en grand nombre dans nos régiments étrangers, imitant leurs ancêtres qui, du treizième au dix-septième siècle, nous avaient fourni tant de lansquenets et de reîtres. Au milieu du règne de Louis XV, ils formaient le plus gros contingent de notre infanterie allemande, qui comptait alors cinq cent vingt-cinq officiers et sept mille six cents soldats. Un chevalier

rhénan au service de la Prusse était une exception, à l'époque où un Maurice de Saxe, un Lowendahl, un Luckner commandaient des armées françaises. Nos Rhénans reconnaissaient parfois, dans la tranchée d'en face, un ami ou un parent aux gages de l'Empereur. Pareille mésaventure advint à un prince de Birkenfeld qui déclarait à Vendôme, au siège de Barcelone : « Je tiens d'autant plus à rester à mon poste que la brèche est défendue par les Allemands impériaux, commandés par mon cousin de Darmstadt. Je veux leur montrer que les Allemands de France savent faire leur devoir. » Mais, depuis le renversement des alliances, depuis surtout que la France avait comme reine une sœur de l'archevêque de Cologne, il n'était pas rare de voir un Rhénan quitter le service de Sa Majesté Apostolique pour celui du Roi Très Chrétien, et réciproquement.

Tolérante à l'extrême pour les coutumes, les croyances ou la langue de ces Allemands de France, la monarchie française ne cherchait pas à annexer violemment leurs pays ; elle se contentait d'y maintenir des influences déjà séculaires. On lui a parfois reproché d'avoir renoncé à la politique des frontières naturelles. Mais ne pouvait-on pas espérer, à une époque où il n'y avait pas de véritable État allemand, ni de patriotisme allemand, qu'un jour ou l'autre, ces Alsaces possibles demanderaient à lever les fragiles barrières qui les séparaient de la France?

« Les Rhénans, écrit M. Sagnac, n'avaient point l'idée d'une patrie allemande. Leur idéal, c'était la vie indépendante, dans un petit cadre politique. Ils jouissaient de l'autonomie la plus complète : l'Empereur était loin et faible. Ils se félicitaient, comme tous les Allemands, de cet état de choses... Les lettrés et les savants, Forster, Wedeking, Hofman, étaient moins des sujets allemands que des citoyens de l'univers. »

N'auraient-ils pas, d'eux-mêmes, demandé protection à la France, le jour où ils se seraient sentis menacés par la Prusse?

Entre ces « citoyens de l'univers » et les Français d'Alsace ou de Lorraine, la frontière était aussi incertaine, en 1789, que la limite des territoires. Pour la figurer sur une carte des civilisations, il faudrait la marquer en estompant les couleurs plutôt qu'en les opposant des deux côtés d'un mince liséré.

Pierre Waline.

LA PHILOSOPHIE

THÉORIE DU SUCCÈS

Lorsque nous eûmes quitté Théonas, Philonous poussa un soupir et me dit : — J'estime fort votre anachorète, et j'avoue que sa discipline intellectuelle ne paraît pas sans valeur. Peut-être même a-t-il raison dans le fond, avec toute son antiquaillerie philosophique. Mais il fait bien de rester dans sa solitude ; ses idées sont en dehors de la vie moderne, ni lui ni elles ne sauraient *réussir*. Tenez, en sa présence, je me sentais devenir irréel, comme si,

Dans un vieux parc solitaire et glacé,

une ombre évoquait pour moi le passé. Nous voici dans la rue, je commence à me retrouver moi-même. Douce odeur des autobus familiers, journaux du soir, cinémas, avions, — anges solides chers à Jean Cocteau, — tickets du métro, progrès de la science, revues dadaïstes, affiches cégétistes, vous me rendez le sentiment de ce concret qui est, comme dit William James, « la réalité la plus vénérable », objet de « la connaissance la plus vénérable ». Il nous faut une philosophie neuve, elle aussi, et conforme au moment présent. Le succès ne peut aller qu'à l'actuel.

— Reste à savoir, répondis-je, s'il n'y a pas deux sortes d'actualité. Ce qui est essentiellement dans le temps n'est actuel que par l'instant : tel le « concret » qui vous enchante, il n'est actuel qu'à la condition de changer. Mais ce qui est au-dessus du temps est actuel

sans changer. *Dieu*, a-t-on dit, *aime l'antique, et non pas le vieux;* ce n'est pas au passé comme tel que nous sommes attachés, à ce qui a passé, c'est à la substance éternelle élaborée par le passé, à ce qui ne passe pas.

Voyez l'Église. Comme Benson le notait si bien, beaucoup de bonnes gens s'indignent de l'insolente immutabilité de sa doctrine et de sa vie hiératique : quel défi au progrès ! Et les mêmes bonnes gens se scandalisent de la souplesse accidentée de son développement historique : quel manquement à l'absolu ! C'est qu'elle est actuelle au-dessus du changement, en tant que divine ; et qu'elle est actuelle dans le changement, en tant qu'humaine. Ainsi les montagnes vieillissent, mais l'Église est antique sans jamais vieillir.

Proportions gardées, disons, Philonous, qu'il en va de même pour l'intelligence et pour la sagesse. *Intellectus supra tempus.* Une philosophie qui n'est pas antique est tout de suite vieille. Si une philosophie est du moment présent *par sa substance et par ses principes*, ne voyez-vous pas que sa nouveauté, n'étant pas nouveauté d'accroissement, ou d'achèvement, mais nouveauté de génération dans le temps, est signe qu'inférieure à l'intelligence elle subit la loi de la matière? Il est vrai, d'autre part, que la philosophie est chose humaine ; elle est dans le temps par le sujet où elle réside. Il faut donc qu'elle soit du moment présent, *par son application au réel et par l'usage qu'on fait d'elle.* Sinon, vous avez raison de le dire, elle n'aura pas prise sur les hommes. Les scolastiques décadents du seizième et du dix-septième siècle ont gravement manqué à ce devoir d'actualité temporelle dans l'usage de leur sagesse, — ayant manqué d'ailleurs, pour la plupart, à l'actualité éternelle de la sagesse elle-même. Les scolastiques d'aujourd'hui n'ont pas l'intention d'y manquer. Pourtant la tâche leur est devenue singulièrement difficile, en un monde emporté tout entier vers une science à destination pratique, qui vise à épuiser le détail des phénomènes et du particulier, et qui asservit l'esprit au flux du temps...

— Vous voyez bien que les doctrines de votre ami Théonas n'ont aucune chance de succès. Vous avouez vous-même qu'elles ont contre elles une des plus fortes tendances de l'époque moderne.

— Elles ont contre elles, à ce compte-là, bien plus encore : une des plus fortes tendances de la nature humaine elle-même. Vous conviendrez que l'homme, par là même qu'il est un *animal raisonnable*, — le plus parfait des animaux et le plus imparfait des esprits, — est un

être en qui l'intelligence exerce malaisément sa primauté, et qu'une pente trop naturelle porte à chercher les idées faciles, à juger d'après son appétit, non d'après l'objet, bref à gâcher en lui la vie intellectuelle. Or le thomisme est difficile, et singulièrement exigeant en fait d'intellectualité. Quand on réfléchit aux contingences bizarres, et si éloignées de la pure intelligence, qui conditionnent du côté du public le succès d'une doctrine (et sur lesquelles il faut reconnaître au matérialisme historique d'un Georges Sorel le mérite d'avoir puissamment attiré l'attention), on est tenté de regarder comme fort extraordinaire la réussite parmi les hommes d'une pensée que le nom d'*angélique* qualifie trop exactement.

— Alors? vous m'accordez ce que je demandais, et au delà !

— Je ne vous accorde rien du tout. Il y a autre chose à considérer que ce que vous me permettrez d'appeler dans le jargon des philosophes la causalité « matérielle », c'est-à-dire, dans le cas, les dispositions du sujet humain. La causalité « formelle », — je veux dire la valeur propre des idées, et la vertu de l'intelligence, — joue un rôle en dépit de tout beaucoup plus important. Si par exemple le cartésianisme a triomphé à la fin du dix-septième siècle, ce n'est pas seulement qu'il convenait aux besoins idéologiques d'une classe nouvelle et des *honnêtes gens*, c'est aussi qu'il mettait à profit une certaine vérité, — la vérité de la science physico-mathématique de la nature, — détournée, capturée, emprisonnée dans un système erroné. En réalité le moindre germe proprement intellectuel a en lui-même plus d'efficacité que toutes les « constellations de facteurs » matériels. C'est un infiniment petit, mais irrésistible à la longue. A ce point de vue, laissez-moi vous dire que moins une doctrine a de chances de *réussir*, parce que trop forte intellectuellement pour le sujet humain, plus il est raisonnable d'espérer qu'un jour elle s'imposera : car l'intelligence combat pour elle, et Dieu aime l'intelligence.

JACQUES MARITAIN.

La Renaissance scolastique.

Le public français commence à entendre parler de la renaissance scolastique ; il est averti que le thomisme existe *comme philosophie*, que sa méthode de formation intellectuelle a une valeur de premier ordre, que sa métaphysique est l'expression la plus parfaite et la

plus haute de la tradition antique, tradition que le christianisme a transposée sans l'interrompre. Un mouvement se fait en faveur de cette pensée, et l'on commence à voir fructifier les germes semés il y a quarante ans par Léon XIII.

Le mérite en revient à ceux qui, depuis lors, ont patiemment cultivé cette semence. Peut-être, cependant, leur action aurait-elle risqué de rester limitée, si le monde moderne, accablé de désastres matériels et moraux, ne sentait à présent qu'à de si grands maux il faut des remèdes décisifs, et que la société ne pourra revivre qu'appuyée sur des principes profonds et inébranlables. Or, pour que des principes intellectuels jouent un tel rôle, il ne suffit pas qu'ils soient pratiques, il faut qu'ils soient vrais, et que la vérité en ait été éprouvée par le temps. Ce que réclame le monde épuisé, c'est premièrement la restauration du bon sens, qui est aussi le sens de l'ordre.

Il est donc temps que la critique redevienne un discernement, et cesse d'être une destruction systématique du *sens commun.* Il est temps qu'une philosophie plus humble et plus confiante à la fois ose partir des faits pour s'élever aux causes et utilise le mouvement naturellement ascensionnel de l'esprit avant de lui tracer ses limites. Qu'on ne s'y trompe pas : une telle philosophie devra respecter toutes les vérités partielles acquises, mais elle n'en sera pas le simple résumé — s'appuyant sur le sens commun et sur l'expérience, elle ne se contentera pas d'en transcrire les résultats. Pour en faire une synthèse formelle et active, elle devra pouvoir s'élever aux sources mêmes d'où le vrai se distribue dans tous les domaines : elle devra être une métaphysique. Toutes les grandes civilisations ont supposé une métaphysique, ou plutôt toutes ont donné une expression de la métaphysique éternelle. C'est bien d'une métaphysique que notre époque a besoin.

Mais, d'un renouveau métaphysique quelles sont les conditions? Nous pourrions en distinguer un grand nombre. Signalons-en trois seulement : le respect de la tradition, le désintéressement de la spéculation, la distinction nette de l'intelligence et des autres facultés humaines.

Le respect de la tradition, tout d'abord. Auguste Comte a dit : « La soumission est la base du perfectionnement. » Aristote, avant lui, a expliqué que la science commençait par la docilité, car l'enfant, pour pouvoir apprendre quelque chose, doit d'abord croire à la parole de son maître. Profondes remarques et qui s'appliquent surtout, quoi qu'en ait cru Descartes, à l'ordre des grandes vérités spéculatives. Plus importantes et plus subtiles que les autres, elles exigent davantage que le premier autodidacte venu ne se mêle pas d'en bou-

leverser l'ordonnance. La philosophie n'est point une construction subjective, ni une expérience personnelle à chacun : c'est une science dont le dépôt nous est transmis, et à laquelle il faut commencer par s'initier docilement. Ce caractère traditionnel, nul ne le dénie à la scolastique. On parle volontiers du *Magister dixit.* Mais ce qu'on ne sait pas assez, c'est la liberté extraordinaire de spéculation qui accompagnait au moyen âge, et qui doit accompagner normalement le respect dont nous parlons. Saint Thomas ne s'employa pas seulement à instituer une synthèse nouvelle où toute la tradition antique et chrétienne donnait son fruit, il fut aussi le polémiste ardent de ces fameuses luttes universitaires dont rien ne peut donner aujourd'hui l'idée.

La tradition grecque et chrétienne était considérée alors comme un ensemble où l'on distinguait soigneusement les éléments valables et les éléments inutilisables, l'essentiel et le secondaire. Ce procédé n'était nullement celui d'un vulgaire éclectisme. S'il conciliait les contraires, c'était dans une synthèse supérieure et parfaitement intelligible. Aujourd'hui, parce que nul n'est vraiment initié qu'à son propre système, le nouveau venu n'a à sa disposition que cette tradition négative : réagir contre son prédécesseur en se plaçant au même point de vue que lui. La critique kantienne par exemple devient un fait acquis, d'où on essaie de partir sans en mettre en question les principes. Ainsi se forme une fausse tradition de docilité révolutionnaire. On pourrait démontrer historiquement comment l'application de l'idée de progrès mécanique à la philosophie aboutit à rétrécir de génération en génération les données des problèmes selon la position prise par les penseurs de l'avant-dernière mode.

Une seconde condition de la renaissance métaphysique, c'est le désintéressement de la spéculation. Le pragmatisme est une doctrine qui n'a été formulée complètement que par les Anglo-Saxons contemporains, mais une tendance cachée vers le pragmatisme travaille la philosophie depuis Descartes. Ordonner la vérité à autre chose qu'elle-même, comme si l'on craignait qu'elle ne soit pas féconde toute seule : telle est l'erreur initiale. Chose curieuse : ce renversement de l'ordre naturel a amené rapidement le divorce entre la philosophie et les sciences, entre la spéculation et la pratique. Pour les Anciens, l'homme n'est grand que par la pensée, mais la pensée à son tour n'est grande que par son objet. Ils n'auraient pas eu l'idée de la soumettre à un autre ordre que celui qu'imprime en elle cet objet pour lequel elle est faite. Le désintéressement total de la pensée est la première condition des services que par surcroît elle peut rendre. « L'homme désire naturellement savoir », dit Aristote au début

de la *Métaphysique*, et ailleurs : « L'acte de voir, celui de savoir, celui de contempler sont des fins en soi. » La tradition chrétienne n'a fait que transposer cette idée antique en exaltant « la meilleure part » ; et la « foi cherchant à connaître » (*fides quaerens intellectum*) n'était commandée que par le désir d'anticiper, fût-ce d'une manière très fragmentaire, la vision du principe.

Enfin, la renaissance métaphysique suppose qu'on distinguera nettement l'intelligence, dont le domaine est la philosophie, des facultés d'action et de sentiment qui ne doivent pas pénétrer dans ce domaine. Les Grecs et les Médiévaux auraient été extrêmement surpris si on leur avait parlé de philosopher avec leur cœur (à moins qu'il ne s'agisse du « cœur » au sens pascalien d'intuition des principes). Connaître par la volonté ou par le sentiment, c'est, auraient dit les Anciens, un procédé infaillible pour errer. Le domaine de l'art, celui de l'action, celui de la mystique sont régis par leurs lois propres, mais qu'en philosophie on doive se servir d'autre chose que de la raison, voilà une idée qu'un scolastique n'aurait jamais comprise. Chaque chose à sa place. Ce goût de la raison a pu encourager l'étroitesse native de quelques âmes mal douées, mais, en disciplinant les esprits, il n'a pas empêché que les siècles des syllogismes n'aient construit et sculpté les cathédrales, écrit la *Divine Comédie*, et transmis à l'histoire les plus hauts exemples de dévouement militaire et social, et de sainteté proprement dite.

Ajoutons que celui qui voudrait reprendre la tradition philosophique antique sans passer par les docteurs chrétiens, commettrait certainement une erreur analogue à celle où les humanistes de la Renaissance et les protestants sont tombés, lorsqu'ils ont prétendu rapprocher de ses origines, qui la langue française, qui la religion, par un effort artificiel et en réalité individualiste. On pourrait faire à ce point de vue une bien curieuse étude de l'inintelligence de Platon et d'Aristote par leurs interprètes universitaires au dix-neuvième siècle, tant en France qu'en Allemagne. Pour comprendre de tels textes, il ne suffit pas de savoir le grec, pas plus qu'il ne suffit de savoir le sanscrit pour entendre les Védas. Il faut être en possession d'une tradition ininterrompue et vivante.

Qu'on n'objecte pas que la tradition scolastique elle-même s'interrompit au seizième siècle. Au contraire, elle se continua avec cette seule différence que le grand public cultivé commença de l'ignorer. Au moment des invasions barbares, les monastères avaient conservé la tradition des lettres antiques. De même, quand la concupiscence de posséder par les mathématiques le monde matériel absorba la pensée laïque, l'Église reprit son rôle de silencieuse gardienne des tré-

sors humains. Dans les grands ordres religieux, une élite continua de chercher à connaître pour connaître. Jean de Saint-Thomas, un des meilleurs commentateurs de l'Aquinate, fut contemporain de Descartes, et il est peut-être le plus grand métaphysicien des temps modernes, avec Leibniz, scolastique, lui aussi, mais fort dissident. Au dix-huitième siècle et au début du dix-neuvième, il est vrai, la tradition philosophique s'affaiblit à l'excès, sans toutefois disparaître complètement. Mais lorsque l'anarchie moderne en vint à menacer la vie même de la raison, alors l'Église, ouvrant ses trésors, invita solennellement l'intelligence à venir y chercher la sagesse et y retrouver sa vigueur. La date du 4 août 1879 est mémorable dans l'histoire de la pensée. Ce jour-là, le pape Léon XIII promulgua l'encyclique *Æterni Patris* qui rendit l'enseignement des principes de saint Thomas obligatoire dans les écoles catholiques. Cet effort de Léon XIII (sans cesse renouvelé depuis lors par le Saint-Siège) a coïncidé avec la critique que la science moderne s'essayait enfin à faire d'elle-même, et avec la première faillite du scientisme matérialiste. Les sciences, dans l'esprit des savants, commençaient à redevenir ce qu'elles doivent être : des disciplines distinctes, ne régnant chacune que dans un ordre déterminé de faits. Le travail philosophique put dès lors être repris avec ardeur dans deux centres, l'un purement ecclésiastique, l'autre plus laïque : Rome et Louvain. Rome a voulu avant tout former des théologiens possédant à fond les bases métaphysiques de la foi. Louvain, sous l'impulsion du cardinal Mercier, a surtout voulu former des savants appréciant l'expérience à sa juste valeur et aboutissant à une saine métaphysique (1). En France, les Instituts catholiques ont agi dans le même sens.

Nous osons à peine citer quelque chose de ce qui a été écrit en français avant la guerre, parce que nous omettrions certainement des travaux très importants. Outre les revues de doctrine dont la *Revue thomiste* est le type le plus parfait, des publications comme la *Revue de philosophie*, dirigée par M. Peillaube, la *Revue des sciences philosophiques et théologiques*, la *Revue néo-scolastique*, ont publié des travaux de grande valeur, qu'on voudrait connus du public cultivé. Les livres et les articles du grand physicien Pierre Duhem sur la valeur des théories physiques, sur l'histoire de la physique, sur les origines médiévales de la science moderne (*Études sur Léonard de Vinci*), sur l'usage, la notion de « qualité » en physique, de « mixte »

(1) Nous reviendrons dans une prochaine chronique sur les *Annales de l'Institut philosophique de Louvain*, dont le tome IV (année 1920) vient de paraître.

en chimie, etc. (1), ont une importance particulière, parce qu'ils nous apprennent à la fois quelle merveilleuse activité scientifique régnait chez les anciens scolastiques, et quel usage la science la plus moderne peut faire des concepts péripatéticiens.

Les ouvrages du P. Sertillanges (le *Saint Thomas* de la « Collection des grands philosophes », la *Morale de saint Thomas*, parue depuis) frappent dès l'abord par la liberté du style philosophique nouveau, abondant, imagé. Le style revêt une pensée originale, ayant assimilé à fond et saint Thomas et les modernes, établissant par suite avec une merveilleuse facilité la communication entre ces deux peuples, qui, ne parlant pas la même langue, risqueraient de rester à jamais étrangers. Le P. Garrigou-Lagrange, dont l'écriture est moins brillante et plus précise aussi, se distingue par la hauteur de ses points de vue, par l'acuité de sa vision de théologien, dans *le Sens commun et la philosophie de l'être* et dans ce livre admirable, paru pendant la guerre, intitulé : *Dieu, son existence, sa nature*, sorte de somme de tout ce que l'intelligence peut dire du premier principe. Le P. Rousselot, S. J., tué à l'ennemi, n'a donné qu'une thèse : *l'Intellectualisme de saint Thomas*, qui présente une interprétation très personnelle et très brillante de la pensée thomiste.

Si nous cherchons maintenant quelles réfutations ont été données par les scolastiques des erreurs contemporaines, nous trouvons un travail magistral de Mgr Deploige sur Durkheim (*le Conflit de la morale et de la sociologie*, Louvain, 1911) et des études très pénétrantes de M. Jacques Maritain sur Bergson (*la Philosophie bergsonienne*, Paris, 1914).

Le P. Pègues a commencé en 1910 de publier le premier commentaire littéral et complet en français de la *Somme* de saint Thomas, œuvre monumentale dont le tome XIII (*la Force et la Tempérance*) vient de paraître depuis. Le P. Richard a donné son livre très remarquable sur « l'enseignement de la scolastique » et un travail de tout premier ordre sur « la philosophie du raisonnement dans la science » (Paris, 1918), livre qui devrait être entre les mains de tous les savants soucieux d'approfondir la logique de leur spécialité. Enfin, tout récemment, M. Gilson et M. Truc viennent parler de la philosophie scolastique au public, tandis que M. l'abbé Durantel soutient deux thèses sur saint Thomas.

(1) La *Revue de philosophie* a notamment publié « La Notion de mixte » (1900-1901), « La Théorie physique » (1904-1905), « Le Mouvement absolu et le mouvement relatif » (1907-1909), « Le Temps selon les philosophes hellènes » (1911), « Le temps et le mouvement selon les scolastiques » (1913). D'autres articles importants ont paru dans la *Revue des questions scientifiques*, de Bruxelles.

Incroyant et sceptique, M. Gonzague Truc préconise le « retour à la scolastique » par dégoût de la philosophie contemporaine et pour guérir l'intelligence « qui baisse en qualité jusqu'à effrayer enfin l'optimisme le plus officiel ». Mais M. Truc reste agnostique et en fait profession. Il semble donc louer une recherche dont l'objet serait inaccessible, parce que cette recherche peut exercer et élever l'esprit. Comment pourtant l'intelligence serait-elle perfectionnée par autre chose que par le réel qu'elle saisit? L'attitude de l'homme creusant sans nul espoir les problèmes de l'être nous paraît une attitude bien romantique pour plaire à M. Truc. Aristote crut à l'Acte pur, non pour des motifs mystiques, mais parce que sa raison l'y obligeait.

M. Étienne Gilson (*le Thomisme*, Strasbourg, 1920), dont la formation paraît plus purement universitaire, parle de saint Thomas en historien si pénétrant qu'on ne voit pas, au moins pour l'essentiel, ce qu'un dominicain pourrait lui reprocher. On ne saurait trop le louer d'avoir trouvé des formules remarquables, mettant au point la question des rapports de la raison et de la foi chez saint Thomas.

« Saint Thomas était essentiellement un théologien, et précisément parce qu'il était un théologien, il a constitué un système nouveau et original de philosophie... L'Aquinate prend la révélation comme guide, mais il constate qu'en repassant par le chemin de la révélation, la raison... reconnaît des vérités qu'elle risquait de méconnaître. Le voyageur qu'un guide a conduit sur la cime n'en a pas moins droit au spectacle que l'on en découvre, et la vision qu'il en a n'en est pas moins vraie parce qu'une aide extérieure l'y a conduit... Lorsque saint Thomas affirme aux autres que la foi est pour la raison un guide salutaire, le souvenir du gain rationnel que la foi lui a fait réaliser est encore vivace en lui. »

M. Gilson a bien vu l'importance de la théorie de la science chez saint Thomas. « Il est permis de dire que, pour saint Thomas, la fonction propre de l'intellect humain est la constitution de la science. »

Telle est, en effet, la vraie formule de l'intellectualisme de saint Thomas, à condition seulement d'entendre par science, à la manière péripatéticienne, l'ensemble des trois disciplines métaphysique, mathématique et naturelle. La mise au point de l'idée de science est un des plus grands bienfaits que les modernes pourront tirer de l'étude de la scolastique. Notre époque brille par l'abondance des expériences ; les disciplines particulières sont plus que jamais fécondes, mais le savoir manque absolument d'unité. Un des principes qui fondent chez Aristote la hiérarchie des sciences et des arts (c'est-à-dire des

sciences pratiques), c'est qu'une science est « architectonique » par rapport à une autre, quand celle-ci poursuit une fin qui est un moyen pour celle-là. Or, il faut une dernière « architectonique ». Dans l'ordre des « arts humains », c'est la politique, justification aristotélique imprévue du « politique d'abord » ! Mais il faut aussi une science architectonique dans l'ordre théorique, c'est-à-dire une science qui ait pour rôle de tout rattacher aux principes. Et cela même suppose que son point de vue soit supérieur à celui des sciences particulières. Telle est précisément la Métaphysique. Ses vérités peuvent rayonner dans tous les ordres de pensée et d'activité, à condition qu'elle soit vraiment une métaphysique, spéculant d'une façon désintéressée sur le plus noble objet de contemplation.

NOELE MAURICE-DENIS.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

GEORGES CARPENTIER, CHAMPION DE BOXE

On a raconté que, dans les derniers jours de l'an passé, une lettre était arrivée à Paris, avec cette suscription :

AU GRAND FRANÇAIS
G. C.
PARIS

L'employé des postes, après un temps de réflexion, adressa la lettre à M. Georges Clemenceau. Mais un camarade accourut pour lui dire : « Tu t'es trompé. C'était pourtant bien clair : G. C., c'est Georges Carpentier. »

L'hyperbole est plaisante. Pourtant, vers la même époque, un spirituel observateur, fort au courant des choses d'Angleterre, disait : « Les trois noms les plus populaires de l'autre côté du canal sont ceux de Jeanne d'Arc, de Napoléon et de Carpentier. »

Depuis, Georges Carpentier est parti pour l'Amérique. Il y a été traité comme un personnage : un câble nous a fait connaître qu'à son arrivée à Baltimore, il avait été reçu par la foule, avec musique, discours, presque comme pour le maréchal Joffre. Le gouverneur d'Atlanta est venu le recevoir à la gare. Le maire d'une ville appelée Montreal (pas celle du Canada) a fait mieux : il a décrété férié le jour du passage de Carpentier. Les magasins et les usines ont fermé pour que chacun pût applaudir le French boy.

De telles extravagances font sourire. Mais enfin, aux yeux de cette foule américaine, Carpentier représente quelque chose de la France. L'idée ne viendrait pas de déléguer Carpentier comme ambassadeur extraordinaire auprès du Vatican, mais il semble qu'il ne réussirait pas mal du côté de la Californie. Après tout, un État prévoyant et véritablement intelligent ne devrait-il pas savoir utiliser ce genre de prestige? Les Pays-Bas donnaient jadis des ambassades à Jean Van Eyck et à Pierre-Paul Rubens. Pourquoi pas une mission à Carpentier? A l'inverse de la formule chère à Malherbe, l'art de gouverner consiste à utiliser tour à tour le poète et le joueur de quilles.

Ce n'est pas la première fois que la foule se prend d'enthousiasme pour un athlète. Pourtant le cas est rare chez les nations de l'Occident catholique, hormis l'Espagne, patrie des toréadors. Rien qu'à se montrer aux Américains, Carpentier gagne plus en une semaine que Jean Moréas n'a gagné dans toute sa vie. Mais l'homme de Bourse gagne encore davantage et il est moins sympathique que Carpentier. Pour obtenir la popularité chez nous, il fallait autre chose que des succès sportifs, si éclatants qu'ils fussent.

Il eut la chance de rencontrer, dès sa douzième année, François Descamps. Sans Descamps, Carpentier n'aurait pas été Carpentier. Descamps est aussi indispensable à Carpentier que Mentor à Télémaque, Patrocle à Achille, Pylade à Oreste, Achate à Enée, Sancho à Don Quichotte. Descamps est le complément nécessaire et le metteur en scène de Carpentier. C'est Descamps qui pressentit, chez le gamin de douze ans, le futur « génie de la boxe ». Carpentier, c'est la fortune de Descamps, qui veille sur elle comme sur la poule aux œufs d'or. Descamps est pittoresque, remuant et sympathique. Les jours de combat, il crie des conseils, le corps penché sous les cordes, à plat ventre sur l'estrade, le col tendu comme une gargouille de Viollet-le-Duc à Notre-Dame, et l'arbitre essaie vainement de le faire taire, et l'on a toujours peur que les combattants ne lui marchent sur les mains.

Le petit mineur lensois est arrivé, Descamps soufflant dans les voiles, à la gloire et à la fortune. Or, avant de penser à lui, son premier soin a été d'acheter un commerce pour ses parents et de doter ses sœurs. La guerre venue, il a été pilote aviateur, il a gagné médaille militaire et croix de guerre à l'offensive de Champagne en septembre 1915. L'autre jour, il s'est marié, bien sagement, avec une jeune fille d'excellente famille. Voilà des vertus indispensables pour se faire aimer chez nous. Quelques snobs peuvent faire au vice une réputation passagère, mais le grand

public ne donne son cœur, comme au théâtre, qu'au personnage sympathique, bon époux, bon père et bon citoyen.

Une vieille chanson anglaise citée par Shakespeare, dans Mesure pour mesure, *parle de la bohémienne qui épouse un fils de roi et qui prend tout de suite les manières d'une reine. Car les femmes sont plus souples et sans doute plus fines que les hommes, elles savent imiter merveilleusement vite; tandis que l'homme rappelle toujours par un certain côté ses origines, comme la caque rappelle le hareng. Or, et c'est un autre trait nécessaire pour être sympathique aux Français : quand il porte le costume de soirée, le fils des mineurs lensois a l'air d'un jeune lord. Le visage seul porte cette trace du martèlement par les coups que les boxeurs dépeignent avec pittoresque quand ils désignent l'exercice de leur profession par l'expression métaphorique « se faire retoucher le portrait ». Au temps de ses débuts, il était célèbre par la précision de ses esquives et son sens inné de l'appréciation des distances : dons évidemment essentiels, car la boxe peut être définie de la même manière que l'escrime par le maître d'armes de M. Jourdain : toucher et ne pas être touché. Il semble que Carpentier ait transposé sur le plan de la vie ce sens de l'appréciation des distances ; et ce mérite n'est pas commun, quand on songe que la vie a été pour lui une sorte de roman.*

Ce naturel, cette simplicité cordiale, tout cela est de chez nous. Georges Carpentier est un joli type de petit Français, car cette race qu'on lui voit, c'est celle d'un très vieux peuple où le paysan à sa table conserve des manières de patriarche, où les fils de mineurs peuvent, sitôt que la fortune leur a souri, invoquer une série de civilisés telle que le dernier d'entre eux ait, tout naturellement, des airs de petit prince et de bel héritier.

C'est parce qu'il est un joli type de Français que Carpentier a conquis ses compatriotes et les étrangers. Jusqu'à présent, il a bien résisté à la popularité. Puissent les grossières ovations américaines ne pas nous le gâter et puisse-t-il encore « esquiver » ce danger-là !

La grande célébrité lui vint, lorsqu'il commença, à la fleur de l'âge, à massacrer les champions anglais dans chaque catégorie de poids où il passait en s'étoffant. Il avait seize ans quand il « endormit » le premier; deux ans plus tard, à Gand, il descendait l'immense champion de l'Empire britannique, ce Bombardier Billy Wells, en face de qui il avait l'air du jeune David devant le géant.

Trop jeune encore, il fut moins heureux en face des rudes combattants américains. Mais, l'âge venu, il a montré qu'il avait ajouté la

puissance aux dons qui faisaient de lui le plus élégant des escrimeurs. Un seul coup de son terrible droit a assommé le rugueux Beckett, foudroyé comme le taureau par un coup d'épée. Il ne lui reste plus qu'un seul échelon à franchir, le plus dur de tous, un seul homme à vaincre, pour régner sans rival.

Ainsi la carrière de Carpentier aura été comme le symbole de l'effort mené en ces vingt dernières années par la jeunesse française pour montrer que la bonne vieille race reverdit sans fin, comme le saule de Ronsard, et sitôt qu'elle le veut, ne cède le premier rang à aucune autre. Nous nous sommes mis en tête de faire voir que nous égalerions les Anglo-Saxons dans les exercices physiques, le jour où cela nous conviendrait. On avait trop parlé de décadence française pour que cette démonstration ne fût pas opportune. Les Athéniens n'auraient pas aimé être vaincus dans les jeux par les Perses ou les Scythes.

On a souvent répété qu'en battant ses adversaires, Carpentier ajoutait une preuve à la démonstration du primat de l'intelligence ; on a eu raison de le dire : Carpentier calcule, mesure, juge et décide avec une rapidité que la plupart de ses confrères ont peine à suivre. A Londres, Beckett se doutait à peine que l'affaire avait commencé, pour Carpentier elle était déjà finie. Il gagne ses batailles par la supériorité de son jugement, parce qu'il comprend plus vite et plus loin que ses rivaux.

Nous l'avons vu, l'an dernier, en face d'une sorte de colosse massif et tatoué, l'Anglais Dick Smith : combattant pour la première fois après un repos de cinq ans, il n'était pas à son affaire; sa supériorité physique ne s'accusait point; mais tout à coup, il aperçut l'occasion de manifester sa supériorité intellectuelle et il la saisit avec la vitesse de la foudre, appliquant sans s'en douter un principe de la tactique napoléonienne qui veut que l'éclair arrive avant qu'on ait entendu le tonnerre.

Toutes proportions gardées, évidemment, Carpentier bat ses adversaires comme Foch a battu Hindenburg, par la supériorité des moyens moraux, par la rapidité de la décision et de l'exécution. Parce que, toutes choses égales d'ailleurs, l'intelligence gouverne la boxe non moins que la philosophie, et que ce sont les mêmes lois qui règlent les jeux du cirque et le cours des astres.

***

La scène et la critique.

M. Lenormand est un homme de quarante-deux ans, je crois, peu connu du public, loué avec excès par quelques admirateurs. Quand les critiques ont affaire à lui, ils le traitent avec une sorte de vague respect, inspiré par ce qu'il y a dans son œuvre de grave, de laborieux et de visiblement consciencieux. C'est un des auteurs dont on loue la « belle tenue littéraire ». Reconnaissez à ce compliment la condoléance que M. Lenormand possède l'art d'employer des qualités certaines avec tant de malheur qu'il aboutit à distiller l'ennui.

Je ne connais pas sa production antérieure à la guerre : n'étant pas critique en ce temps-là, je choisissais mes lectures. J'ai entendu de lui deux drames au Théâtre des Arts : *le Temps est un songe* et *les Ratés*, et, ces jours-ci, il a publié un recueil de nouvelles qui m'a aidé à débrouiller son cas. A la scène, j'avais vu surtout les défauts, ils sont visibles. A la lecture, j'ai mieux compris comment un mauvais démon a fait tourner à l'aigre ses qualités.

C'est un démon pernicieux et subtil, celui de l'erreur morale. M. Lenormand est optimiste, cela se connaît aux sombres couleurs dont il peint l'existence. M. Lenormand croit que l'homme est bon. Comme à chaque instant les faits lui font voir le contraire, il se chagrine et broie du noir. Dans *le Temps est un songe*, il nous montre un Hollandais qui doute de sa propre réalité, s'hypnotise et finit par le suicide. Dans *les Ratés*, nous voyons un poète et une actrice que la pauvreté conduit au vice : la femme, par pitié, se vend, pour faire vivre l'homme qui, honteux, s'alcoolise. Honte et alcool le mènent à tuer sa compagne, puis à se donner la mort.

On voit immédiatement le défaut : les sujets ne sont pas scéniques, ils sont romanesques. Il fallait la marche lente et le dédoublement du récit romanesque pour développer l'histoire de ces enlisements. M. Lenormand est obligé de la découper en une série de tableaux très brefs et sans action. Jointe à la morne tristesse du fond, cette disposition fait qu'en toute sincérité ses pièces sont au nombre des plus pénibles qu'on puisse voir. Il m'a fallu lire son recueil de nouvelles pour saisir la clef de l'énigme. D'abord j'y ai reconnu que, la part faite à quelque déclamation, M. Lenormand savait voir, peindre et monter un drame ; jusque-là je le pressentais sans en être très sûr. Et puis, j'y ai trouvé un conte où l'auteur peut se dédoubler et juger son héros : c'est encore un faible, un raté. M. Lenormand le conduit à la guerre. Et le dernier mot est : « fusillé pour lâcheté. »

A la bonne heure. M. Lenormand est optimiste, moraliste, tout s'enchaîne. Il croit au bien, compatit au mal. Il a tout pour faire un excellent auteur comique. Il a l'indignation, la pitié et n'a pas d'ironie. M. Lenormand, je l'ai éprouvé, ne comprend pas l'ironie. Il ne nous composerait point du comique avec des mots d'esprit, mais avec de l'observation amère : c'est le vrai, le seul bon ; c'est celui de Molière, dont on devrait pleurer.

Quand un homme indigné et pitoyable prend les choses au sérieux, tout est perdu. Une forte dose de chagrin est favorable pour saisir le cruel ridicule de la pauvre humanité. Je parle sérieusement et prie M. Lenormand de ne se point fâcher. Il n'est pas assez détaché des choses pour construire de beaux drames. Il est intoxiqué de mauvaise pitié à la russe que le rire balaiera. Qu'il essaie d'imiter *Tartufe* ou *le Misanthrope :* c'est le recours ouvert à un optimiste contrarié.

Or, à peu près personne n'a osé dire à M. Lenormand la vérité toute crue, qu'avec tout son mérite, il ennuie. Que par conséquent il se trompe sur quelques points à rechercher d'un commun accord. Que sa pièce, faite avec soin, tourne le dos au but, puisqu'elle n'est pas scénique. On s'en est tiré par de vagues concessions à la « tenue littéraire ». Personne enfin n'a relevé combien il est pernicieux de s'irriter au long de quatorze tableaux pour aboutir au suicide, à une époque où nous avons autre chose à faire qu'à nous énerver par plaisir.

M. Henri Ghéon est catholique, car il n'est point optimiste. Il juge que la nature a besoin de beaucoup de freins. Il n'est point pessimiste non plus, puisqu'il est catholique. M. Lenormand constate qu'il y a du mal dans le monde et éprouve à son égard une pitié diffuse. M. Ghéon sait que le mal est le complément nécessaire du bien et plaçant tous ses espoirs dans un monde meilleur, il ne cherche pas à modeler ce monde-ci selon ses espoirs. Cela lui laisse la tête et le champ libres. Comme celle de M. Lenormand, sa pièce, *la Farce du pendu dépendu*, est un drame moral qui fait voir une chute dans le mal. Seulement, au lieu de distendre son étude sur toute une vie, il la condense sur le temps d'une crise. Et tandis que l'optimiste M. Lenormand conduit ses personnages au désespoir et au suicide, M. Ghéon punit les siens, puis les renvoie pardonnés.

Ce n'est pas aux lecteurs de cette revue que je révélerai l'auteur des *Trois Miracles de sainte Cécile*. Dans *la Farce du pendu*, M. Ghéon a revêtu de poésie et de pureté franciscaines l'histoire d'une tentation. Il met en scène un couple de cabaretiers espagnols qui accusent faussement de vol des pèlerins logés chez eux, afin de s'approprier leur bien par autorité de justice sans commettre eux-mêmes direc-

tement un vol. La ruse retourne contre eux, l'un des accusés est pendu, sauvé miraculeusement, et c'est lui qui ressuscite à la fin pour rétablir ce qui se peut de justice sur terre. Le ton est celui de la fantaisie : par exemple, le juge se promène en robe, la balance à la main, la nuit, dans la campagne ; mais le fond moral est la vérité même, et appréhendée au plus profond du cœur, à la source où s'élaborent le remords, la tentation, le péché, la conscience. Comment trouverait-on meilleur guide en ces matières que la morale catholique, somme de l'expérience de l'élite humaine pendant vingt siècles?

Eh bien, il faut le dire, poésie et vérité morale formant l'une le vêtement brillant, l'autre la trame profonde d'un petit drame qui a son intérêt, je pense, puisqu'il s'agit de deux vies éternelles et d'une vie terrestre, tout cela a passé parfaitement inaperçu. Les juges qui traitent M. Bataille de grand dramaturge et de grand poète, que n'ennuie point le tolstoïsme de M. Lenormand, ont été ennuyés par le catholicisme de M. Ghéon et n'y ont rien compris. Cela prouve, comme le dit M. Ghéon, que la justice des hommes est singulière...

Moins agressive que le catholicisme de M. Ghéon, l'honnêteté de M. Martial Piéchaud était néanmoins encore scandaleuse. Mais ici l'auteur a pris une belle revanche : M. Ghéon était joué dans une petite salle inconnue, sans publicité ; M. Piéchaud disposait du vaste Odéon où vient chaque soir un large public de gens de chez nous, les bons payants qui s'endimanchent pour aller au théâtre : je ne dis pas qu'ils constituent un concile inspiré par l'Esprit-Saint, mais comme je les préfère aux têtes des générales. Quoi qu'il en soit, ils ont fait à l'œuvre de M. Piéchaud un succès franc, juste, et mérité.

L'héroïne de M. Piéchaud, *Mademoiselle Pascal*, est une fille de quarante ans qui vit en province chez ses parents, milieu peint sobrement et avec bonheur. A vingt ans, elle a dû sacrifier l'amour de sa vie aux conventions sociales. Puis, ressaisie par la tentation et les circonstances, elle a succombé. Un premier acte tout à fait remarquable la montre ramenant sous le toit de ses parents le fils de cet amour, après la mort du père.

Elle espère pouvoir jouir enfin, secrètement, de sa maternité. Mais, voici le fils qui répète l'aventure maternelle : il aime et ne veut pas d'obstacles. Il s'enfuit et Mlle Pascal, contrainte par les mêmes conventions et par son propre exemple, doit accepter ce départ qui brise son cœur une seconde fois.

Si tout se passait normalement dans la vie, on ne pourrait pas faire de pièces ni de romans. Il est certain que les conventions sociales engendrent parfois des malheurs : c'est le métier du dramaturge de nous les montrer sans en tirer de conclusions. M. Piéchaud a fait son

métier et l'a bien fait. Il a développé son sujet en scènes simples et pathétiques, sans tomber dans la grimace ou la sensiblerie, si menaçantes quand un fils pleure en disant : maman. M. Piéchaud, de qui c'était le début plein de rares promesses, a déroulé un drame vrai dans un milieu bien observé : celui de la province. Alors, comme on ne trouvait dans sa pièce ni sentiments déréglés, ni vices recommandés comme des délicatesses, ni esthétisme transcendant, ni théories subversives, on a pris un air de chat dégoûté et on lui a dit qu'elle sentait la province. Ah ! si elle avait senti le ghetto ! Mais non, c'était bien vrai, elle ne « sentait » que la province, n'attestait que la santé morale, la probité professionnelle, un cœur droit et une tête saine. On se demande combien il restera bientôt dans une salle de générale de gens se souvenant que ces vertus ont été celles de leur grand-père.

Ainsi, à l'époque où de tous côtés s'accentue l'évolution inverse, le théâtre devient le refuge du malsain et du faux en art, en morale, en politique. Les revues résistent encore, hormis quelques pauvres vieux anarchistes attardés, mais la presse est fortement entamée. Sur un autre plan, celui du goût, à propos d'une pièce dont nous reparlerons prochainement en étudiant le Vieux-Colombier, *Cromedeyre-le-vieil* de M. Romains, je crois qu'il ne s'est trouvé qu'un critique dans la presse quotidienne pour avoir le courage de présenter les réserves nécessaires, M. Fernand Gregh à *Comedia.* Il faut le répéter aussi bien pour la France que pour les étrangers : le théâtre actuel, à le considérer d'ensemble, ne représente pas la véritable figure de notre pays. Un étranger n'a pas le droit de montrer notre théâtre et de dire : Regardez la France, ses mœurs et son goût.

LUCIEN DUBECH.

La légende de saint Christophe.

N'est-ce pas un peu austère?... Telle est la question qu'on entend parfois poser à propos de *la Légende de saint Christophe.*

Parce que M. d'Indy n'a pas sacrifié à la manie contemporaine du ballet, parce que de sa musique chacun sait qu'elle est de la grande musique, parce que sa maîtrise est reconnue et consacrée, cette étiquette d'austérité lui a été souvent appliquée et nul n'ignore combien tenaces sont ces sortes d'étiquettes.

Le titre même de sa nouvelle œuvre et ce qu'on a cru pouvoir supposer du sujet, est venu renforcer ce préjugé. Saint Christophe, ce ne peut être, a-t-on dit, qu'un personnage moyenâgeux, qu'une

figure de vitrail dont les aventures doivent être contées sous la forme d'un monotone oratorio religieux, de style ancien ; des gens bien informés du reste n'ont-ils pas assuré que la musique y utilisait des mélodies grégoriennes : dès lors ce sera les Vêpres tout le temps !...

Voilà une *légende* de saint Christophe qu'il importe avant tout de détruire, car elle n'est pas de celles dont on a pu affirmer qu'elles contiennent plus de vérité que d'histoire. Cette histoire, celle du héros de M. d'Indy, telle qu'il la conte en neuf tableaux, en aura rapidement raison.

Le premier de ces tableaux en effet ne nous conduit-il pas à Babylone chez la reine de Volupté où vraiment l'austérité n'a rien à faire !

Anférus, qui deviendra Christophe, est un géant cananéen qui a fait le vœu de servir le plus puissant des princes du monde. Rien n'étant, dit-on, plus puissant que l'amour, il entre au service de la reine de Volupté. Survient un personnage au profil sémitique, les mains pleines d'or, qui, en un instant, a tout acheté dans le palais de la reine, car il est le roi de l'Or. Anférus passe donc à son service jusqu'au jour où passe un troupeau que conduit un bouc devant lequel tremble le roi de l'or : car l'animal impur est Sathanaël, prince du Mal. Anférus le sert jusqu'au moment où il le voit trembler devant l'ombre de la croix. Alors Anférus part pour la « queste de Dieu », longue recherche de ce Maître du monde qu'il ne connaît point. Il le demande aux puissants qui l'ignorent, puis à un ermite qui répond : « Il fallait le chercher en ton cœur », et lui ordonne, à titre de pénitence, d'aider les pauvres à passer un torrent redoutable.

C'est l'épisode célèbre de la légende : Anférus refuse le passage à un amant, un marchand, un empereur, mais par une tempête furieuse, accepte un enfant qui le prie au nom de Dieu. En route l'enfant devient lourd comme le monde, car c'est lui qui l'a créé ; le calme renaît et l'enfant Jésus baptise le porte-christ : Anférus s'appellera Christophore.

Le nouveau chrétien accomplit des miracles, il ne lui manque plus que le martyre pour couronne. Le roi de l'Or et le prince du Mal s'acharnent à perdre son âme, lui envoient la reine de Volupté : il la convertit. Les flèches du supplice s'émoussent sur lui, l'une d'elles revient frapper le juge. Le bourreau lui tranche la tête tandis qu'il chante la gloire de Dieu, le cantique est continué par Nicéa, la reine de Volupté purifiée par le sang du martyre, cependant que monte l'évocation : « Saint Christophe, priez pour nous. »

Au terme de l'analyse du poème, faut-il parler encore, pour l'en défendre, de monotonie ou d'austérité? Non, n'est-ce pas, mais de grandeur, de grandeur telle qu'on a pu avec raison comparer cette

œuvre à une cathédrale dont elle a en effet la majestueuse ordonnance et la variété de détails. De même que nos immortelles églises gothiques se hérissent de gargouilles et qu'aux chapiteaux de leurs piliers comme aux voussures de leurs portraits on rencontre des figures grimaçantes ou sensuelles, à côté de l'Enfant Jésus, du saint Ermite et de Christophore, dans *la Légende de saint Christophe* nous trouvons la reine de Volupté, Sathanaël et le roi de l'Or. Ce dernier, où l'on a voulu voir un type dont le modèle serait contemporain, est un personnage fort original et nouveau au théâtre musical, cosmopolite, nomade, d'aucun pays, d'aucune époque précise, partant de tous les pays et de tous les temps. N'est-il pas éternel en effet, cet appétit exécrable de l'or, *auri sacra fames* que, par bravade, par antiphrase peut-être il adopte pour devise?... A moins qu'il ne l'interprète à contre-sens, à sa manière de nouveau riche peu familiarisé avec le troisième livre de l'*Enéide*, comme il prend pour objets d'art véritable les statues à la mode, d'art nègre, dont il orne son palais. A lui M. d'Indy a prêté une déclamation, une harmonie, des sonorités spéciales. Il en a fait une création comme Wagner de Mime ou Beckmesser avec lequel, je ne sais pourquoi, on lui a imaginé une sorte de parenté.

Pas plus qu'il n'est austère dans le sens fâcheux que certains auraient voulu lui prêter, l'art de M. d'Indy n'est nébuleux. Peu d'œuvres sont au même degré que *la Légende de saint Christophe* d'une audition facile tant y apparaît le soin d'éviter toute occasion d'obscurité.

Remarquons avant tout le souci extrême apporté à ne jamais couvrir les voix, quelque luxuriante que soit l'instrumentation, et ce résultat qui procure à l'auditeur la surprise d'entendre toutes les paroles frappe d'étonnement admiratif les plus adroits professionnels de l'orchestre.

Afin de bien faire comprendre toute sa pensée M. d'Indy a imaginé en outre un « Historien » qui, dans l'intervalle des principales scènes, explique presque sans accompagnement l'enchaînement des faits. Bien que placés derrière la toile, quand il y a lieu, au milieu de son récit les personnages de l'action prennent eux-mêmes la parole, ainsi qu'il est pratiqué dans les Passions des maîtres anciens. Cet Historien donne aussi certaines indications musicales, exposant des thèmes dont la signification se trouve ainsi définie, et auxquels s'accoutume inconsciemment l'oreille des auditeurs de telle manière qu'ils les reconnaîtront ensuite dans leurs modifications ou développements. C'est ainsi qu'il est un guide précieux aidant à l'intelligence du poème symphonique *la Queste de Dieu* dont les épisodes deviennent

pour tous aussi clairs que si quelque panorama mouvant en déroulait les diverses phases.

Une sorte de chœur antique est groupé autour de l'Historien ; comme lui il ne se mêle pas à l'action, il la commente et en exprime la moralité, déplorant l'erreur d'Anférus quand celui-ci se donne à la reine de Volupté, ou annonçant l'heure prochaine où il va quitter la terre.

Mais, dira-t-on, c'est là un procédé d'oratorio. Il est vrai, et une des nouveautés de cette œuvre est que, tout en conservant une unité absolue, elle utilise toutes les formes, tous les moyens, tous les styles dont on rencontre des exemples chez les maîtres de tous les temps : chant monodique, chant grégorien, chœurs contrapuntiques, poème symphonique, déclamation lyrique. M. d'Indy a tiré parti de toutes les découvertes de ses devanciers, ne croyant pas indigne de lui ce qui avait paru bon à Bach, à Beethoven ou à Wagner, de même qu'il a emprunté des thèmes au chant grégorien et ressuscité l'écriture chorale du seizième siècle. Ce qu'il a ajouté lui-même à cet apport des maîtres anciens servira aux maîtres futurs. Par là il a montré qu'en utilisant de tous ces éléments un véritable artiste peut les fondre de telle sorte que sa personnalité n'en est pas altérée. Celle-ci ne réside pas en effet dans des formes extérieures, elle est cette qualité qu'on ne saurait définir, dont est inconscient même celui qui la possède, qu'on découvre dans telle succession mélodique, telle combinaison harmonique dont les éléments sont cependant le bien commun de tous, sans qu'on parvienne parfois à indiquer le point précis où elle se manifeste.

C'est là une vérité qui tend enfin à s'imposer. Aujourd'hui on a renoncé à peu près à dire que l'emploi des procédés wagnériens, leitmotifs ou autres, implique esprit wagnérien. Cette accusation a fait son temps et il n'est plus nécessaire de défendre M. d'Indy contre elle.

Le nom de Wagner a été prononcé cependant à propos de *la Légende de saint Christophe* où quelques-uns se sont étonnés de ne pas retrouver dans la scène chez la reine de Volupté la sensualité ardente du Venusberg. Assurément, il s'agit là d'une nature d'émotion que chacun doit concevoir d'une manière personnelle, ce qui en rend délicate la discussion. Mais ne pourrait-on suggérer, au risque d'évoquer, en employant certains vocables, quelque *herr professor* à lunettes d'or — que cette scène conçue « subjectivement » par rapport à Anférus ne doit peut-être donner qu'une impression de mouvement sans signification particulièrement sensuelle, celui-ci n'y participant qu'en esclave obéissant (il prend soin de l'affirmer) et

demeurant étranger à la griserie qui l'entoure. Une remarque analogue où il ne faudrait pas voir, je crois, une fantaisie ou illusion, car elle corrobore la précédente, se pourrait appliquer à la scène de l'or dont l'idée « objective » eût pu entraîner M. d'Indy à de brillants effets d'orchestre qui sont un jeu pour lui. Cet or laisse Anférus insensible, son éclat ne le frappe pas. M. d'Indy l'a voulu considérer avec indifférence, tel qu'il apparaît à son héros.

Peut-être y a-t-il là subtilité excessive puisqu'il s'agit de théâtre où les yeux voient seulement ce qui leur est exposé et ne permettent guère d'imaginer autre chose. Aussi conviendrait-il parfois de les fermer, pendant une partie de la scène du torrent par exemple où, quelque imposant que soit l'aspect du décor de M. Maurice Denis, la contradiction est trop choquante en vérité entre le spectacle et les suggestions de la musique. Une tempête furieuse souffle à l'orchestre, à l'entendre on assiste à un cataclysme, cependant les arbres demeurent immobiles et, nullement troublée par la rafale, l'eau continue à couler irisée et nacrée.

En ce cas, le théâtre n'a pas servi la musique. Il en est d'autres où, des nécessités matérielles qu'il subit lui-même, elle a eu à souffrir.

L'impossibilité où l'on s'est trouvé, paraît-il, de montrer en projections, ainsi que le désirait l'auteur, les cortèges anarchistes du troisième tableau en a entraîné la suppression.

Il est regrettable qu'un autre moyen n'ait pas été inventé qui permît de les faire entendre. Dans une œuvre « composée » comme *la Légende de saint Christophe*, une coupure telle que celle-ci cause une rupture d'équilibre, et le chœur *O sainte croix*, aussi beau que les plus beaux des maîtres de l'école romaine, privé de cet antécédent de tonalité sombre perd une partie de son effet lumineux.

C'est aussi une difficulté de décor (l'obligation de réserver la place d'une machinerie qui, du reste, n'a pas été utilisée) qui a fait concevoir trop grand et avec l'apparence d'un vestibule le cabinet où, au premier acte, le roi de l'Or semble un huissier au pied de ses trois escaliers. Que ne peut-on le remplacer par celui du troisième acte dont les basses fenêtres permettraient d'apercevoir le berger, et où le bouc pourrait montrer son profil au lieu d'apparaître sur un haut vitrail où l'on ne sait comment il est parvenu à se hisser. L'admirable symphonie qui accompagne ce berger et qui peu à peu remplit la scène de ses sonorités devenues menaçantes aurait ainsi sa signification qui, autrement, demeure à peu près inintelligible.

Cette substitution dût-elle nous priver de la première scène du troisième acte, j'ose presque dire que je ne la regretterais pas. Ce que nous révèle cette scène, le pacte entre Sathanaël et le roi de l'Or, et

le moyen imaginé par celui-ci afin que Christophore meure en état de péché, eût pu nous être expliqué par l'Historien. Ne remplirait-il pas excellemment ici son rôle en effet, en permettant de ne pas interrompre, par un épisode narratif, avec diablerie, trappe et flamme soufrée, une succession de scènes admirables d'émotion et de sentiment qui sont des plus belles du théâtre musical?

Que M. d'Indy me pardonne de suggérer audacieusement une coupure... après en avoir déploré d'autres, et de ne pas me laisser hypnotiser par le prestige de la forme ternaire, le triptyque, auquel il est resté systématiquement fidèle dans l'ordonnance de sa conception dramatique et qui subirait par cette suppression une passagère atteinte.

Quoi qu'il en soit de ces quelques observations que je hasarde avec scrupule, et prêt à me soumettre à toute convaincante contradiction, il n'en faudrait pas insinuer, parce que la musique se heurte parfois au théâtre à d'insurmontables obstacles, ou parce que, art souverainement évocateur, elle dépasse souvent la réalisation plastique, que l'œuvre de M. d'Indy ne reçoive pas du théâtre lui-même de précieux avantages.

Il est certain que le geste et l'apparence humaine des personnages doublent l'intensité expressive des scènes incomparables de l'Ermite, de la prison, et de celle du martyre où l'un des plus beaux décors de M. Maurice Denis encadre les impressionnants groupes si bien réglés et éclairés par M. Merle-Forest.

Mais pour parler ainsi qu'il convient de ces scènes, il en faudrait évoquer la musique. Comment le faire par des mots? Assurément plus facile serait, en un langage technique où quelques-uns seulement trouveraient de l'intérêt, d'analyser les moyens employés par M. d'Indy pour constituer son art personnel, d'expliquer le rôle spécial qu'il assigne à la tonalité dont les effets sont perçus inconsciemment par les auditeurs les plus étrangers à l'étude de la musique, de signaler la formation et la transformation de ses thèmes principaux ainsi que l'emploi qu'il fait de certaines mélodies grégoriennes. Mais tous ces moyens n'ont qu'un but : concourir à l'émotion. Cette émotion qui seule importe se peut-elle décrire?

Quelques mesures comme celles qui servent d'introduction à la scène de l'Ermite défient toute expression verbale. Que dire aussi de cette scène elle-même dont la parfaite articulation de M. Delmas nous a fait entendre toutes les paroles sans peut-être nous en conserver le juste et touchant accent?

Quant à ce que jadis on eût appelé « le duo de la prison », jamais la puissance émotive et évocatrice de la musique n'a été si victorieu-

sement affirmée que dans cette scène capitale. Écoutez, à l'orchestre, l'impérieux appel de la grâce tandis que contre elle luttent encore les dernières révoltes et hésitations humaines ; le cœur a-t-il jamais été si profondément scruté et ainsi mis à nu? Songez à Polyeucte et Pauline...

Et de quelles admirables mélodies est formée toute cette trame musicale ! A moins de s'avouer insensible à la puissance des sons, qui pourrait les entendre ou, par le souvenir, les sentir chanter en soi sans éprouver le trouble physique que communique l'approche des grandes œuvres d'art?

C'est enfin la scène dernière, et la rayonnante mélopée de Christophore reprise par Nicéa qu'accompagne une céleste symphonie vocale, ensemble dont il n'existe pas, je crois, d'analogue au théâtre, et dont on a le droit de proclamer qu'il est un des plus hauts sommets de la musique, un radieux chef-d'œuvre.

L'émotion qui émane de *la Légende de saint Christophe* a été ressentie par tous ceux qui ont pris part à son exécution.

Quant au public, lui aussi a joué un rôle en cette occasion. Insuffisamment renseigné après la répétition générale sur ce qu'il devait aimer et admirer, il s'est franchement abandonné à son émotion et celle-ci ne l'a pas trompé.

Devant de telles splendeurs : la queste de Dieu, les scènes du torrent, de l'Ermite, de la prison et du martyre, il s'est prononcé en acclamations, tout vibrant du désir de témoigner au maître qui les a conçus et réalisés son ardente et enthousiaste reconnaissance.

Gaston Carraud avait pressenti ce triomphe. Avec quelle joie il l'eût célébré ici — lui qui jamais n'était si heureux que lorsqu'il pouvait ajouter une œuvre à celles qu'il admirait déjà — et quelle magistrale analyse il eût écrite de cette partition dont la lecture lui avait d'avance révélé la beauté !

Hélas ! le malheur qui atteint cruellement la grande famille des musiciens et qui prive la *Revue universelle* d'un collaborateur si précieux m'a obligé à le suppléer.

Que ce me soit une occasion d'apporter à sa mémoire un témoignage de reconnaissance émue, reconnaissance que, dans les circonstances personnelles où j'avais pu apprécier la bienveillance de sa critique, j'osais à peine formuler, par scrupule d'inquiéter sa noble et droite conscience si profondément indépendante.

Aujourd'hui, au sujet de saint Christophe, je ne saurais certes parler en son nom et exprimer comme il l'eût fait sa pensée. Mais je suis certain de ne pas trahir cette pensée si je l'associe, lui, le passionné de musique, dans mon hommage au maître qu'il admirait comme un

des plus glorieux représentants de l'art de son pays, et si j'affirme que, touché jusqu'au fond du cœur par *la Légende de saint Christophe*, il eût, comme je le fais moi-même, remercié M. d'Indy de tout son cœur de musicien et de Français.

PIERRE DE BRÉVILLE.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

ALLEMAGNE, 6 juin. — *Le résultat des élections allemandes fait ressortir l'échec de la coalition des socialistes majoritaires, des centristes et des démocrates qui porte la responsabilité du traité de Versailles. Les vainqueurs sont les socialistes indépendants, qui gagnent au moins* 55 *sièges, et surtout les deux partis conservateurs qui en gagnent près de* 70. *Du fait de cette rupture d'équilibre au Reichstag, le chancelier Muller a dû se retirer. Le président Ebert s'est adressé successivement, pour constituer le nouveau cabinet, à M. Muller, à M. Heinze, conservateur modéré, à M. Trimborn, du centre. La situation parlementaire demeure confuse.*

ITALIE. — *Le cabinet Nitti a dû se retirer le* 9 *juin; sa situation parlementaire était difficile, et il est tombé à propos d'un décret-loi portant augmentation du prix du pain. M. Giolitti, l'ancien chef du neutralisme, a été chargé de former un nouveau ministère. Les déceptions et les mécontements causés par le traité de paix aboutissent peu à peu à replacer l'Italie, vis-à-vis de l'Entente, dans une situation analogue à celle d'avant-guerre.*

ANGLETERRE. — *M. Lloyd George, inquiet de l'avance de l'armée rouge en Perse, a reçu, le* 31 *mai, Krassine, délégué des Soviets, qui a dû reconnaître que la Russie n'avait pas grand'chose à offrir, en cas de reprise des relations commerciales. Néanmoins, les négociations se poursuivent, et la commission permanente du Conseil supérieur économique qui se tient à Londres a accepté, le* 11 *juin, de se rencontrer avec Krassine, dès que celui-ci aurait répondu à un questionnaire portant sur certaines questions préliminaires.*

AUTRICHE, 11 juin. — *Le chancelier Renner, qui avait souvent fait preuve d'une certaine bonne volonté envers l'Entente, doit se retirer, à la suite des débats de l'Assemblée nationale relatif aux Conseils de soldats. Son départ, coïncidant avec le coup de barre à droite des élections alle-*

mandes et le retour au pouvoir de M. *Giolitti, va peut-être poser de nouveau la question du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne.*

POLOGNE et RUSSIE. — *La situation de la Pologne, mal soutenue par les Alliés, en rapports tendus avec les Tchéco-Slovaques, devient difficile. Les armées polonaises ont réussi à arrêter, le* 8 *juin, l'offensive bolcheviste sur la Bérésina commencée le* 14 *mai, mais en Ukraine elles ont dû, le* 13 *juin, abandonner Kiev. Le* 11, *le cabinet Skulski était tombé, à la suite d'un incident parlementaire.*

L'échec de Kiev a eu, en Orient, un contre-coup immédiat : le 15 *juin, on annonçait que les Anglais allaient évacuer Batoum.*

BELGIQUE, 2 juin. — *Démission de M. Renkin, ministre de l'Intérieur, qui, dans un discours où il s'est mis en désaccord avec le cabinet Delacroix, a critiqué le système des traités de paix comme laissant les portes de la Belgique ouvertes à l'Allemagne.*

ROUMANIE, 6 juin. — *Elections à la Chambre des députés. Elles assurent la majorité au parti de la Ligue du Peuple, dont le chef est le général Averesco, président du Conseil.*

ÉTATS-UNIS, 12 juin. — *La Convention républicaine de Chicago désigne le sénateur Harding comme candidat à l'élection présidentielle. Cette manifestation est dirigée contre le traité de Versailles et la politique wilsonienne.*

ALBANIE, 13 juin. — *Essad pacha, ancien chef du gouvernement provisoire albanais, est assassiné à Paris par un de ses compatriotes. Ce crime politique paraît en relation directe avec le soulèvement de l'Albanie contre l'occupation italienne.*

A. M.

Le Gérant : CH. MAGUÉ.

PARIS — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 25205.